

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

ISSN 2716 - 764X | E-ISSN 2716-7747

Revue d'histoire méditerranéenne مجلة التاريخ المتوسطي

Revue académique internationale semestrielle.
Editée par l'université de Béjaïa.



Volume: 05 Numéro: 02, décembre 2023



UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA - BEJAIA
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

Revue académique internationale semestrielle.

Éditée par l'université de Bejaia

ISSN : 2716 – 764X

E- ISSN : 2716 - 7747

Dépôt légal : décembre 2019

URL: www.univ-bejaia.dz/rhm

Volume 05, numéro 02 décembre 2023.

Revue d'histoire méditerranéenne

Le directeur et rédacteur en chef de la Revue :

Pr. AIT MEDDOUR Mahmoud (U. de Bejaia)

L'adjoint de directeur :

Pr. OUATMANI Settar (U. de Bejaia).

Secrétariat de la revue :

Mme. MAZRI Sabrina, Maitre-assistant, université de Bejaia.

Dr. MARDJAA Aicha, Maitre-assistant, université de Bejaia.

Le comité scientifique et de lecture

Le président du comité scientifique

Pr. OUATMANI Settar (U. de Bejaia).

Les rédacteurs associés.

AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2).

AISSANI Djamil (U. de Bejaia)

AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran).

BAIZIG M. Salah (U. de Tunis).

BALA Sadek (U. de Bejaia).

BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2)

CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued).

CHAIB Kedadra (U. de Guelma).

CHOUITAME Arezki (U. d'Alger 2)

FARADJI M. Akli (U. de Bejaia).

GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia).

HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad).

HALAILI Hanifi (U. de S. Bel Abbés).

HASSINI Aicha (U. de Bouira)

JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis).

KINZI AZZEDINE (U. de T. Ouzou).

MEGROUS née MEHENDEL Djahida (Université d'Alger 2).

NAILI Abdelkader (U. de Djelfa)

OUATMANI Settar (U. de Bejaia)

REMILI Nedjma, née SERRADJ (Université d'Alger 2).

SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger)

SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak)

SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila).

TIDJET Mustapha (U. de Bejaia).

TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida).

VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne).

WSHEH Gasan (Université islamique de Ghaza, Palestine).

Revue d'histoire méditerranéenne

Comité de lecture (reviewers).

- ABBACI Madjid (U. de Bejaia).
AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2).
AISSANI Djamil (U. de Bejaia)
AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran).
AIT MEDDOUR Mahmoud (U. de Bejaia).
AJGOU Ali (U. de Batna).
ALALI Mahmoud (U. de Laghouat).
AOUARIB Lakhdar (U. d'Ouargla).
BAITICHE Abdelhamid (U. Batna 01)
BAIZIG M. Salah (U. de Tunis).
BAKA Rachid (U. de Batna).
BALA Sadek (U. de Bejaia).
BEDIDA Lezher (U. d'Alger 2)
BEKAI Moncef (U. d'Alger 2)
BEN HADJ Miloud (U. de Djelfa).
BENAMAR Hamadadou (U. Oran 1)
BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2)
BOUMEGOURA Naim (U. de Bejaia).
BOURENI Dalila (U. d'Alger 2)
BOUZID Fouad (U. Guelma)
CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued).
CHAIB Kedadra (U. de Guelma).
CHAREF Rekia (ENS de Laghouat).
CHETOUANE Nadira (U. de Blida 2).
CHOUITAME Arezki (U. d'Alger 2)
DJIDJIK Zerouk (U. de Bejaia).
EL AKROUCHI Chawkat Aref Mohamed (U. Zakhou- Irak)
FARADJI M. Akli (U. de Bejaia).
GREVIN Benoît (EHESS, Paris).
GUELIANE Nora (EHESS, Paris)
GUEN Mohammed (U. de Djelfa).
GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia).
HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad).
HANAFI Aicha (U. d'Alger 2)
HANIFI Helaili (U. Sidi Bel Abbés)
HACIINI AICHA (U. de Bouira)
IKHERBANE M. Akli (U. de T. Ouzou).
JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis).
KACIMI Zine dine (U. de Bouira)
KAOUANE Fares (U. de Sétif 2)
KENDEL Djamel (U. Hassiba Ben Bouali, Chelef).
KERBAL Zakia (U. d'Alger 2)
KERKAR Abdelkader (U. d'El Oued)

Revue d'histoire méditerranéenne

KHALED Taher (U.de M'Sila)
KHALFI Djamila (U. Khemis Melliana)
KINZI Azzedine (U.de T.Ouzou).
KOUICEM Mohamed (U. de Skikda)
MAKHLOUFI Abdelouhab (U. de Batna)
MANSOURIA Achour (U. de Batna 1)
MANZANO Miguel Angel (U. de Salamanque).
MEGROUS née MEHENDEL Djahida (Université d'Alger 2).
MEKSEM Zahir (U. de Bejaia).
MERAH Aissa (U. de Bejaia).
MERDJAA Aicha (U. de Bejaia).
MOUSSAOUI Fella (U. d'Alger 2).
MOUHOUN Leila (U. de Bejaia).
OUAMANE Houria (U. de Biskra)
OUATMANI Settari (U. de Bejaia)
OULARBI Houria (ABDENEBI) (Université de Tizi-Ouzou)
OULD SID AHMED Adouba (U. El Ouyoune, Mauritanie)
OUYAHIA Saida (U.Alger 02).
RAHMANI Belkacem (U.Alger 02).
RAMDANI Hacina (Lyon 2).
REMILI Nedjma, née SERRADJ (Université d'Alger 2).
SAAIDIA Oissila (Directrice IRMC)
SAHIR Nacera (ENS de Bouzaréah)
SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger)
SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak).
SALHI Kamel (U. de Tizi-Ouzou)
SALHI Mezhoura (U. de Tizi-Ouzou)
SAOUDI Yasmina (U. d'Alger 2).
SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila).
SOUALMIA Abderahmane (U. de Bejaia).
TAIB BOUDJEMAA Naima (U.de Tiaret)
TIDJET Mustapha (U. de Bejaia).
TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida).
TOBBAL Nadjoua (U. d'Alger 2)
TOUAHRI Hakima, (U. d'Alger 2)
TOUCHE KHAROUNI Nouara. (U. de Bejaia).
TOUMI Rafika (U. d'Alger 2).
VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne).
WSHEH Gasan (Université islamique de Ghaza, Palestine).
YEFSAH Nadia (U.Alger 02).
ZERKAOUI Nouredine
ZERKOUK Mohamed (U. Khemis Melliana).

Comité d'édition

(Mise en page, vérification et correction)

ABBACI Madjid.

BELKESSA Lahlou

BOUCHER Boubkeur

LAHOUEL Tassaadith

MAANDI Abla

MAZRI Sabrina

MERDJAA Aicha

TIDJET Mustapha.

TOUCHE KHAROUNI Nouara

Correspondances :

Vos articles doivent être soumis via le lien suivant :

<https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/605>

Pour toute autre demande d'information, contactez-nous à l'adresse
suivante :

rhm@univ-bejaia.dz

Revue d'histoire méditerranéenne

Présentation de la Revue :

La **Revue d'Histoire Méditerranéenne** est une revue semestrielle de la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Bejaia. Elle est indexée dans la base de données européenne **ERIH Plus** et la base de données arabe **ARCIF**. Elle est une revue quadrilingue, donc ouverte aux contributions en Anglais, français, Arabe et en langue amazigh.

Ses objectifs : La Revue d'Histoire Méditerranéenne a pour objectifs : de diffuser des connaissances historiques auprès des enseignants, les chercheurs, les étudiants et auprès d'un large public. Elle offre une plateforme pour l'évaluation critique des travaux de recherche en histoire. Les articles publiés sont souvent soumis à un processus d'examen par des pairs.

Elle vise également à la promotion de la recherche historique en offrant aux chercheurs une opportunité de partager leurs découvertes et à faciliter le dialogue entre les historiens et chercheurs, favorisant ainsi le partage d'idées, de débats et d'approches méthodologiques.

La Revue constitue une plateforme pour la documentation d'événements historiques, de biographies, et d'autres sujets pertinents.

Sa portée : La **Revue d'Histoire Méditerranéenne** a un penchant pour les études relatives à l'histoire des pays de la Méditerranée de la préhistoire jusqu'à l'ère contemporaine et ouverte également aux contributions historiques traitant le passé de tous les états du monde sous leurs différents aspects : la société dans toutes ses dimensions, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la politique, la culture, les coutumes et traditions etc..

La Revue adopte une approche interdisciplinaire, reliant l'histoire à d'autres domaines tels que la sociologie, l'anthropologie, l'archéologie, etc.

La **Revue d'Histoire Méditerranéenne** publie des numéros varia et chacun d'eux fait l'objet d'un appel à contribution diffusé sur les sites les plus connus. (Calenda). Elle édite aussi des numéros spéciaux. Chaque article, anonymé, est soumis à deux évaluations à l'aveugle, et à une troisième si les deux premières sont contradictoires. Pour être examinés, les auteurs doivent soumettre leurs articles par voie exclusivement électronique sur ASJP (<https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/605>).

La **Revue d'Histoire Méditerranéenne** figure dans le fichier national des revues scientifiques édité par le Ministère algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS), et sur sa plateforme *Algerian scientific journal platform* (ASJP), administrée par le CERIST. Le comité scientifique et de lecture de la revue est international. Il est composé d'experts de l'université de Bejaia, d'autres universités algériennes et étrangères. La Revue d'Histoire Méditerranéenne ne publie que des inédits. La rédaction de la revue se réserve la prérogative de demander aux auteurs des corrections et/ou des modifications

La Revue d'Histoire Méditerranéenne est téléchargeable intégralement et sans restriction en format PDF sur le site de l'université de Bejaia.

Les règles de publication :

Dans le cadre de la soumission des articles, l'équipe de rédaction de la revue demande aux auteurs de rédiger en se conformant strictement aux règles de présentation suivantes :

Revue d'histoire méditerranéenne

1. **L'originalité** : Un article soumis à la publication doit respecter le principe d'originalité, justifier sa contribution au développement des connaissances scientifiques.
2. **Le volume de l'article** : Les auteurs respecteront le volume de 10 à 15 pages. Le volume commandé s'entend notes, bibliographie et illustrations comprises. Le comité de rédaction de la revue se réserve le droit de refuser un article ne respectant pas ce volume.
3. **La première page** est une page de titre et métadonnées qui doit contenir les informations suivantes :
 - a. Nom et prénom du ou des auteurs, fonction et grade, adresse postale de leur institution de rattachement, adresse électronique, adresse postale et numéro de téléphone personnel.
 - b. Le titre de l'article et sa traduction dans une autre langue.
 - c. Un résumé dans la langue de l'article et un autre dans une autre langue (chaque résumé doit contenir entre 150 et 200 mots).
 - d. Des mots-clés d'indexation en deux langues.
4. **L'introduction** : Elle doit contenir entre autres, les éléments suivants : Présentation du sujet et de son importance, la problématique de recherche, présentation des études antérieures et une description de l'approche théorique utilisée.
5. **La conclusion** : Elle doit être une synthèse des résultats et proposer des pistes de recherches futures.
6. **La police d'écriture** : La police en caractères latins est Times New Roman taille 12 pour le corps de texte et 10 pour les notes. La police d'écriture arabe est Traditionnel Arabic taille 16 pour le corps de texte et 12 pour les notes.
7. **Interlignes** : 1,5
8. **Les marges** d'une page sont 2cm de chaque côté.
9. **Notes de bas de page** : Les notes sont présentées en numérotation continue en bas de page et limitées aux choses essentielles (éclaircissements ou des articles de presse seulement, car les références bibliographiques sont mises en intra-texte). L'appel de note doit être accolé au mot précédent et non à un signe de ponctuation.
Ex. doit être accolé¹. Non pas : doit être accolé.¹
10. **Les références bibliographiques** sont intégrées dans le corps du texte comme suit : (Nom, l'année d'édition : p). Ex : (ADJAOUD, 2012 :57). Quant au renvoi aux documents d'histoire de type source, ils sont présentés comme suit : (le nom, le premier mot du titre ou le 2^e si le premier n'est pas significatif : p.) ex : (Ibn Kheldoun, *El Ibar* : 50).
11. **Normes de ponctuation** : les signes simples ou triples (**le point, la virgule et les trois points de suspension**) doivent être collés au mot précédent, les signes doubles (**deux points, point-virgule, point d'interrogation et point d'exclamation**) sont séparés du mot précédent par un espace insécable.
12. **Citations, utilisation des guillemets et italiques** : Les citations sont toujours entre guillemets français « ... » et en caractères romains. Lorsque leur longueur excède 03 lignes, il convient de les individualiser en créant un paragraphe distinct, en retrait (1 cm à droite et à gauche), dans un corps de lettre inférieur au reste de texte (11 pour les textes en latin et 14 pour les textes en arabe).

Revue d'histoire méditerranéenne

Exemple :

La mort de l'administrateur Dupuy de Guentis, poste reculé entre les Nememchas et les Aurès, le bouleversa.

« Ah ! jurons de tout faire, déclare Jacques Soustelle devant le cercueil de l'administrateur à Tébessa, oraison funèbre, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l'œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie ».

13. Utilisation des caractères italiques : Les caractères italiques sont utilisés uniquement pour les termes étrangers. Lorsque ces termes sont d'usage courant (s'ils figurent dans le dictionnaire), on utilisera les caractères romains.

14. Bibliographie : Les références bibliographiques sont regroupées en fin de l'article par ordre alphabétique, et pour un même auteur, par ordre chronologique de parution. *Les titres d'ouvrages et les noms des revues sont écrits en italique, mais les titres d'articles sont écrits en romain.*

On sépare les références en groupes distincts :

- Les archives.
- Les sources.
- Les études (livres et articles).
- La presse (les journaux).
- Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)

La règle utilisée est APA 7^e édition (2019). Vous pouvez le télécharger sur internet ou nous contacter pour vous envoyer le fichier par e-mail : rhm@univ-bejaia.dz

Revue d'histoire méditerranéenne

Presentation:

The Mediterranean History Journal is a biannual journal of the faculty of human and social sciences of the University of Bejaia. It is indexed in the European ERIH Plus database and the Arabic ARCIF database. It is a quadrilingual journal, therefore open to contributions in English, French, Arabic and the Amazigh language.

Its objectives: **The Mediterranean History Journal** aims to disseminate historical knowledge to teachers, researchers, students and a wide audience. It provides a platform for the critical evaluation of research in history. Published articles often undergo a peer review process.

It also aims to promote historical research by offering researchers an opportunity to share their discoveries and to facilitate dialogue between historians and researchers, thus promoting the sharing of ideas, debates and methodological approaches.

The Journal provides a platform for the documentation of historical events, biographies, and other relevant topics.

Its scope: **The Mediterranean History Journal** has a bias towards studies relating to the history of Mediterranean countries from prehistory to the contemporary era and is also open to historical contributions dealing with the past of all states of the world in their different aspects: society in all its dimensions, agriculture, industry, commerce, politics, culture, customs and traditions, etc.

The Journal adopts an interdisciplinary approach, linking history to other fields such as sociology, anthropology, archaeology, etc.

The Mediterranean History Journal is fully downloaded without restrictions in format PDF on the site of Béjaia University.

The Mediterranean History Journal appears in the national file of scientific journals published by the Algerian Ministry of Higher Education and Scientific Research (MESRS), and on its Algerian scientific journal platform (ASJP), administered by CERIST. The scientific and reading committee of the journal is international. It is made up of experts from the University of Bejaia, other Algerian and foreign universities. **The Mediterranean History Journal** only publishes unpublished material. The editorial staff of the journal reserves the prerogative to ask the authors for corrections and/or modifications.

Rules of publication:

As regards submitting the articles, the redaction team of the review requests to the authors to write in strict compliance with the rules of the following presentations:

- 1) **Originality:** The article submitted must respect the principle of originality; justify its contribution to the development of scientific knowledge.
- 2) **Size of the article:** The authors are to respect the size from 10 to 15 pages. The recommended size includes notes, bibliography and illustrations. The redaction committee of the magazine has the right to decline any article that doesn't respect that size.
- 3) **The first page** is the page of title and metadata that should contain the following information:
 - a) First name and family name of the author(s), profession, grade, postal address of their institutions, electronic address, postal address and personal phone number.
 - b) The article title and its translation into another language.

Revue d'histoire méditerranéenne

c) A summary in the language of the article and another one in another language (each summary should contain about 150 and 200 words)

d) The key words in two languages.

4) Introduction: It should include besides other elements, the following ones: Presentation of the topic and its importance, the problematic of research, anterior studies presentations and a description of the theoretical approach used.

5) Conclusion: It should include a synthesis of the results and suggest paths of future researches.

6) Mode of writing: The Latin characters are Times New Roman 12 for the body of the text and 10 for notes. The Arabic mode is Traditional Arabic of 16 for body of text and 12 for notes.

7) Interlines: 1, 5

8) The margins of the page are 2 cm from each side

9) Notes of bottom page: The notes are presented with continuous numbering at bottom of page and limited to essential things (clarifications or press articles only....). The note appeal should be joined to the preceded word not to a punctuation sign.

Punctuation norms: The simple or triple symbols (' period or full stop, comma, and suspension dots) should be joined with the precedent word ,the double symbols or signs (colon, semi colon, question mark, and exclamation mark are separated from preceded words by insecure space.

10) Bibliographical references: They are integrated in the body of the text as follows (Name, year of edition) Eg: (ADJAOUD, 2012; 57).As for the reference to documents of history of source type, they are presented as follows :(Name, the first word of the title or the second one if the first is not significant :p) Eg: (Ibn Kheldoun, El Ibar: 50)

11) Punctuation norms (standards): The simple or triple symbols (the full stop or period, the comma, question mark and exclamation mark) are separated from the preceded word by an insecure space.

12) Quotes, use of inverted marks and italics: Quotations are always written between inverted marks «..." and in Roman characters. When the length exceeds 03 lines, it is admitted to be individualized by creating an indented, distinct passage (1 cm on the right and on the left), in a body of letters inferior to the remaining text. (11 for Latin texts and 14 for Arabic texts).

Example:

The death of the administrator Dupuy de Guentis, the back moved post between the Nememchas and the Aures, shook him.

«Ah! Swearing of doing everything, declares Jacques Soustelle in front of the coffin of the administrator in Tebessa, funeral oration, without managing anything to revenge those who were taken away from us and to keep up, in spite of everything, the French achievement for which they gave their lives."

13) Bibliography: The bibliographic references are aggregated or gathered at the end of the article in an alphabetical order, and for the same author in a chronological order. The works titles and names of journals are written in italics, but the titles are written in Roman.

We separate the references in distinct groups:

- The archives.
- The sources
- The studies (books and articles)
- The press (Newspapers)

Revue d'histoire méditerranéenne

- Research tools (dictionaries and encyclopaedias)

The rule used is APA 7th edition (2019). You can download it from the internet or contact us to send you the file by e-mail: rhm@univ-bejaia.dz

التعريف بالمجلة

مجلة التاريخ المتوسطي هي مجلة نصف سنوية تصدر عن كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية بجامعة بجاية. وهي مفهومة في قاعدة بيانات إريش بلوس ERIH Plus الأوروبية وقاعدة بيانات أرسيف ARCIF العربية. وهي مجلة رباعية اللغات، وبالتالي فهي مفتوحة للمساهمات باللغات الإنجليزية والفرنسية والعربية والأمازيغية. أهدافها: تهدف مجلة التاريخ المتوسطي إلى: نشر المعرفة التاريخية بين الاساتذة والباحثين والطلاب وجمهور واسع. ويوفر منصة للتقييم النقدي للبحث في التاريخ. وتخضع المقالات المنشورة لعملية مراجعة المحكمين. ويهدف أيضاً إلى تعزيز البحث التاريخي من خلال إتاحة الفرصة للباحثين لمشاركة اكتشافاتهم وتسهيل الحوار بين المؤرخين والباحثين، وبالتالي تعزيز تبادل الأفكار والمناقشات والمناهج. توفر المجلة منصة لتوثيق الأحداث التاريخية والسير الذاتية والمواضيع الأخرى ذات الصلة. نطاقها: تهتم مجلة تاريخ البحر الأبيض المتوسط بالدراسات المتعلقة بتاريخ دول البحر الأبيض المتوسط من عصور ما قبل التاريخ إلى الفترة المعاصرة، كما أنها مفتوحة للمساهمات التاريخية التي تتناول ماضي جميع دول العالم في جوانبها المختلفة: المجتمع بكافة أبعاده، الزراعة والصناعة والتجارة والسياسة والثقافة والعادات والتقاليد وغيرها.

تتبنى المجلة منهجاً متعدد التخصصات، حيث تربط التاريخ بمجالات أخرى مثل علم الاجتماع والأنثروبولوجيا وعلم الآثار وغيرها.

تنشر مجلة التاريخ المتوسطي أعداداً مختلفة وكل منها موضوع دعوة للمساهمات المنشورة على أشهر المواقع، منها موقع (كالندا). كما أنها تنشر أعداد خاصة. تخضع كل مقالة، مجهولة المصدر، لتقييمين أعمى، وتقييم ثالث إذا كان التقييمان الأولان متناقضين. لكي يتم النظر فيها، يجب على المؤلفين تقديم مقالاتهم إلكترونياً حصرياً على صفحة المجلة في البوابة الجزائرية للمجلات العلمية:

(<https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/605>)

تظهر مجلة تاريخ البحر الأبيض المتوسط في قائمة المجلات العلمية التي تنشرها وزارة التعليم العالي والبحث العلمي الجزائرية (MESRS)، وعلى منصة المجلات العلمية الجزائرية (ASJP) التي يديرها CERIST. اللجنة العلمية للمجلة دولية وتتكون من خبراء من جامعة بجاية وجامعات جزائرية وأجنبية أخرى. تنشر مجلة التاريخ المتوسطي الأعمال غير المنشورة كما يحتفظ طاقم تحرير المجلة بحق مطالبة المؤلفين بإجراء تصحيحات و/أو تعديلات.

يمكن تنزيل أعداد المجلة كاملة أو كل مقالاتها بدون قيود بصيغة PDF من موقع الجامعة.

قواعد النشر في المجلة:

1. الأصالة: ضرورة تميّز المقالات المرسلّة إلى المجلة بالأصالة والجديّة والموضوعية والإثراء المعرفي، وألا تكون قد نشرت من قبل.
2. حجم المقالة: يجب على المؤلفين تقديم مقالاتهم في حجم يتراوح بين 10 و15 صفحة، تشمل أجزاء المقال كلّها، من ملخصات وبيبلوغرافيا وملاحق .
3. الصفحة الأولى من المقال: يجب أن تتضمن ما يلي:
 - أ. البيانات الوصفية الآتية: اسم المؤلف (أو المؤلفين) ولقبه (هم)، الوظيفة والرتبة العلمية، جامعة أو مؤسسة الانتماء، العنوان البريدي والبريد الإلكتروني وهاتف المؤلف.
 - ب. عنوان المقالة وترجمته إلى لغة أخرى.
 - ج. ملخص المقال وترجمته إلى لغة أخرى (يجب أن يتراوح عدد كلمات كل ملخص ما بين 150 و200 كلمة).
 - د. الكلمات المفتاحية باللغتين.
4. المقدمة: يجب أن تتضمن التعريف بالموضوع وأهميته، طرح الإشكالية، تقديم الدراسات السابقة وكذلك المنهجية المتبعة في المعالجة.
5. الخاتمة: يجب أن تتضمن حوصلة للنتائج المتوصل إليها وأن تفتح آفاقاً لدراسات جديدة.
6. الخط: بالأحرف اللاتينية هو Times New Roman 12 للمتن و10 للهامش. الخط العربي هو Traditional Arabic 16 للمتن و12 للهامش.
7. المسافة بين الأسطر: 1,5
8. هوامش الصفحة: 2 سم من كل الجوانب.
9. هوامش أسفل الصفحات: تتضمن الملاحظات والتوضيحات والمقالات الصحفية فقط، ويجب أن تكون بترقيم مستمر ويقتصر على الأمور الأساسية.

10. الإحالة إلى المراجع: تتم الإحالة إلى المراجع في متن النص على النحو الآتي: (اللقب، سنة النشر: ص) مثال: (قنان، 1995: 54). أما الوثائق القديمة من نوع المصادر فيكتب بالإضافة إلى اللقب، الكلمة الأولى من العنوان أو الثانية إذا كانت الأولى غير معبرة. مثال (ابن خلدون، العبر: 50).

11. معايير وضع علامات الترقيم: العلامات المفردة أو الثلاثية (النقطة والفاصلة ونقاط الحذف) يجب إصاقها بالكلمة السابقة وفصلها عن الكلمة اللاحقة، أما العلامات المزدوجة (النقطة الفاصلة، النقطتين، علامة الاستفهام وعلامة التعجب) فتكون مفصولة عن الكلمة السابقة واللاحقة.

12. الفقرات المقتبسة: توضع الفقرات المقتبسة بين مزدوجتين فرنسيتين «.» بالكتابة العادية (ليس المائلة). وعندما يتجاوز طول الفقرة المقتبسة 03 أسطر، يتم إنشاء فقرة فردية منفصلة عن باقي النص، مع إضافة 1 سم كهامش من اليمين ومن اليسار وبحجم أقل من باقي النص. (11 لللاتينية و14 للعربية).

مثال:

وفي هذا الشأن يقول رضا مالك إن تعيين بن خده في الرئاسة رغم كل شيء لقي ترحيبا باعتباره حدثا واعدة، إذ إن التشكيل الجديد يتمتع بفعالية جديدة وبطابع أكثر ثورية قائم على الواقعية والحزم. كما قال بن خدة: « ورثت عن فرحات عباس النزاع الذي كان مع الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية، وتعد حادثة إسقاط الطائرة الفرنسية وأسر الطيار الفرنسي أحد الأسباب التي أدت إلى انفجار الأزمة بين الحكومة المؤقتة وهيئة الأركان العامة، حيث قدّم أعضاء هيئة الأركان العامة استقالتهم، وقد قبلت الحكومة المؤقتة... »

13. استخدام الأحرف المائلة: لا يستخدم نمط الأحرف المائلة (*Italique*) إلا في حالة استعمال مصطلحات أجنبية عن لغة المقال. عندما تكون الكلمات شائعة الاستعمال (موجودة في قاموس لغة الكتابة)، نستعمل نمط الكتابة العادي (الكتابة الرومانية).

14. البيبليوغرافيا: يتم اعتماد الترتيب الأبجدي لألقاب المؤلفين. وفي حالة وجود أكثر من مرجع لمؤلف واحد، يتم الترتيب حسب تاريخ النشر. لا تكتب بالأحرف المائلة إلا عناوين الكتب والمجلات، أما عناوين المقالات فتكتب بالأحرف الرومانية العادية.

توضع في آخر المقال وترتب على النحو الآتي:

- جزء مخصص للأرشيف.
- جزء مخصص للمصادر (كتب ومقالات).
- جزء مخصص للمراجع (كتب ومقالات)
- جزء مخصص للصحافة.
- جزء مخصص لأدوات البحث (القواميس والموسوعات).

Revue d'histoire méditerranéenne

يجب إتباع طريقة APA الطبعة السابعة (2019) في وضع القائمة البيبليوغرافية. بالإمكان تحميله عبر
الأنترنت أو الاتصال بالمجلة لإرسالهم إليكم عبر البريد الالكتروني: rhm@univ-bejaia.dz

Sommaire

N°	Titre de l'article.	Nom d'auteur.	Pages
01	Une fête nationale en situation coloniale : l'exemple du 14 juillet 1936 à Alger.	Dr. EMBARECH Majid Chercheur associé. Centre de la méditerranée moderne et contemporaine (CMMC), Université Côte d'Azur.	16 - 27
02	Le turriforme oriental de Filitosa-Turrichju (Sollacaro, Corse) et la question des bastions dans l'habitat fortifié du sud de la Corse à l'âge du Bronze ancien et moyen	Dr. Kewin PECHE-QUILICHINI Collectivité de Corse, directeur du Musée de l'Alta Rocca, France Membre associé UMR 5140 « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes, CNRS, Université Paul-Valéry, Montpellier.	28 - 40
03	Étude typologique des ensembles masculins à Chypre	Melle. De Pinho Eva. École du Louvre Palais du Louvre.	41 - 50
04	Espace politique et autorité de la chefferie walèbodans l'angonda (BAOULÉ SUD - CÔTE D'IVOIRE) : 1820-1957	Dr. KOUADIO Kouakou Didié Enseignant-Chercheur Université Alassane Ouattara de Bouaké.	51- 63
05	اصلاحات شارل جونار بالجزائر 04 فيفري 1919	أ.د احمد مسعود سيد علي قسم التاريخ جامعة محمد بوضياف المسيلة.	64 - 78
06	المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية	د. جمال رداحي جامعة ابن طفيل.	79 - 89

Une fête nationale en situation coloniale : l'exemple du 14 juillet 1936 à Alger.

A national holyday in a colonial situation : the example of July 14, 1936 in Algiers.

Dr. EMBARECH Majid
Chercheur associé.
Centre de la méditerranée moderne et
contemporaine (CMMC), Université Côte
d'Azur
Mail : majid.embarech@univ-cotedazur.fr

Reçu le : 16-08-2023	Révisé le : 20- 09- 2023	Accepté le : 23-09-2023
----------------------	--------------------------	-------------------------

Résumé :

Dans une perspective d'histoire politique, sociale et culturelle, cet article se propose d'analyser la cérémonie et les manifestations ayant eu lieu à Alger en 1936 à l'occasion de la commémoration de la fête nationale française du 14 juillet 1789, dans une Algérie coloniale caractérisée par une inégalité fondamentale entre Européens et Algériens musulmans. Notre objectif est ainsi d'éclairer sous un jour nouveau la situation coloniale établie en Algérie, cette étude prenant pour cadre la ville et le département d'Alger, qui représentent, dès le début de la colonisation française en 1830, un enjeu symbolique essentiel pour le pouvoir colonial et sa propagande. Fondé sur une analyse critique des archives préfectorales du département d'Alger, qui comprennent essentiellement des rapports de police et des Renseignements généraux ou des documents saisis par les policiers, notre travail met en exergue la mise en scène coloniale - à usage aussi bien interne qu'externe - destinée à vanter les bienfaits de la présence française en Algérie. Il révèle ensuite les peurs de l'État colonial et sa volonté de surveillance des éléments jugés subversifs et surtout des Algériens politisés. Il met enfin en valeur l'émergence, dans les rues d'Alger, d'une conscience et d'une lutte anti-coloniale.

Mots clefs : Algérie coloniale, cérémonie, police, manifestation

Abstract:

From a political, social and cultural history perspective, this article aims to analyze the ceremony and the demonstrations that took place in Algiers in 1936 on the occasion of the commemoration of the French national holiday of July 14, 1789, in a colonial Algeria characterized by fundamental inequality between Europeans and Muslim Algerians. Our objective is to shed new light on the colonial situation established in Algeria. This study takes as its framework the city and the department of Algiers, which represent, from the start of French colonization in 1830, a key symbolic issue for colonial power and its propaganda. Based on a critical analysis of the prefectural archives of the department of Algiers, which essentially include police reports and General Information or documents seized by the police, our work highlights the colonial staging - for both internal and external use - intended to extol the benefits of the French presence in Algeria. It then reveals the fears of the colonial state and its desire to monitor elements deemed subversive, especially politicized Algerians. Finally, it highlights the emergence, in the streets of Algiers, of an anti-colonial consciousness and struggle.

Keywords: Colonial Algeria, ceremony, police, demonstration

E-mail de correspondance : embarech@msn.com

Introduction

Recouvert des couches sédimentées de la guerre d'indépendance et de plus de cinquante ans de mémoires douloureuses de part et d'autre de la Méditerranée, l'Algérie coloniale demeure encore aujourd'hui un objet historique souvent complexe à analyser. En Algérie, il structure encore en partie le rapport des citoyens au pouvoir et constitue un épisode fondateur dans la construction de la Nation (MARYNOWER, 2018). En France, alors que ses conséquences demeurent palpables et donnent lieu à de récurrentes controverses, il est souvent mobilisé sur un registre polémique dans le débat public (DALISSON, 2018). L'expérience coloniale, du côté des colonisateurs comme des ex-colonisés, reste un objet de connaissance investi de passions individuelles et collectives. Si les phénomènes de violence exercée et l'appareil répressif du pouvoir colonial en Algérie ont été appréhendés par les historiens des deux rives de la Méditerranée (STORA, HARBI, 2010), les sociabilités festives et commémoratives liées au 14 juillet l'ont été sensiblement moins (JENSEN, 2013 : 53). Les études sur la commémoration de la Révolution de 1789 (AMALVI, 1997 : 383) sont sans doute plus délicates à étudier lorsqu'elles se donnent pour objet une société coloniale. Ceci pour une raison essentielle qui tient, selon nous, au transfert des valeurs que la puissance coloniale opère dans un pays colonisé. Ce transfert lui-même constitue une opération compliquée dans la mesure où les références politiques, idéologiques et culturelles qui le fondent s'enracinent contradictoirement dans deux sociétés différentes, contraintes soudain à coexister dans un rapport de force inégal.

La ville et le département d'Alger représentent, dès le début de la colonisation française, un enjeu symbolique essentiel. Métropole de premier plan, Alger a vu son territoire largement remanié par les autorités coloniales françaises. Elles planifient la destruction d'une grande partie du tissu urbain précolonial (et en particulier de la vieille ville) afin d'entreprendre l'édification de nouveaux quartiers autour de l'ancien centre-ville (JORDI, PLANCHE, 1999). Pour le colonisateur, la dénomination des rues, entamée dans les premières années de l'occupation et systématisée dans les dernières décennies du XIX^e siècle, contribue à la standardisation de l'espace urbain et elle devient aussi un moyen de commémoration. Dès lors, quasiment vidée de sa population algérienne au XIX^e siècle, Alger sert de vitrine au pouvoir colonial et constitue la ville la plus européanisée d'Algérie. En 1930, la propagande coloniale célèbre en grande pompe le centenaire de l'Algérie en exaltant les thèmes de la « mission civilisatrice » et de l'unité des populations d'Algérie autour du drapeau français. L'année 1936 en Algérie donne donc lieu à une double dynamique, interconnectée, qui met les villes algériennes en effervescence : après la victoire du front populaire, le premier Congrès musulman rassemble le peuple politique « musulman » avec des délégués venus des trois départements. Le 14 juin 1936, des membres des partis de gauche, des syndicalistes, des chômeurs, des militants du Congrès musulman et des membres de l'Étoile nord-africaine gagnent la rue pour célébrer la formation du nouveau gouvernement et scander leurs revendications variées (JENSEN, 2018 : 57). On assiste dès lors à la diffusion des modes d'appropriation symbolique de l'espace urbain, des mouvements européens vers les organisations spécifiquement algériennes comme par exemple la fédération des élus ou

l'association des oulémas d'Algérie (MARYNOWER, 2018). À travers les défilés, on assiste à l'entrée en scène politique du peuple algérien aux côtés du peuple « européen » de gauche.

Comment une commémoration festive, symbole de liberté et d'égalité entre les hommes met-elle à jour les contradictions du régime colonial français établi en Algérie ? Dans quelle mesure cet événement nous éclaire-t-il sur l'appareil policier mise en place en Algérie par les autorités françaises afin de contrôler, dans un contexte de tensions politiques, les acteurs les plus revendicatifs de la scène politique algéroise et en quoi est-il particulièrement révélateur du mode de surveillance des populations algériennes établi par le pouvoir colonial ?

Afin de répondre à ces questionnements, notre article se fonde sur le fonds d'archive du cabinet du préfet d'Alger, disponible aux ANOM (Archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence, 91/1K/150). Ce dernier nous renseigne sur le déroulement des manifestations officielles commémoratives de la Révolution française. Il nous donne des détails précieux sur la surveillance des cérémonies et des manifestations à Alger et, au-delà, dans l'ensemble du département et en particulier dans la commune d'Orléansville (aujourd'hui Chlef). Produit de la gouvernance coloniale et de son appareil administratif et policier, ces documents déforment et exagèrent la dangerosité des Algériens. Ils traduisent les inquiétudes de l'État colonial et son obsession pour le contrôle des populations colonisées et le maintien de l'ordre. Pour ces raisons, ces archives sont naturellement à analyser avec la plus grande prudence, la méthode forgée par l'école méthodiste fondée sur la critique externe et interne des sources nous étant ici d'une grande utilité. Cas unique dans l'empire colonial français, l'Algérie, conquise progressivement à partir de 1830, est constituée de trois départements « français » depuis 1848. Elle est juridiquement considérée comme le prolongement de la métropole mais l'immense majorité de sa population est composée d'Algériens musulmans privés de la citoyenneté française et des droits politiques qui y sont attachés. Dès lors, comme en France métropolitaine, un préfet est nommé à la tête de chacun des trois départements algériens. Ce fonds permet d'analyser assez finement l'action du haut fonctionnaire en poste à Alger car, riche de plusieurs milliers de documents, il centralise une masse de renseignements fournis par la police, la gendarmerie ou l'armée, et il contient de très nombreux rapports sur l'état de l'opinion. Pour le pouvoir colonial, l'enjeu des commémorations du 14 juillet en 1936 à Alger réside avant tout dans la production et le maintien de l'ordre social colonial ainsi que dans la pérennisation de classifications qui doivent assurer sa viabilité (COOPER, STOLER, 1997 : 58). Après avoir présenté dans un premier temps les enjeux et les spécificités de la commémoration officielle de la fête nationale dans le contexte de l'Algérie coloniale, nous verrons dans un second point comment les manifestations populaires du 14 juillet mettent en exergue le caractère coercitif du régime colonial et la surveillance systématique des individus, groupes ou mouvements politiques considérés comme subversifs. Enfin, nous montrerons comment, en dépit de cette surveillance, le 14 juillet a permis de mettre en relief les contradictions du système colonial établi en Algérie et les tensions que traversent aussi bien la France coloniale en Algérie que le système politique métropolitain au cours des années 1930.

1. La cérémonie officielle de commémoration du 14 juillet : un exemple de cérémonie protocolaire en situation coloniale

La cérémonie officielle rappelle le poids symbolique déterminant du gouverneur général de l'Algérie, véritable proconsul, ainsi que de l'armée – à l'origine de la conquête à partir de 1830 - dans le système colonial. La prise d'arme a lieu le 14 juillet à 7 heures du matin, boulevard Carnot, le général Noguès, membre du conseil supérieur de la guerre, commandant le 19^e corps d'armée, passe une revue des troupes de la garnison d'Alger, des détachements de l'armée de terre et de la marine. Conformément à l'article 30 du décret du 5 octobre 1907, après la revue des troupes et la remise des décorations, les troupes défilent devant le gouverneur général. En situation coloniale, les cérémonies et déplacements se confèrent comme jamais à la science des préséances. Or, des distorsions structurelles affectent ici l'ordre protocolaire des cérémonies commémorant la Révolution de 1789. Les commandants de corps d'armée, les vice-amiraux préfets maritimes doivent abandonner la première place au gouverneur général qui, pourvu souvent d'un grade moins élevé, tient le rôle en Algérie d'un véritable ministre pour tout ce qui n'exige pas de rapports personnels avec le chef de l'État ou d'action directe auprès des assemblées politiques (DEREYMEZ, IHL, SABATIER, 1998 : 228).

Le protocole est également modifié dans un sens où la classification des positions de pouvoir appaie les statuts et communautés dans une relation profondément inégalitaire. Ainsi, la marche des rangs et dignités officielles reproduit une ségrégation raciale. Les corps élus, comme le conseil de département, sont restreints aux citoyens français ; partant, ils cantonnent la population algérienne à l'espace du non-droit. Certes, la nomination d'assesseurs musulmans (*aghas, bachaghas, caïds*) prévue depuis un décret de 1875, fournit un artifice pour corriger cette absence mais aucun de ces derniers n'est présent lors de la cérémonie du 14 juillet. Nous observons surtout que leur placement « en bout de protocole » réduit au rôle de faire-valoir les chefs et notables algériens. Ce rôle de faire-valoir des élites algériennes s'observe avec la répartition des distinctions honorifiques remises lors de la cérémonie, celle-ci illustrant les discriminations produites par le système colonial en Algérie et notamment le traitement différencié établi entre les Algériens et les Européens.

Tableau n° 1 : Répartition des distinctions honorifiques remises lors du 14 juillet 1936 à Alger

Grade et distinction	Européens	Algériens
Commandeur (légion d'honneur)	1	0
Officier (légion d'honneur)	8	0
Chevaliers (légion d'honneur)	8	0
Médaille militaire	28	10
Total	45	10

ANOM, 91/1K/150

Ainsi, nous constatons que les seules décorations octroyées aux Algériens sont les médailles militaires : les plus prestigieuses (commandeur et officier de la légion d'honneur) sont réservées aux Européens. Cette répartition consacre donc la distinction entre les deux sociétés qui cohabitent et interagissent dans le système colonial. Au-delà de cette cérémonie du 14 juillet, ces élites algériennes décorées font plus largement l'objet d'une attention particulière de la part de l'administration coloniale, qui surinvestit les manifestations symboliques d'unité. La notion d'élite existait déjà dans l'Algérie précoloniale : ainsi, une distinction était faite entre les deux parties de la population, la masse (*Amma*) et l'élite dirigeante (*Khassa*). Le choc de la conquête et de la colonisation provoque un bouleversement de cette hiérarchisation, cet équilibre, en contribuant à la formation d'une nouvelle élite (PERVILLÉ, 1992). Celle-ci est alors constituée d'une partie de l'ancienne élite désireuse de garder un certain pouvoir sur les populations, et d'un autre groupe d'hommes nouveaux qui ambitionnent d'acquérir de nouvelles influences et de jouer un rôle de premier plan dans la société. Parmi ceux-ci, des officiers et des sous-officiers, formés par l'armée - et dont certains sont ici décorés -, vont constituer, notamment à partir de la Première Guerre mondiale, une nouvelle catégorie d'élite de petite voire de moyenne bourgeoisie.

En raison d'un contexte de crise sociale et économique et dans un cadre caractérisé par une inégalité fondamentale entre société coloniale et société colonisée (BALANDIER, 1951 : 76), les enjeux liés à la surveillance apparaissent abondamment dans les archives préfectorales car ils sont essentiels à la pérennisation de l'ordre colonial, en Algérie comme dans l'ensemble de l'Afrique du Nord voire de l'empire colonial français (THOMAS, 2007). La gendarmerie et les gardes mobiles disponibles assurent le service d'ordre de la cérémonie. Les consignes reçues étant de faire barrage, si nécessaire pour interdire à tout groupement de se joindre au défilé. Le préfet est chargé d'organiser le service d'ordre avec la police ainsi que sur l'itinéraire suivi par le cortège dont elle doit faciliter la marche en dégageant la chaussée. Quelques incidents ont émaillé la cérémonie officielle, un rapport du commissaire de police du VII^e arrondissement signale que pendant le défilé des troupes sur le boulevard de la République, de nombreux spectateurs massés sur cette artère ont adressé un salut fasciste à l'armée aux cris de « Vive l'armée », « Vive la France ». À l'issue de la revue, ces manifestants se sont avancés dans la direction de la tribune officielle, où se trouvaient encore de nombreuses personnalités. Le commissaire a alors rassemblé 22 gardiens de la paix pour refouler des manifestants, estimés à environ 200, regroupés ensuite en signe de défiance sous les arcades du boulevard de la République. Si la cérémonie officielle, encadrée de bout en bout par les autorités coloniales tentent de donner l'image d'une Algérie française « en ordre », les rituels bien huilés de ce cérémonial laissent cependant entrevoir l'irruption inattendue des militants politiques – dont certains sont fortement opposés au colonialisme mais non à la présence française en Algérie – dans les rues d'Alger.

2. Les festivités et manifestations populaires : enjeux, préparatifs et surveillance des autorités

Le ministre de l'Intérieur souhaite donner une dimension toute particulière aux célébrations du 14 juillet (ANOM, 1K/150). Il s'agit selon Roger Salengro de marquer « l'attachement de la nation au régime républicain et aux principes démocratiques » qui doivent inaugurer « une nouvelle ère dans l'histoire du progrès social et de la libération des peuples ». Le ministre incite les préfets à autoriser les manifestations et les cortèges qui iraient dans le sens de cette célébration. Il précise également que l'organisation revient aux municipalités, en fonction « de leurs traditions locales », en faisant une part aux divertissements, l'événement devant avoir un caractère festif. Il incite enfin les préfets à encourager cette dimension et rappelle la ferme interdiction faite aux ligues dissoutes de participer aux manifestations ou aux cérémonies. En 1936, le 14 juillet amène de formidables rassemblements dans de nombreuses villes de métropole. Les autorités municipales d'Alger vont aller dans le sens des consignes gouvernementales, plus précisément par le comité de Belcourt, en dépit du fait que le maire d'Alger, Augustin Rozis soit un ancien membre de la milice dissoute des Croix-de-feu (KECHICHIAN, 2006 : 310). Sur le plan pratique, les festivités vont suspendre le rythme de vie habituelle de la métropole algérienne. La circulation est fortement règlementée voire interdite sur les grandes artères de la ville comme les boulevards Villaret-Joyeuse, Anatole France et Carnot. Les voitures, cavaliers et bêtes de somme se voient interdire l'accès du cœur de la ville, elles sont contraintes de rouler à allure modérée et doivent prendre le pas toutes les fois que la chaussée est occupée par la foule. Les voitures de transport en commun et celles faisant un service de transport durant la saison estivale doivent pour le côté nord de la ville s'arrêter place du lycée ou rampe de l'Amirauté et, pour le côté sud de la ville, s'arrêter boulevard Laferrière, à l'extrémité du boulevard Carnot et de la rue de Constantine.

Avant le défilé, les autorités, saisissent des tracts, distribués en grand nombre sur la voie publique (ANOM, 91/1K/150), sur l'un d'eux sont écrits les slogans suivants :

« 1789- Le 14 juillet, les travailleurs de France s'emparent de la Bastille et révèle au monde ébloui la liberté. 1936 : l'Union a porté ses fruits. Le fascisme a reculé, le peuple s'est donné son gouvernement qui assure aux travailleurs européens l'usage de leur liberté et permet à nos camarades indigènes l'accès au bénéfice de cette liberté. Peuple d'Alger, le 14 juillet 1936, sans distinction de race ou de religion, tu fêteras l'anniversaire de la première révolution française. Tu pavoiseras pour la journée seulement. Tu participeras le matin à notre immense défilé populaire. Rassemblement à 8h30. Tu danseras le soir dans les fêtes de quartiers. Vive le Front populaire du pain, de la paix, de la liberté !!! ».

Le tract est accompagné d'instructions précises, accompagnées d'un plan, concernant l'organisation du rassemblement. Les manifestants doivent se rassembler par groupes dont les places sont déterminées, avec un service d'ordre dirigé par un responsable portant un brassard. Le but est de donner « une impression de grandiose et de calme ». La ville constitue un espace symbolique, dont l'investissement est capable de subvertir les rapports de force

issus de la colonisation. Pour la population arabo-berbère, l'enjeu est de dépasser le contingentement étroit de leur lectorat : s'emparer des rues, c'est signifier l'entrée des masses dites « indigènes » dans la vie politique telle qu'elle est organisée par la colonie. L'image a ici toute son importance : l'apparition de manifestants algériens produisant une sorte d'« effraction visuelle », visible dans le centre-ville d'Alger, comme c'est également le cas dans d'autres départements algériens comme celui d'Oran (MARYNOWER, 2018 : 117-121). Le défilé se déroule dans un contexte de tensions, la municipalité d'Alger indiquant au préfet que les manifestants du Front populaire, auraient l'intention, « de source sûre », de se ruer à l'assaut de la mairie (ANOM, 1K/150). Les autorités municipales demandent instamment le préfet d'assurer la protection de l'hôtel de ville, mais également du bâtiment des archives.

Dans les communes du département, certains citoyens s'inquiètent des troubles et des risques de violences provoqués par les groupes extrémistes. C'est le cas à Orléansville, où des citoyens dénoncent les agissements et l'attitude provocante des dirigeants des Croix-de-feu, qui continuent leurs activités sous le nom de « Rassemblement national », et qui veulent profiter de la manifestation du 14 juillet pour organiser une manifestation fasciste soutenue par une municipalité à leur dévotion. Le télégramme abjure le gouverneur de prendre des mesures pour éviter qu'une minorité de factieux ne provoque des troubles dans la cité. Le cabinet du préfet reçoit également un tract du comité de Rassemblement national d'Orléansville, qui dénonce l'agression du domicile d'un conseiller municipal membre de leur organisation, qu'ils attribuent aux dirigeants du Front populaire local et qui appelle à manifester contre « le fascisme rouge et le bolchévisme ». Pour les militants d'extrême-droite algérois, le 14 juillet est une occasion de manifester leurs principales revendications. Ils prônent d'abord, pour la métropole, une refonte totale des institutions avec l'affirmation du principe d'autorité. Ils refusent ensuite pour l'Algérie, toutes réformes profondes - malgré les apparences démagogiques - au nom de la tutelle coloniale (en développant la thèse d'une France « protectrice des musulmans et de l'Islam »). Ils revendiquent enfin une entente avec les fascismes en Méditerranée pour lutter sans faiblesse contre le communisme aboutissant dans la pratique à une véritable croisade « anti-marxiste et anti-juive » (KOERNER, 1973 : 568-594). Les manifestations sont donc l'occasion pour les militants politisés les plus radicalisés, à l'extrême droite comme du côté de la gauche soutenant le Front populaire de manifester leurs vision antithétique et antagoniste de la France. Elles débouchent ensuite sur des affrontements politiques, impliquant principalement entre militants Européens mais également des Algériens en train de forger progressivement un projet politique d'émancipation du joug colonial.

3. La Révolution française en Algérie : une référence subversive pour l'ordre colonial ?

À la veille du 14 juillet 1936, les nationalistes algériens font l'objet d'une surveillance particulièrement rigoureuse (CARLIER, 1995 : 52) en partie car, alliés au Front populaire, ils sont en mesure d'être une force sociale et politique contestataire. Dès le 7 juin 1936, le premier Congrès musulman avait rassemblé 6 000 personnes à Alger, sa charte revendicative mentionnant l'accès au suffrage universel, la création d'un collège unique de représentants élus sans discrimination par les Européens et les Algériens ou l'adoption de la langue arabe comme langue officielle à côté du français. Des comités du Congrès musulman et du Front populaire avaient été créés et ils organisaient d'ailleurs des manifestations conjointes sur tout le territoire algérien. Si la préfecture surveille l'ensemble des militants nationalistes algériens, elle cible plus particulièrement les membres de l'Étoile nord-africaine, identifiés comme les plus radicaux. L'organisation, qui n'a pas approuvé la charte revendicative du Congrès musulman (elle rejette en particulier « le rattachement pur et simple à la France »), appelle cependant à faire corps avec l'effort de mobilisation du Front populaire. Ainsi, un tract de l'Étoile nord-africaine (ANOM, 91/1K/150), saisi par les autorités, lance un appel aux musulmans algériens :

« Le 14 juillet, le comité d'Alger du Front populaire, organise un grand défilé pour fêter la victoire du peuple laborieux de France sur la monarchie féodale. Votre devoir vous impose d'y participer en masse pour manifester votre haine du colonialisme, générateur de misère et d'oppression (...) L'Étoile nord-africaine, organisation qui groupe des milliers de musulmans, adhérente au Front populaire, vous appelle à délier dans le calme et dans la dignité avec les travailleurs européens. Pour l'abolition du code de l'indigénat et de toutes les lois d'exception, pour l'amnistie des emprisonnés politiques, pour la libération des innocents de Constantine. Pour la séparation de l'Église et de l'État. Pour une Algérie libre et heureuse ! ».

« Jeunesses communistes d'Hussein-Dey », « Comité algérois du congrès musulman. À bas le code de l'indigénat ; nous voulons le droit commun », « Amnistie totale en France et aux colonies. Abrogation du code de l'indigénat et du décret Régnier », Union contre la misère-Secours rouge international, « À bas le code de l'indigénat. Liberté des mosquées et de la langue arabe », « Bab-El-Oued la rouge : on les a eu », « ouvrez toutes les bastilles devant les défenseurs du peuple », « À bas, le colonialisme, unis rien ne résiste », « Le fascisme ne peut être brisé que par la paix ».

La tête du cortège arrive à la place du gouvernement vers 10h40, les porteurs de drapeaux se massent autour de la statue du duc d'Orléans et certains vont l'escalader. Un individu juché sur les épaules de la statue hisse le drapeau de la section d'Alger du P.C.F. Pendant ce temps, Amar Ouzegane¹, membre du comité populaire algérois ainsi que deux

¹ Originaire de Grande Kabylie, Amar Ouzegane, employé des postes jusqu'en 1936, s'engage dans l'activité syndicale et politique. Il conduit ensuite la délégation algérienne au VII^e congrès de l'Internationale communiste en juillet 1935. Licencié peu de temps après par la direction des Postes en raison de ses engagements, Ouzegane décide alors de se consacrer pleinement à la vie militante et devient permanent du P.C.F.

conseillers municipaux, s'aident d'un haut-parleur et, installés à une fenêtre d'un immeuble à l'angle de la rue Mac-Mahon et de la place du gouvernement, prennent la parole. Amar Ouzegane s'exprime d'abord en français puis en arabe, au nom du comité du congrès musulman (CHEURFI, 2001 : 378), il prêche la fraternité entre Européens, musulmans et israélites. Il se déclare heureux de l'union réalisée, malgré les provocations fascistes : « En ce jour historique, nous avons scellé notre union avec la France du front populaire » (ANOM, 1K/150).

Un autre conseiller municipal algérien, Ben Hadj, déclare qu'aujourd'hui, on peut considérer comme prise, la « Bastille algérienne ». Il constate avec joie, l'union des Européens et des Algériens musulmans, qui ne sont plus « considérés comme des êtres inférieurs et qui peuvent faire valoir leurs droits ». Il fait connaître qu'une délégation de musulmans algériens doit prochainement aller à Paris, pour porter au gouvernement les revendications de leurs coreligionnaires, qu'il met en garde contre les provocations. Les dirigeants de la manifestation renouvellent ses exhortations au calme et à la dignité, ils demandent aux groupements qui vont rentrer dans leurs quartiers d'éviter la rue d'Isly, occupée par des contre-manifestants hostiles. Ces campagnes manifestent une stratégie d'appropriation subversive de la part des nationalistes algériens : tirant parti des ambiguïtés des idéologies justificatrices et des symboles coloniaux, ils s'attaquent à la domination coloniale au moyen de son propre mythe légitimateur (JENSEN, 2013 : 53). En manipulant ici un élément clé de la culture politique française pour le tourner contre les réalités coloniales, ils ne remettent pas en cause directement le cadre de la domination coloniale mais ils expriment des revendications égalitaires dont la réalisation sonnerait le glas du système colonial.

En parallèle à cette affirmation progressive d'une personnalité et d'une conscience politique proprement algérienne, les manifestations dans les rues d'Alger reflètent les tensions politiques qui traversent l'échiquier politique français en ce milieu des années 1930. Celles-ci dégénèrent moment d'affrontements entre soutiens et opposants au Front populaire. Vitrine de la France en Algérie, Alger vit donc aussi au rythme des antagonismes politiques de la métropole. Les troubles débutent vers 9 heures quand, sur la place du gouvernement, un groupe de 700 à 800 manifestants des organisations dites de « droite », envahissent le carrefour de l'agha, dans le but d'empêcher le défilé du Front populaire. Vers 10h, les partis « nationaux » se sont réunis face à la grande poste et ont accueilli l'arrivée du cortège du Front populaire par les cris d' « À bas les Juifs », « La France aux Français », « Blum au poteau ». Les adversaires, séparés par les forces de l'ordre ont échangé des insultes, des pierres et de tomates ont été jetées en direction du défilé du Front populaire. Vers 11h, un groupe de gardiens de la paix, venu en renfort, est accueilli aux cris de « la police vendue aux Juifs » et de « À bas les flics ». Les manifestants qui se trouvent sur la terrasse du café « Laferrière » frappent alors les gardiens de la paix avec des chaises et leur lancent des verres, certains brisent des guéridons pour lancer des morceaux de fonte sur les policiers. Refoulés, les manifestants se dispersent une vingtaine de minutes plus tard. Le bilan pour les forces de l'ordre n'est pas négligeable : on recense environ 12 blessés (ANOM, 1K/150). Dans la soirée, une délégation de l'association républicaine des Anciens combattants affronte des

militants du rassemblement national. Au cours de ces incidents, 14 personnes sont conduites au commissariat central, trois personnes ont été maintenues en détention et ont été présentées au parquet.

Dans les autres communes du département, la journée du 14 juillet s'est néanmoins déroulée sans incident. C'est le cas par exemple à Orléansville, comme le relève un rapport du commissaire de police au préfet, qui indique qu'après la revue des troupes de la garnison, deux défilés ont lieu. Le premier, organisé par le Rassemblement national et composé presque uniquement d'Européens de la commune et des environs, regroupe environ 1 000 personnes, a défilé sans incident au chant de *La Marseillaise*, des fleurs étant déposées au monument aux morts. Le second, organisé par le Front populaire fut beaucoup plus important que le premier, il est composé majoritairement de musulmans, les électeurs européens n'étant qu'une centaine. Il se dirige vers le monument aux morts pendant que sa musique joue alternativement *La Marseillaise* et *L'Internationale*. Une gerbe de fleurs est déposée au monument aux morts. Les autorités ont relevé quelques petits incidents, des saluts fascistes, quelques gestes obscènes. Vers 12h, quelques manifestants passent devant le domicile de l'adjoint au maire, en poussant les cris suivants : « Démission ! Démission ! ». Dans la soirée, le maire, regagnant son domicile, passe à la hauteur du bal que donnait le Front populaire, il est alors accueilli par une bordée d'insultes. Parmi les injures relevées, les nombreux cris d'« À bas les Juifs » révèlent la persistance d'un atavisme antisémite, qui s'est déjà exprimé à la fin du XIX^e s. (COLE, 2010 : 3-23), puis est de nouveau réactivé après la victoire du Front populaire, fin juin 1936, dans l'atmosphère tendue des grèves avec occupation d'atelier. Dans d'autres départements algériens comme à Oran, la ville se couvre de croix gammées et d'inscriptions antisémites (KALMAN, 2011 : 141).

Le ministère de l'Intérieur demande à tous les préfets de France et d'Algérie, un compte-rendu de la journée du 14 juillet. Le préfet d'Alger assure au ministre que la fête s'est déroulée avec « un éclat particulier » (ANOM, 1K/150). Conformément aux instructions, il affirme que les immeubles privés ont été pavoisés, des revues ont été organisées dans toutes les villes de garnison avec des effectifs inaccoutumés et en présence d'une foule considérable. Le préfet assure au ministre que les défilés du Front populaire n'ont été marqués par aucun incident alors que les rapports des différents commissaires de police vus précédemment montrent que des actes de violence ont bien été commis, blessant 14 membres des forces de l'ordre. Le préfet reconnaît cependant des « incidents sans gravité » et précise qu'à Alger, 25 000 personnes ont manifesté mais qu'il n'a pas autorisé les défilés de ligues dissoutes : en définitive, ces rapports rassurants du préfet s'expliquent à la fois par les pratiques conformistes d'une administration qui a à cœur de promouvoir une image de stabilité ainsi que par les préoccupations carriéristes d'un préfet proche politiquement du gouvernement du Front populaire (BARGETON, 1994 : 113)².

² Le préfet Charles Bourrat est fils d'une des grandes « vedettes » politiques des Pyrénées-Orientales d'avant 1914, le député Jean Bourrat (1859-1909), élu radical très à gauche. Nommé préfet des Basses-Alpes en 1928, du Cher puis de la Côte-d'Or. Proche du gouvernement socialiste, il est nommé préfet du département d'Alger en septembre-octobre 1935, puis de septembre 1936 à janvier 1939.

Conclusion

L'analyse critique des archives préfectorales montre qu'il est difficile, à tous les niveaux du gouvernement colonial, d'avoir une idée précise des causes et du déroulement d'événements considérés comme porteurs d'une menace pour l'ordre colonial. Ils font l'objet de récits contradictoires qui se fondent sur des connaissances lacunaires. Les autorités éprouvent alors des difficultés à identifier quels acteurs sont porteurs de danger pour l'ordre « cérémoniel » et l'ordre public en général. Les troubles qui ont lieu dans la ville d'Alger à l'occasion des manifestations du 14 juillet 1936 laisse les services du préfet dans l'incertitude : les rapports contradictoires se succèdent et les autorités coloniales peinent à discerner la part que prennent dans ces troubles l'agitation sociale liée aux conditions de vie de la classe laborieuse, les revendications politiques dues à la montée des mouvements de gauche et d'extrême-droite ou les contestations portées par les mouvements nationalistes algériens souhaitant s'émanciper de la tutelle coloniale. En inscrivant leurs revendications dans le tissu urbain et symbolique d'Alger, ces manifestations ont permis d'exprimer des valeurs de lutte contre le système colonial et elles ont contribué à forger un « outillage mental » utilisé par les parties les plus politisées de la société colonisée algérienne. Enfin, l'étude des commémorations et des manifestations 14 juillet a, à notre sens, encore beaucoup à apporter à l'histoire de l'Algérie coloniale, notamment pour la période des années 1940 et 1950. Elle est susceptible d'éclaircir à la fois l'idéologie coloniale dans le contexte de l'impitoyable répression française en Algérie mais aussi l'état d'esprit de la population algérienne et des militants engagés dans la lutte de libération vis-à-vis de la France coloniale.

Bibliographie

Archives

1. ANOM. 91/1K/150. Cabinet du préfet d'Alger. Protocole et cérémonies officielles. Dossier des commémorations du 14 juillet 1936-1940.

Études (livres et articles)

2. AMALVI, C. (1997). Le 14 Juillet. Du dies irae à Jour de fête. Dans Nora, P., *Les Lieux de mémoire* (383-422). Paris : Gallimard.
3. BALANDIER, G. (1951). La situation coloniale. Approche théorique. *Cahiers internationaux de sociologie*, 11, 76-77.
4. CARLIER, O. (1995). *Entre nation et jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*. Paris : Presses de la fondation des sciences politiques.
5. ÇELIK, Z. (1997). *Urban Forms and Colonial Confrontations, Algiers under French Rule*. Berkeley : University of California Press.
6. COLE, J. (2010). Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie. Les émeutes antijuives de Constantine (août 1934). *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 108, 3-23.
7. COOPER, F., STOLER, A. L. (1997). *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*. Berkeley : University of California Press.
8. DALISSON, R. (2018). *Guerre d'Algérie, l'impossible commémoration*. Paris : Armand Colin.

9. DEREYMEZ, J. W., IHL, O., SABATIER, G. (1998). *Un cérémonial politique. Les voyages officiels des chefs d'État* (228-229). Paris : L'Harmattan.
10. JORDI, J. J., PLANCHE, J. L. (1999). *Alger, 1860-1939, le modèle ambigu du triomphe colonial*. Paris : Autrement.
11. JENSEN J. (2013). Celebrating the "Nation" in a Colonial Context : "Bastille Day" and the Contested Public Space in Algeria, 1880-1939. *The Journal of Modern History*, 85, 36-68.
12. JENSEN, J. (2018). L'espace urbain, le symbolique et l'avenir de la colonie : l'histoire de la statue du duc d'Orléans à Alger (1845). Dans CORRIOU, M., OUALDI, M. (Ed). *Une histoire sociale et culturelle du politique en Algérie et au Maghreb, études offertes à Omar Carlier* (57-63). Paris : édition de la Sorbonne.
13. KALMAN, S. (2011). Le combat par tous les moyens : Colonial Violence and the extreme Right in 1930s Oran. *French Historical Studies*, 34, 141-153.
14. KECHICHIAN, A. (2006). *Les Croix-de-feu à l'âge du fascisme*. Paris : Champ Vallon.
15. KOERNER, F. (1973). L'extrême droite en Oranie (1936-1940). *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 20, 568-594.
16. MACDOUGALL, J. (2009). *History and the culture of nationalism in Algeria*, Cambridge : Cambridge University Press.
17. MARYNOWER, C. (2018). *L'Algérie à gauche*. Paris : PUF.
18. MARYNOWER, C. (2018). Quand prendre la rue c'est subvertir l'espace colonial : le cas oranais (années 1920-1930). Dans CORRIOU, M., OUALDI, M. (Ed). *Une histoire sociale et culturelle du politique en Algérie et au Maghreb, études offertes à Omar Carlier* (117-121). Paris : éditions de la Sorbonne.
19. PERVILLÉ, G. (1992). La notion d'élite dans la politique indigène de la France en Algérie. Dans GUILLAUME, S. (Ed). *Les élites fins de siècles (XIX-XX^e)*. Talence : Éditions de la maison des sciences de l'homme de l'Aquitaine.
20. RUSCIO, A. (2019). *Les communistes et l'Algérie*, Paris : La Découverte.
21. STORA, B., HARBI, M. (2010). *La guerre d'Algérie*. Paris : Fayard.
22. TARTAKOWSKY, D. (1997). *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Paris : Publications de la Sorbonne.
23. THOMAS, M. (2007). *Empires of Intelligence: Security Services and Colonial Control*. Berkeley : University of California Press.

Instruments de recherche

24. BARGETON, R. (1994). *Dictionnaire biographique des préfets, septembre 1870-mai 1982*. Paris : Archives nationales.
25. CHEURFI, A. (2001). *La classe politique algérienne de 1900 à nos jours : dictionnaire biographique*, Alger : Casbah éditions.

Le turriforme oriental de Filitosa-Turrichju (Sollacaro, Corse) et la question des bastions dans l'habitat fortifié du sud de la Corse à l'âge du Bronze ancien et moyen

The eastern tower of Filitosa-Turrichju (Sollacaro, Corsica) and the topic of bastions in the Early and Middle Bronze Age Southern Corsica fortified settlements

Dr. Kewin PECHE-QUILICHINI

Collectivité de Corse, directeur du Musée de l'Alta Rocca, France

Membre associé UMR 5140 « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes, CNRS, Université Paul-Valéry, Montpellier, France

Mail : baiucheddu@gmx.fr

Reçu le : 19-09-2023	Révisé le : 28-09-2023	Accepté le : 01-10-2023
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Résumé :

Filitosa-Turrichju est un habitat fortifié implanté sur un éperon dominant une basse vallée, dans le sud-ouest de la Corse. Etabli vers 1700 av. J.-C., il est abandonné autour de 1200 av. J.-C. Le site est défendu par une enceinte qui ferme entièrement le relief, seulement interrompue par un accès principal à l'est et une poterne au nord-est. Deux monuments turriformes sont implantés au centre et à l'ouest de l'habitat : il s'agit de *torre*, des bâtiments typiques du début de l'âge du Bronze moyen, qui servaient de grenier et d'ateliers de transformation/gestion des stocks alimentaires. À l'est, près de l'entrée, une troisième construction turriforme en pierre sèche, plus petite, est plus difficile à interpréter. Grâce à des observations réalisées en 2023 sur le monument et à une intégration plus précise des données contextuelles, on est aujourd'hui en mesure d'affirmer que l'édifice constitue un bastion destiné à améliorer la défense de la place-forte sur son point le plus stratégique. Afin d'argumenter, on propose une réflexion plus globale sur les rares autres bastions mis en évidence pour l'âge du Bronze dans le sud de la Corse.

Mots-clés : Corse, âge du Bronze moyen, architecture défensive, bastion

Abstract :

Filitosa-Turrichju is a fortified settlement perched on a ridge, commanding views over a low valley in southwest Corsica. Established around 1700 BC, it was subsequently abandoned around 1200 BC. The site is safeguarded by a wall that completely encircles the area, with only two openings: a main entrance to the east and a smaller postern to the northeast. Two turriform monuments have been built in the central and western parts of the settlement. These structures, known as 'torre', are characteristic of the beginning of the Middle Bronze Age and were used as granaries and workshops for food storage and processing. Towards the east, near the entrance, a third but smaller turriform drystone structure presents more challenges in terms of interpretation. Thanks to observations made on the monument in 2023 and a more precise integration of contextual data, we can now confirm that this building served as a bastion designed to enhance the stronghold's defenses at its most strategic point. To support our argument, we suggest a broader examination of the few other Bronze Age strongholds in southern Corsica.

Keywords: Corsica, Middle Bronze Age, defensive architecture, bastion

E-mail du correspondant: baiucheddu@gmx.fr

Introduction

Au site de Filitosa-Turricchju, un important habitat de l'âge du Bronze du sud-ouest de la Corse

U Turricchju est un site de l'âge du Bronze, déjà occupé au Néolithique (ancien et récent), implanté sur un éperon rocheux culminant à 66 m au-dessus de la confluence du Barcajolu et de la Sardelle, affluents du Taravu, à proximité du hameau de Filitosa, non loin du littoral nord du golfe du Valincu, dans le sud-ouest de la Corse. Un habitat fortifié (*castellu*) y est implanté dans le courant du Bronze ancien 2b (1750-1650 av. J.-C.), phase durant laquelle les environs immédiats se couvrent d'implantations assez similaires quoi que souvent plus petites, fondées sur des reliefs déjà occupés (I Calanchi, Castellucciu-Calzola) ou *ex nihilo* (Basi, Contorba, Monti Barbatu, Turricciola, Salvaticu, Linareddu, Saparedda, Musolu, Turracone, Punta di Contra Maiò). Cette concentration est l'une des plus denses de l'île. L'habitat se développe à Filitosa-Turricchju jusqu'à un abandon intervenant vers 1200 av. J.-C. ou légèrement après. Une enceinte cyclopéenne à parement double court sur les limites de l'éperon (fig. 1), sauf peut-être au nord, où des abrupts granitiques forment une barrière naturelle. L'espace interne, fouillé très partiellement, semble entièrement structuré par des habitations. Celles-ci sont de plan elliptique, dans la mesure où leur mitoyenneté le leur permet, et sont matérialisées par un soubassement continu maçonné à double parement et appareil moyen. Au début du Bronze moyen, un monument turriforme (*torra*) est élevé au centre et au sommet du site et sert vraisemblablement d'espace de stockage, de protection et de transformation des réserves et surplus alimentaires. À 45 m vers l'ouest/nord-ouest, un second édifice du même type, à plan plus complexe, paraît construit dans un second temps, dans le cadre d'un programme d'agrandissement de l'aire protégée par l'enceinte. Le monument oriental, objet de cette contribution, accolé au parement interne de la portion de rempart formant l'entrée principale de la fortification, pourrait avoir été élevé à ces époques. Une poterne, découverte et dégagée en 2023, est aménagée à l'angle nord-est du rempart. Cet accès mène en moins d'une minute à des vasques rocheuses dans lesquelles se déverse à l'année l'eau du torrent de Barcajolu. Autour de l'éperon, les crêtes environnantes livrent des vestiges mobiliers superficiels qui attestent de structurations plus légères, peut-être à destination agropastorale.

Le site est également célèbre pour la vingtaine de statues-menhirs qui y sont répertoriées, toutes en position secondaire et souvent tronçonnées. La plupart des monolithes entiers ont été découverts dans le vallon au nord de la confluence et devaient border l'accès au Turricchju par le nord, de la même façon que les monolithes de Tappa, plus au nord. Une imposante statue-stèle (Filitosa V) se trouvait quant à elle au sud-est du *casteddu*, probablement sur son axe d'accès principal, par le thalweg de la Sardelle, au niveau du lieu-dit Vadde Margherita. Les autres statues-menhirs ont été volontairement et méthodiquement tronçonnées dès l'âge du Bronze, pour servir de matériau de construction, notamment lors de la réfection de la façade et de l'entrée de la *torra* centrale, évènement hypothétiquement daté du Bronze récent. Un fragment a également été identifié dans le monument ouest, et un autre, plus incertain, dans le parement d'une habitation du quartier sud. D'autres, enfin, ont été

découverts épars ou remployés dans les murs parcellaires modernes. La problématique de l'identification du lieu d'érection et de la fonction de l'alignement démantelé a récemment connu des avancées.



Fig. 1 – Plan topographique de l'éperon fortifié de Filitosa-Turricchiu (K. Peche-Quilichini)

1. Historique des recherches

Si les vieilles tours de Filitosa sont connues depuis des temps immémoriaux, comme en atteste le toponyme de Turricchiu (litt. « Muni de tours »), il faut attendre les années 1940 pour que le nouveau propriétaire du terrain, Charles-Antoine Cesari, y découvre d'étranges blocs de granite présentant des visages humains. Dès la fin des années 1950, l'archéologue Roger Grosjean atteste de l'importance du site et y implante un chantier qui durera une vingtaine d'années (GROSJEAN, 1956, 1961, 1966, 1975), selon un rythme discontinu, grâce à l'aide d'autres archéologues, tels Enrico Atzeni (ATZENI, 1966) et Jean Liégeois (LIEGEOIS, 1978). À cette occasion sont dégagés les deux turriformes et un quartier domestique installé contre le rempart sud. Filitosa devient alors la vitrine de la Préhistoire corse et ne tarde pas à ouvrir ses portes au public. La renommée du site doit alors beaucoup aux interprétations proposées par Roger Grosjean à partir des découvertes qui y ont été réalisées. C'est en effet ici que naît la « théorie shardane », émise par ce chercheur (GROSJEAN, 1966), qui relate une invasion de la Corse par les belliqueux Shardanes, peuplade mentionnée parmi les célèbres Peuples de la Mer, terreurs des mers de l'Orient méditerranéen. Ces guerriers auraient débarqué en Corse vers 1400-1200 av. J.-C., soumis les

indigènes après une longue lutte, et se seraient installés dans les villages des vaincus, y bâtissant des *torre*, monuments culturels célébrant leur victoire. Dans le même temps, les Corses, qui ne connaissaient pas l'usage des métaux mais constituaient « un peuple de sculpteurs », fascinés par leurs ennemis, auraient réalisé les statues-menhirs à l'image de leurs farouches adversaires. Vexés, les Shardanes auraient abattu ou détruit ces effigies, poussant l'iconostase jusqu'à remployer les blocs tronçonnés dans les monuments « torrèens ». Afin d'appuyer ce scénario, Roger Grosjean a invoqué les nettes concordances figuratives entre les attributs portés par les statues-menhirs corses et les bas-reliefs du temple de Karnak, en Egypte, où sont figurés les affrontements entre Ramessides et Peuples de la Mer, et où les Shardanes sont particulièrement bien représentés. Dès les années 1970, des voix s'élèvent pour attaquer la théorie Shardane, qui sera abandonnée rapidement après la mort du pionnier de la Préhistoire insulaire.

Pendant presque un demi-siècle, Filitosa-Turrichju ne fera plus l'objet de recherches, même si quelques publications dédiées aux mobiliers (ATZENI et DEPALMAS, 2006 ; PECHE-QUILICHINI, 2009), aux statues-menhirs ou à certains aspects synthético-historiographiques (ACQUAVIVA et CESARI, 1990 ; CESARI, 2015) seront produites.

Ce n'est qu'en 2021, après un programme de mise à jour des données réalisé entre 2018 et 2020, que de nouvelles fouilles sont conduites sur le Turrichju, avec comme objectifs principaux de préciser la chronologie (temporelle et matérielle) des occupations et de définir, en diachronie, les modes d'organisation de l'habitat. Pour ce faire, une fouille de 25 m² a été menée entre 2021 et 2023 contre un tronçon du rempart nord, juste à l'ouest de son inflexion vers le sud, avec des résultats prometteurs qui fourniront, à moyen terme, la matière de publications. Cette opération a également consisté à apporter des données complémentaires sur les secteurs fouillés anciennement, pour lesquels la documentation de terrain est très lacunaire. C'est dans cette optique que des réflexions ont été engagées en 2022 sur le quartier d'habitation sud (fouilles Atzeni) et, en 2023, sur le monument oriental, dont l'analyse est présentée ici.

2. Le turriforme oriental : données des fouilles anciennes

Le monument est (fig. 2 et 3), dégagé par Roger Grosjean, est un bâtiment maçonné avec des moellons et de la terre argileuse, de plan trapézoïdal (environ 6 x 5 m), muni d'une rampe au nord-est. L'édifice s'appuie sur quatre masses rocheuses, dont l'une, au sud-est, est plus grosse que les autres et présente une concavité interne. Une autre est invisible aujourd'hui ; totalement habillée de moellons, elle fut mise en évidence lors des sondages a et b réalisés dans le fourrage de la construction (GROSJEAN, 1961 : 57). L'ensemble est aménagé dans l'extrémité orientale du site, contre ou sur l'enceinte, et constitue la partie droite de l'entrée principale lorsque l'on arrive de l'extérieur. L'emplacement correspond au point le plus haut du tracé du rempart. La maçonnerie du parement emploie des blocs de granite qualifiables de gros appareil, ce qui contribue à rapprocher le monument des deux *torre* construites plus à l'est, même si les modules de l'enceinte voisine sont encore plus imposants. La maçonnerie de la rampe emploie des blocs de plus petit calibre. La fouille

ancienne semble s'être limitée au dégagement des effondrements, à la réalisation des micro-sondages a et b et à l'excavation du comblement situé à l'ouest de la rampe, entre le parement de cette dernière et une masse rocheuse (fig. 4), où furent découverts un foyer, des glands carbonisés, un bloc cupulé et du macro-outillage de meunerie (GROSJEAN, 1961 : 53).

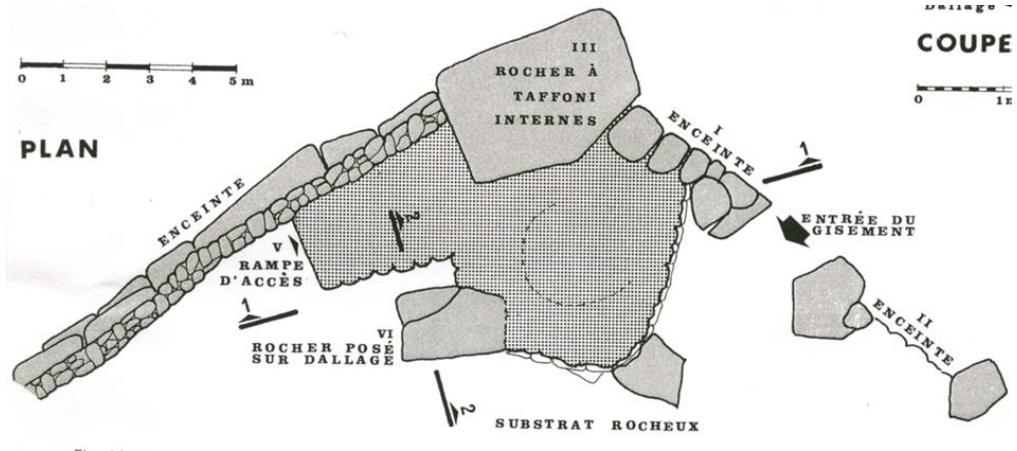


Fig. 2 – Plan du monument est de Filitosa (d'après R. Grosjean et coll.)

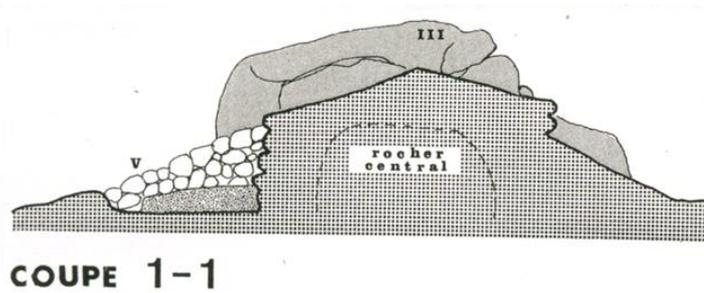


Fig. 3 – Section du
Filitosa (d'après R. Grosjean

monument est de
et coll.)

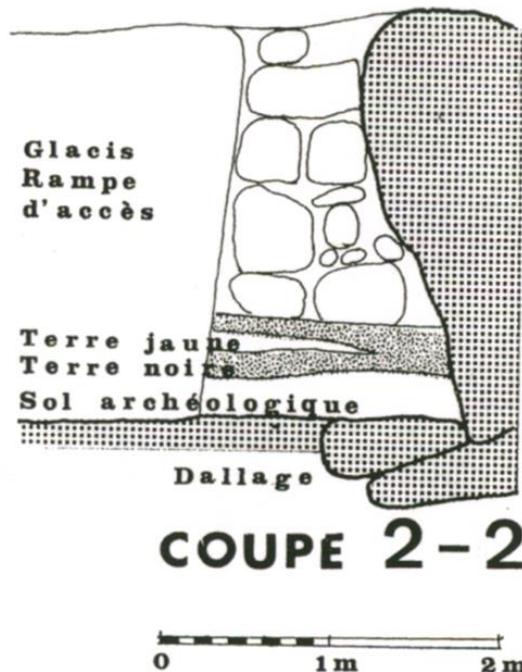


Fig. 4 – Section du sondage et du parement du monument est de Filitosa à l'ouest du parement de la rampe (d'après R. Grosjean et coll.)

3. Les observations de 2023

L'opération menée en 2023 sur l'édifice a consisté à enlever le niveau d'humus et les mousses afin de faire apparaître les blocs sur plusieurs côtés et donc pouvoir observer les liens architecturaux en plan et en élévation, ainsi qu'à produire des clichés rafraîchis des parements (fig. 5-8). Plusieurs articulations stratigraphiques sont apparues après ce nettoyage.



Fig. 5 – Le monument est depuis le nord-ouest (K. Peche-Quilichini)



Fig. 6 – Monument est, parement nord-ouest depuis le nord-ouest (K. Peche-Quilichini)



Fig. 7 – Monument est, parement ouest depuis l'ouest (K. Peche-Quilichini)

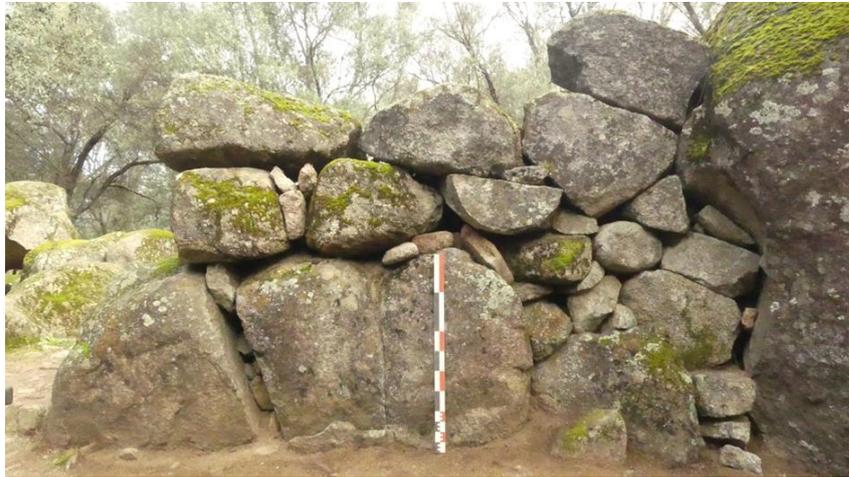


Fig. 8 – Parement externe de l'enceinte, à droite de l'entrée, servant de parement sud au monument est, depuis le sud (K. Peche-Quilichini)

Les nettoyages superficiels anciens et ceux réalisés en 2023 ne permettent malheureusement pas de trancher et de comprendre si le turriforme oriental est contemporain de l'enceinte ou résulte d'un aménagement postérieur à celle-ci. Une antériorité semble toutefois exclue, ce qui avait déjà été observé anciennement (GROSJEAN, 1961 : 53). Au vu des raccords stratigraphiques des architectures, l'hypothèse d'une réfection du parement de l'enceinte lors de la construction de l'édifice paraît la plus vraisemblable : les nouveaux chainages auraient alors effacé les anciennes liaisons architecturales. Le fourrage du monument est compact et emploie des blocs de dimensions plus petites que ceux disposés en parement. L'édifice était donc constitué d'une base pleine, préalable nécessaire à l'édification d'une structure d'une certaine hauteur et accessible par un système latéral, d'où l'intérêt de la rampe installée au nord-est.

Le turriforme oriental de Filitosa-Turricchiu (Sollacaro, Corse) et la question des bastions dans l'habitat fortifié du sud de la Corse à l'âge du Bronze ancien et moyen

L'étude montre que la rampe s'appuie comme un glacis contre le monument oriental, ce qui est logique, mais à présent documenté par la mise en évidence du parement du turriforme (fig. 9 et 10), qui n'apparaît pas sur les relevés anciens (fig. 2). Certains chainages montrent toutefois des réfections du parement ouest de la rampe, au niveau du raccord avec celui du turriforme. Ici encore, il s'agit vraisemblablement d'un indice de reprise des architectures, comme sur les monuments centre et ouest. Il faut ici noter que Roger Grosjean attribuait ces reprises à une condamnation de l'accès de plain-pied au monument, soit une entrée qui se serait située contre le parement occidental de la rampe (GROSJEAN, 1961 : 53), ce qui aurait pu rappeler un plan de *torra*. Cela semble aujourd'hui exclu. Le parement oriental de cet aménagement se confond avec l'enceinte est, mais également avec un mur parcellaire en pierre sèche, dans lequel un fragment de statue-menhir a été identifié en 2023.

Les données acquises dernièrement tendent donc à montrer que le bâtiment est conçu après l'enceinte, mais que celle-ci est réaménagée à cette occasion, passant probablement d'un mur à double parement à une maçonnerie à parement unique. Les caractères du bâti font penser à ceux des *torre* voisines, mais dans une version plus petite, sans entrée et sans chambre de plain-pied, ce dernier aspect ayant déjà été remarqué par Roger Grosjean (GROSJEAN, 1961 : 57). Les mobiliers découverts contre la jonction des parements et de la rampe lors des fouilles anciennes (GROSJEAN, 1961 : pl. II) sont clairement attribuables au Bronze moyen 1-2 mais les conditions de l'excavation ne permettent pas de lier strictement cette chronologie à celle du bâtiment, même si elle fournit un *terminus*. Quant à la rampe, elle est établie postérieurement au turriforme. L'individualisation de réfections des jointures indique que sa construction n'est pas immédiatement successive à celle du monument oriental, du moins dans son état conservé aujourd'hui.



Fig. 9 – Partie supérieure de la rampe et parement du monument est (sur la droite) (K. Peche-Quilichini)



Fig. 10 – Rampe d'accès au monument est, depuis le nord-ouest (K. Peche-Quilichini)

4. Questionnements sur la fonction du turriforme oriental

Au final, malgré quelques avancées, il est toujours aussi difficile de proposer une hypothèse fonctionnelle sur ce bâtiment. L'ambiguïté fonctionnelle et terminologique relative à cette construction se retrouve dans la bibliographie. Roger Grosjean (GROSJEAN, 1961 : 57) relate que « les destinations possibles sont nombreuses. Parmi celles à retenir : la surveillance par la présence de la rampe d'accès sur le sommet et sa position dominante juxtaposée à l'enceinte ; célébration de rites sur le monument ; la destination funéraire à l'intérieur du monument, avant recouvrement et édification extérieure » avant d'ajouter que « le mystère de ce monument subsistera peut-être toujours ». Ces considérations tendraient donc à lui attribuer un rôle assez similaire à celui des autres *torre* du site et du sud de la Corse, selon le point de vue de l'époque sur ces édifices. Aujourd'hui, une relecture synthétique des données permet d'émettre quelques réserves.

Ainsi, on ne connaît aucun exemple de *torra* avérée construite près d'une entrée. Ces bâtiments sont en effet conçus pour abriter les stocks alimentaires et accueillent aussi des postes de cuisson, ressources et structures artisanales qui constituent le fondement de l'économie dans les vallées méridionales de l'île au Bronze moyen. Il aurait donc été très

Le turriforme oriental de Filitosa-Turricchiu (Sollacaro, Corse) et la question des bastions dans l'habitat fortifié du sud de la Corse à l'âge du Bronze ancien et moyen

étonnant de placer ces aménagements à proximité d'un point vulnérable tel un accès principal. Dans les autres *casteddi*, les *torre* sont établies au centre du site, sur un point culminant (Contorba, Torracone, Alzolu-Cuccuraccia, Cioccicà, Cuccuruzzu, Tappa, Alo-Bisughjè, Castidetta, Foce-Castiddaraccia, Furcina et sans doute Ceccia, Torre et Balestra) et ne sont pas directement reliées aux enceintes, sauf dans le cas d'Araghju (GROSJEAN, 1967), où la *torra* domine un important à-pic et est donc naturellement défendue. De toute évidence, le monument oriental de Filitosa a plutôt été conçu pour renforcer le caractère poliorcétique de l'entrée, qui pouvait à l'origine être surmonté d'un linteau monolithe. Auquel cas, son édification peut être perçue comme répondant au besoin de créer une plate-forme contre le parement interne du rempart afin de faciliter la circulation sur ce point de l'enceinte ou pour en surveiller le principal accès et point faible. En d'autres termes, il pourrait s'agir d'un bastion, non pas en avancée, mais en retrait. Dans cette optique, le rôle du plan incliné s'éclaire de lui-même. La largeur de cet aménagement, entre 200 et 250 cm, pose question. S'il s'agit simplement d'un accès, pourquoi est-il aussi massif, là où une échelle de bois aurait pu suffire ? En ce sens, on peut imaginer qu'il servait à circuler et à acheminer des matériaux de construction (blocs et bois d'œuvre), peut-être dans le cadre de l'entretien des structures à dessein poliorcétique.



Fig. 11 – Tappa, arase du bastion nord (K. Peche-Quilichini)

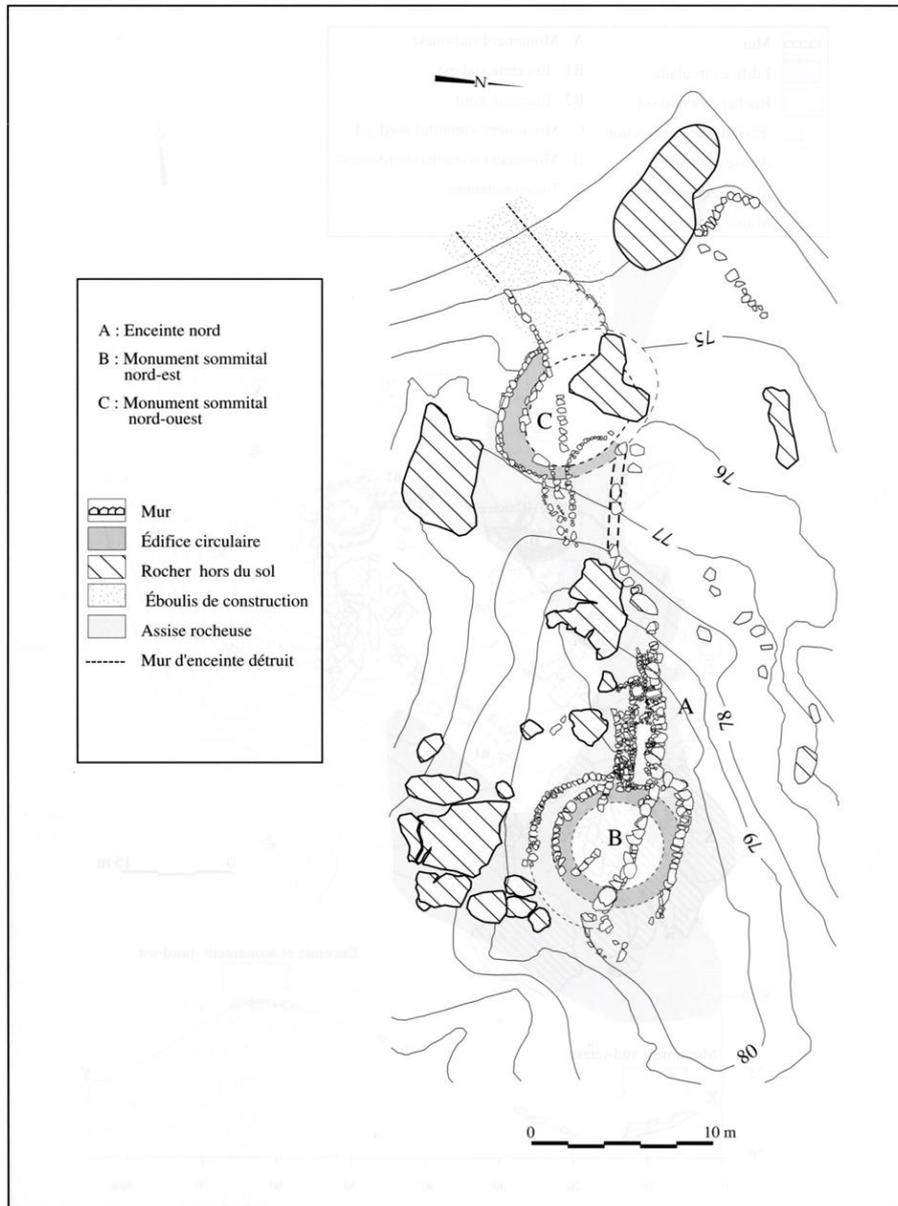


Fig. 12 – I Calanchi-Sapar'Alta, planimétrie de l'enceinte sommitale nord doublement bastionnée (J. Cesari)



Fig. 13 – Calanchedda, bastion semi-circulaire (au centre) accolé à la courtine de l'enceinte sud (K. Peche-Quilichini)

Conclusion : des bastions à l'âge du Bronze ?

Ce système de renforcement militaire de l'entrée se retrouve à Tappa, phase 2 (début du Bronze moyen), pendant laquelle le système d'accès est complètement repensé et se dote de deux à trois bastions pleins sur base aveugle maçonnée et parementée (fig. 11), implantés sur et contre des masses rocheuses, des deux côtés de la nouvelle entrée (PECHE-QUILICHINI *et al.*, 2023 : 65). Sur le site d'I Calanchi-Sapar'Alta, à quelques centaines de mètres au sud du Turrichju, le *casteddu* d'I Calanchi est défendu par une enceinte implantée sur une crête, dont deux inflexions sont caractérisées par des aménagements circulaires (structures C et D ; fig. 12), construits par-dessus le rempart et qui encadrent possiblement une entrée. J. Cesari (CESARI, 1986, p. 97) dit très justement que « sur le point culminant mais aussi le plus accessible du site, une organisation particulière de l'enceinte, fait apparaître un monument que nous pourrions utilement rapprocher du monument est du complexe de Filitosa ». Tappa, I Calanchi et Filitosa constituent donc les trois seuls cas connus actuellement. Ils sont tous datables du Bronze ancien 2 ou du Bronze moyen 1. L'épaississement des murs à hauteur des entrées des *casteddi* de Contorba et Torracone pourrait toutefois faire penser à une diffusion plus large de ce type d'aménagement. Une autre configuration est fournie par le site de Calanchedda, où un bastion semi-circulaire « vide » est accolé au parement externe, en saillie sur la courtine sud du *casteddu* (fig. 13). Ce type de construction rappelle le bastion nord-ouest de Rusumini, fortification autrefois considérée comme datant de l'âge du Bronze, mais qui semble de toute évidence plus tardive (second âge du Fer).

À la lueur de ces quelques réflexions issues de travaux anciens et récents, il paraît désormais possible d'évoquer le terme de « bastion » pour les architectures corses de l'âge du Bronze, à plus forte raison pour le sud de l'île. Ces constructions, liées aux enceintes, notamment aux systèmes d'entrée, constituent des plateformes maçonnées pleines, dont les

parties supérieures ne sont pas parvenues jusqu'à nous, auxquelles on accédait par le sommet des courtines, par d'éventuels mâchicoulis ou depuis des rampes et échelles depuis l'intérieur du *casteddu*. Il semble exister une certaine variabilité des aménagements, toujours adaptés au site d'implantation et aux caractères d'optimisation défensive. Ces systèmes rappellent, mais dans une bien moindre mesure, le phénomène de complexification des architectures nuragiques observé en Sardaigne au Bronze moyen puis récent, qui se dotent elles aussi de puissantes enceintes bastionnées.

Bibliographie

Etudes : (livres et articles).

1. ACQUAVIVA, L. et CESARI, J.-D. (1990). *Lumières de granit*. Ajaccio : Edicorse.
2. ATZENI, E. (1966). L'abri-sous-roche D' du village préhistorique de Filitosa. Dans : *Actes du Congrès Préhistorique de France* (Ajaccio, 1966), Compte-rendu de la XVIIIe session. Paris : SPF, 169-192.
3. ATZENI, E. et DEPALMAS, A. (2006). Materiali "appenninici" da Filitosa. Dans *Materie prime e scambi nella Preistoria italiana*, Atti della XXXIX Riunione Scientifica (Florence, novembre 2004). Florence : IIPP, 1173-1184.
4. CESARI, J. (1986). Nouveaux monuments préhistoriques de la vallée du Taravo (Corse du Sud). *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse*, 650, 91-125.
5. CESARI, J. (2015). Filitosa, site de Turrichju (commune de Sollacaro, Corse-du-Sud). Dans *Monuments de Corse*, Actes de la 171e session du Congrès archéologique de France (Corse, 2013). Paris : Picard, 223-230.
6. GROSJEAN, R. (1956). La station de Filitosa. *Bulletin de la Société préhistorique française*, 53, p. 459-460.
7. GROSJEAN, R. (1961). Filitosa et son contexte archéologique. *Monuments et mémoires*, Fondation Eugène Piot, Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Paris : Presses Universitaires de France, t. 52.
8. GROSJEAN, R. (1966). *La Corse avant l'Histoire*. Paris : Klincksieck.
9. GROSJEAN, R. (1967). Le complexe monumental fortifié torréen du Castello d'Araggio (Commune de San-Gavino-di-Carbini. Corse). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 64, 266-267.
10. GROSJEAN, R. (1975). Torre et Torrèens. *Promenades Archéologiques*, 3, 1-32.
11. LIÉGEOIS, J. (1978). Un fond de cabane du village torréen de Filitosa. *Archeologia Corsa*, 3, 77-83.
12. PECHE-QUILICHINI, K. (2009). Révision chrono-culturelle des vaisselles de l'âge du Bronze de Filitosa-Turrichju (Sollacaro, Corse-du-Sud). *Documents d'Archéologie Méridionale*, 32, 161-210.
13. PECHE-QUILICHINI, K., PEINETTI, A. et TACCHINI, F. (2023). Tappa. Aux origines de l'habitat fortifié de l'âge du Bronze. *Archeologia*, 623, 60-67.

Étude typologique des ensembles masculins à Chypre Masculine clothing ensembles in ancient Cyprus, an anthropological and typological analysis

Melle. De Pinho Eva.

École du Louvre Palais du Louvre.

Mail : depinho.eva@gmail.com

Reçu le: 15-10-2023

Révisé le: 05-11-2023

Accepté le: 08-11-2023

Résumé:

L'étude du vêtement chypriote des époques chyro-archaïque et chyro-classique présente un véritable enjeu pour l'étude plus générale de la société. Au sein de la littérature existante, l'étude systématique de pièces individuelles nous a permis d'obtenir une compréhension générale mais limitée en l'absence de considération des ensembles vestimentaires comme objet d'étude, bien que ces derniers soient essentiels pour retracer les pratiques quotidiennes.

Au cours de notre mémoire d'étude, nous avons considéré les éléments d'habillement dans leurs contextes de production et de port, au travers d'un corpus de 268 objets. Les conclusions et statistiques tirées de ce travail ont ainsi pu être appliquées à deux ensembles masculins spécifiques pour tenter de les caractériser. Nous avons ainsi pu mettre en évidence l'ampleur de l'utilisation du premier ensemble étudié, et établir une différence potentielle dans son emploi quotidien et votif, ainsi qu'identifier une tenue féminine comme mixte par l'étude d'un *unicum*. Cette étude permettra donc de mettre en avant l'importance des études des ensembles vestimentaires, encore trop rares, et de montrer leur utilité dans l'étude anthropologique de la Chypre antique. Cette étude se limitant au costume masculin elle pourra par la suite être enrichie par une considération du vêtement féminin.

Mots-clés : vêtement chypriote, statuaire chypriote, Chypre, , vêtement masculin, antiquité, Âge du Fer, Abstract:

The study of cypro-archaic and cypro-classical clothing presents a genuine key for the general understanding of society. Within the existing literature, the systematic study of individual pieces of clothing allowed us to acquire a better, although limited, understanding of fashion considering the lack of consideration for clothing ensembles as an object of study, while those are essential to create a deep understanding of everyday life practices. During our master thesis we approached different garments, how they were produced and worn through the analysis of a 268 objects corpus. The conclusions and statistics drawn from this study, were then applied to two specific masculine ensembles to try and define their specific characteristics. We were thus able to show the large variety of use of the first ensemble and establish its potential different uses, as casual and votary garments as well as identifying a previously feminine garment as a mixed one through the study of an *unicum*. This study highlights the importance of the still extremely rare study of ensembles, and shows their use in the anthropological study of ancient Cyprus. This study is limited to masculine ensembles and could be enriched, in the future, by a consideration of feminine ensembles.

Keywords: Cypriot clothing, cypriot statuary, Cyprus, masculine clothing, antiquity, Iron age.

E-mail du correspondance: depinho.eva@gmail.com

Introduction

L'étude du vêtement chypriote, particulièrement ravivée au cours des dix dernières années, n'a à l'heure actuelle pas encore fait l'objet d'une monographie à proprement parler. Elle est cependant un sujet fréquemment abordé par les études du monde chypriote particulièrement dans le domaine de la statuaire. Les pièces sont souvent décrites ou traitées individuellement dans les catalogues ou dans les ouvrages de références, à l'exception du travail de Lone Sørensen qui replace certains ensembles masculins dans le contexte d'échanges intra- méditerranéens. (Sørensen, 2014).

Après en avoir fait une partie essentielle de notre mémoire, il nous est apparu qu'afin de remettre ces éléments en contexte, notamment du point de vue de leur utilisation, il était important d'étudier les vêtements en relation les uns aux autres.

Notre but sera donc de caractériser deux types d'ensembles spécifiques, et de revenir sur ce qu'ils peuvent apporter à notre compréhension de certains éléments vestimentaires et les replacer dans la vie quotidienne de Chypre. Le but de cet article sera ainsi de mettre en avant le fonctionnement de ces pièces en tant que tenues complètes, qu'ensembles, étant donné que c'est de cette façon que ces tenues étaient comprises dans leur contexte de port originel.

Nous chercherons donc à replacer ces costumes dans une forme de considération anthropologique, afin d'amener une nouvelle compréhension des habitudes vestimentaires chypriotes et tenter de retrouver le sens qui pouvait être associé à ces pièces. Nous ne reviendrons ici que sur certains types de vêtements et non sur l'intégralité de la garde-robe masculine et nous attarderons plus particulièrement sur des exemples peu exploités.

Le costume masculin de Chypre a cependant beaucoup à nous apprendre, si l'on apprend à l'observer sous le prisme du social. Son étude a cependant souvent été limitée à l'examen des pièces individuelles. Les vêtements prennent cependant place dans un contexte d'ensemble et trouvent d'ailleurs leur sens au sein de cet ensemble, notamment lorsqu'il s'agit de mieux comprendre leur importance anthropologique.

Dans le but de caractériser et de mieux comprendre ces ensembles, nous nous appuyerons notamment sur un ensemble de statistiques et d'analyses réalisées à partir d'un corpus d'étude, que nous avons mis en place pour notre mémoire d'étude. Ce corpus se compose de 268 pièces provenant de différents musées occidentaux. À l'aide de ces analyses globales du vêtement, ainsi que de l'étude plus précise de pièces particulièrement exceptionnelles, nous étudierons deux types de costume masculin afin de mettre en avant l'apport de ces études d'ensembles pour permettre de mieux comprendre le costume dans son ensemble, et de réattribuer ou de repenser les classifications de certains vêtements. Il nous semble important de noter, avant de débiter notre analyse, que les terminologies employées seront identiques à celles de notre étude précédente, dans laquelle nous tentions de créer une certaine uniformité dans la terminologie qui varie énormément d'une publication à l'autre. Conséquence de la rareté des sources écrites, la standardisation de la terminologie constitue un élément essentiel de ce domaine d'étude.

Remettre ces éléments dans leur contexte anthropologique n'est pas toujours aisé et demande dans un premier temps, le développement d'une compréhension accrue des types de vêtements auxquels nous sommes confrontés.

Le premier ensemble que nous souhaitons mettre en lumière se compose d'un pagne ainsi que d'une tunique ou d'un t-shirt.

Les pagnes pourront ici être définis comme des pièces de tissus pouvant prendre plusieurs formes. Long ou court, il peut être proche du corps comme parfois plus large et évasé à son extrémité. Ces pièces sont retenues à la taille par une ceinture de cuir ou de tissu souvent visible. Dans le cadre de cet ensemble, ils sont associés à un t-shirt ou à une tunique. Les t-shirts et tuniques sont des variantes du même vêtement, nous considérons que la tunique présente des manches évasées (Cat.7), la distinguant du t-shirt doté de manches resserrées (Cat.2) (De Pinho, 2023, p.9-10). Dans le cadre de ces ensembles, le t-shirt/tunique peut être inséré soit intégralement dans le pagne (Cat.4), soit partiellement, en laissant de larges retombées de tissus de chaque côté, laissant entrevoir la ceinture (Cat.1).

Cependant, comme le mentionne Vassos Karageorghis "Il n'est pas facile de déterminer avec certitude si certaines des scènes représentées dans l'art chypriote sont réellement des scènes de vie quotidienne à Chypre." (Karageorghis, 2006 : p.115).

Nous pouvons cependant tirer plusieurs informations concrètes de ces ensembles. On y trouve évidemment des éléments indicateurs du goût, notamment pour les pagnes plissés qui peuvent ainsi suggérer un goût pour certains matériaux et certaines textures d'étoffes (Cat.1 et 4). On note également un goût pour une silhouette plus cintrée que dans l'équivalent féminin de cette tenue, où la tunique est portée en dehors du pagne

Il est cependant encore plus intéressant de s'arrêter brièvement sur les porteurs de ces ensembles. Comme le montrent les (Cat.1 à 5, 6 et 7), on trouve une certaine perméabilité du

port de ces vêtements. Dans un premier temps, en ce qui concerne l'âge. S'il est difficile d'attribuer un âge précis à beaucoup des dédicants, on voit cet ensemble porté par des hommes jeunes, représentés imberbes (Cat.7), mais on trouve aussi la représentation d'un homme âgé (Cat.4). Il est donc possible de partir du postulat que ce genre de tenues transcende tout type d'âge. Au-delà des simples dédicants qui ne sont caractérisés que par leurs offrandes, on le retrouve également sur une figure d'archer (Cat.2) qui pourrait laisser entendre que le port de cette tenue pourrait s'étendre au-delà de la population civile, à la caste militaire de la société. On trouve par ailleurs nombre de figurines de terre cuite d'hommes en armes portant des "jupes" très évasées. Il est ainsi possible de penser qu'il s'agirait d'un vêtement qui puisse faire partie de la garde-robe militaire, comme des tenues portées au quotidien par les hommes, dans laquelle il est aisé de bouger et de travailler.

Il est également important de rappeler que l'ensemble pagne/ t-shirt ou pagne/ tunique représente 30% des ensembles mixtes (Fig.2) et 30% du vêtement masculin (Fig.1). C'est donc un vêtement qui apparaît de façon très commune dans les représentations. Il apparaît par ailleurs dans les mêmes proportions que la robe et le chiton. Même s'il n'a pas automatiquement la même valeur que dans son contexte d'utilisation dans le monde grec, il semble tout de même logique de considérer qu'après son adoption au sein de l'île, le chiton trouve une utilisation quotidienne. Par association avec ces tenues et par leur nombre dans la représentation, il semble donc possible de penser que cet ensemble occupe une fonction de vêtement quotidien dans la société chypriote de l'âge du fer.

Étude typologique des ensembles masculins à Chypre

Cependant il convient également de prendre en compte la citation suivante : “L’hypothèse qui sous-entend que différents messages sont inhérents à différentes tenues et renvoyaient à des tâches spécifiques, suggère que les chypriotes jugeaient important de communiquer et de mettre en avant différentes obligations sociales ou événements au travers de la sculpture consacrée dans les sanctuaires” (Sørensen, 2014 : p.60). En effet, au-delà des éléments mentionnés précédemment, indicateurs d’âge et de fonction, cet ensemble est aussi porté par des individus associés au sacré. On le trouve d’abord, dans une forme très simple, sur des figures masquées (Cat.3) souvent qualifiées de prêtres ou même parfois de “roi-prêtres” (Hermay, 2014). Leurs règles de représentations nous éclairent encore davantage sur le statut de ces pièces. Car si certains peuvent y voir une tenue spécifiquement religieuse, il ne semble pas exclu que cette tenue soit au contraire importante dans son aspect commun. Averett insiste ainsi sur l’importance de la transition par opposition à la figure transformée.

En associant ce type de masque, lié de façon évidente au rituel, avec une tenue relativement commune, on trouve une forme d’insistance sur cette transition en rappelant l’aspect humain de l’homme qui va entrer en lien avec le spirituel (Averett, 2018 : p.318).

Les ensembles ne sont cependant pas immuables et présentent parfois des variantes (Sørensen, 2014: p.60). Une variante de cet ensemble semble particulièrement intéressante à relever. Elle se caractérise par les mêmes pièces, avec pour seule exception que le pagne de ces figures est transparent, laissant apparaître les parties génitales du porteur (Cat.6 et 7).

Une figure de dédicant d’une qualité exceptionnelle en est vêtue (Cat.7). Il présente un pagne transparent recouvert d’un pagne ceinture¹ ajoutant de la draperie et plaçant une forme d’insistance accrue sur la pièce transparente, ainsi qu’un “manteau”. La grande qualité d’exécution de la figure pourrait laisser envisager qu’il s’agit d’une offrande réalisée par une personne issue des élites économiques, et indiquerait que ce genre d’ensemble transcenderait non seulement les âges et les fonctions mais aussi les classes sociales, avec probablement des variantes plus luxueuses dans les tissus et les couleurs employés pour réaliser ces pièces.

La figure de Zeus en est également vêtue (Cat.6). Par association avec les figures de culte grecques, il ne semble pas déraisonnable de considérer que les chypriotes vêtirent le dieu vénéré de vêtements qui font partie de la garde-robe quotidienne. Il est par ailleurs possible d’y voir une forme d’identification par association du vêtement au territoire afin de mettre en avant des attributs ou caractéristiques spécifiques du Zeus chypriote. Un phénomène similaire prend place avec des représentations d’Aphrodite ou d’Apollon, qui en deviennent même difficilement différenciables de figures de dédicants dans certains cas où ils sont revêtus d’ensembles chypriotes (Connelly, 1989 : p.214).

L’aspect transparent de ce vêtement le lie de façon évidente au culte, l’éloignant par là même de l’aspect “quotidien” à proprement parler et pourrait également se faire la traduction d’une symbolique,

¹ Vêtement composé d’une ceinture de tissu à laquelle est cousue une étoffe. Cette ceinture se place à la taille laissant l’étoffe retomber pour couvrir les cuisses et généralement le vêtement en dessous. L’étoffe est souvent très légère voire transparente (De Pinho, 2023 : p.12)

d'un aspect du culte ou encore d'une forme de prestige.

Étudier cet ensemble nous permet ainsi de mieux comprendre ses variations et les éventuels sens de ces dernières, de la replacer dans des contextes plus spécifiquement quotidiens ou religieux et ainsi d'entrevoir certains pactes de la vie quotidienne à Chypre à l'âge du fer.

Une étude plus approfondie du costume permet également de changer notre compréhension des ensembles ainsi que leurs attributions. Un second ensemble sur lequel nous souhaitons nous attarder est visible sur la figure (Cat. 5).

Le musicien est un personnage masculin portant, une robe droite caractéristique du vêtement chypriote, sous laquelle se trouve une autre robe, parfois qualifiée de "*chiton*" (Yon, 1974 : p.62) que l'on peut apercevoir dépasser au niveau du col, des bras et du bas du vêtement lisse. La robe représente une fois de plus environ 30% du vêtement masculin comme du vestiaire mixte (Fig.1 et 2), le port de la robe en elle-même n'est pas étonnant. Les vêtements traditionnellement considérés comme chypriotes sont souvent des pièces mixtes (De Pinho, 2023 : p.9-22). Généralement c'est la façon dont les vêtements sont portés et les accessoires avec lesquels ils sont associés qui identifient un vêtement comme masculin ou féminin (Senff, 2016: p.240). Pour les robes, les ensembles féminins et masculins tendent à être très similaires à l'exception de quelques formes diaphanes qui n'ont pas encore été attestées sur une statue masculine (De Pinho, 2023 : p.15). Cependant l'ensemble robe/ sous-robe était jusqu'ici, exclusivement associé au port féminin. Cette représentation, bien qu'étant à notre connaissance un *unicum*, vient apporter deux éléments essentiels à notre compréhension de cet ensemble.

Elle permet dans un premier temps de confirmer que cette pièce apparaissant au-dessous des robes lisses n'est pas simplement un "jupon" mais bien une seconde robe complète, avec une texture de tissu différente de la robe supérieure. Cet élément n'était pas vérifiable par l'étude seule des figures féminines qui présentent cet ensemble, car la sous-robe n'était visible qu'au-dessous de la robe et a donc parfois été comprise comme un "jupon".

Mais c'est un nouvel aspect "culturel" qui intervient le plus dans ce que nous apprend l'étude du costume de (Cat.5). En effet, cet ensemble précédemment compris comme exclusivement féminin, nous permet de noter que la différenciation entre ensembles féminins et ensembles masculins, n'est pas toujours aussi stricte que ce que nous pouvions envisager. Elle nous permet également de prendre plus de recul sur certaines identifications de statues fragmentaires qui, quand elles présentent une sous-robe, sont automatiquement qualifiées de féminines.

La question du contexte de port de cet ensemble se pose logiquement suite à cette découverte. Il ne semble pas avoir un lien direct avec la fonction de musicien, étant donné qu'il s'agit de la seule figure de musicien qui en est vêtu à notre connaissance.

Ce type de représentation est le plus fréquemment trouvable sur les représentations de femmes *kourotrophes* ou sur les femmes dont le costume revêt une symbolique associée au domaine du culte notamment au travers de leurs colliers (De Pinho, 2023 : p.47)

Bien évidemment, en tant que costume masculin cet ensemble semble rester très marginal, il est cependant important de relever son importance comme *unicum* dans ce corpus extraordinairement varié

Étude typologique des ensembles masculins à Chypre

comme une piste à suivre afin de mieux percevoir encore la complexité du costume et les formes qui la composent.

Elle permet une étude plus complète, à la fois en apportant un éclairage sur les pièces individuellement, et un contexte de port inédit qui pourra lui-même apporter de nouvelles pistes de réflexion à l'avenir.

Ainsi, cette considération des ensembles nous aura permis de mettre en avant non seulement des aspects essentiels de variantes du costume mais pourra également servir à éclairer des considérations d'ordre anthropologique, en montrant les subtilités qui peuvent apparaître dans la représentation d'un même ensemble permettant d'identifier l'ensemble pagne/ t-shirt comme élément du quotidien en montrant sa perméabilité au sein des différents groupes qui constituent la population chypriote à l'âge du fer, tout en rattachant leur variante transparente à un contexte rituel. L'étude de l'ensemble robe/ sous-robe nous aura ainsi permis de mettre en lumière des éléments concrets de la conception du vêtement ainsi qu'à potentiellement réattribuer des éléments fragmentaires mal identifiés. Une étude plus approfondie des ensembles sera ainsi essentielle à l'avenir si l'on souhaite appréhender plus d'éléments de compréhension du costume chypriote antique. Réaliser une étude similaire pour les ensembles féminins permettrait de nous rapprocher encore davantage de la réalité vestimentaire dans la société chypriote en ajoutant en plus un degré de compréhension au vêtement féminin moins souvent étudiées que son équivalent masculin.



Cat.1 – 74.51.2533



Cat.2 – 74.51.2589



Cat.3 – 74.51.2538



Cat.4 – N III 3521

Étude typologique des ensembles masculins à Chypre



Cat.5 – C02379



Cat.6 – N 139



Cat.7 – 74.51.2458

Fig. 1: Pourcentage de chaque type de vêtement masculin

4

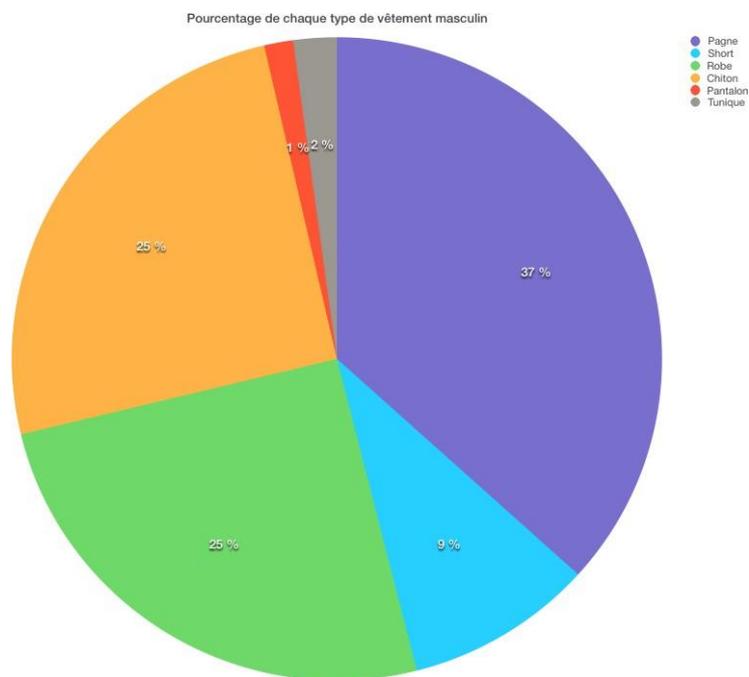
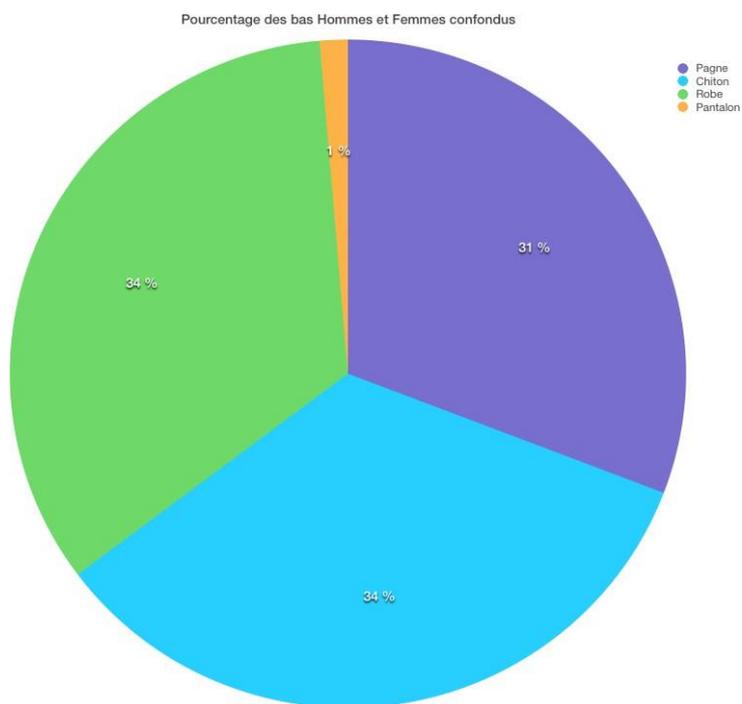


Fig. 2: Pourcentage des bas d'hommes et de femmes confondus



⁴ Les statistiques suivantes ont été réalisées avec un corpus de 268 œuvres lors de notre mémoire d'étude

Étude typologique des ensembles masculins à Chypre

Bibliographie

Études : études (livres et articles).

1. Connelly, J.B. (1989): Standing before one's god, *Biblical archaeologist* 35.4, p.210-218
https://www.academia.edu/11846752/Standing_before_Ones_God_Votive_Sculpture_and_the_Cypriot_Religious_Tradition
2. De Pinho, E. (2023) : Étude du vêtement chypriote à l'Âge du fer au travers des exemples statuaire.
3. Hermary, A. (2014) : Les fonctions sacerdotales des souveraines chypriotes, *Cahier du Centre des Études Chyportes*, vol 44, p.137-152,
https://www.persee.fr/doc/cchyp_0761-8271_2014_num_44_1_1545
4. Hermary. A. et Mertens, J.R. (2016): *The Cesnola Collection of Cypriot art: Stone sculpture*. New York.
https://www.metmuseum.org/art/metpublications/The_Cesnola_Collection_of_Cypriot_Stone
5. Karageorghis, V. (1993): *The coroplastic art of Ancient Cyprus vol. III, The Cypro-archaic period, Large and medium size sculpture*, Nicosie.
6. Karageorghis, V. (2006): *Aspects of everyday life in ancient Cyprus*, Nicosie.
7. Senff, R. (2016): *The Early stone sculpture of Cyprus in the Archaic Age, Questions of Meaning and External Relations*, *Cahier d'Études Chypriotes*, vol.46, p.235-252
https://www.persee.fr/doc/cchyp_0761-8271_2016_num_46_1_1687
8. Sørensen, L. (2017): *True to type archaic cypriot male statues made of limestone*, *Proceedings of the danish institute in athens*. vol VIII, p.59-87
https://www.persee.fr/doc/mom_2259-4884_2015_rpm_67_1_3594
9. Walcek Avrett, E. (2018): *Playing the part: Masks and Ritual Performances in Rural sanctuaries in Iron age Cyprus*, *The physicality of the Other, Masks from the Ancient Near East and Eastern Mediterranean*, p.305-337
https://www.academia.edu/41694402/2018_Playing_the_Part_Masks_and_Ritual_Performance_in_Rural_Sanctuaries_in_Iron_Age_Cyprus_in_The_Physicality_of_the_Other_Masks_from_the_Ancient_Near_East_and_the_Eastern_Mediterranean
10. Yon. M. (1974) : *Salamine de Chypre V. Un dépôt de sculptures archaïques (Ayios Varnavas, site A)*, Paris.
https://www.persee.fr/doc/salam_0000-0000_1974_cat_5_1
11. Yon, M. (2015) : “Les sculptures de pierre, *Kition Bamboula V. Le sanctuaire sous la colline*”. *Maison de l'Orient et de la Méditerranée*, p. 295-334.
https://www.persee.fr/doc/mom_2259-4884_2015_rpm_67_1_3594

**Espace politique et autorité de la chefferie walèbodans l'angonda
(BAOULÉ SUD - CÔTE D'IVOIRE) : 1820-1957**
**Political space and authority of the Walèbod chiefdom in Angonda (BAOULÉ
SUD - CÔTE D'IVOIRE): 1820-1957**

Dr. KOUADIO Kouakou Didié
Enseignant-Chercheur
Université Alassane Ouattara de Bouaké.
Cote d' Ivoire
E-mail: kkouakoudidie@gmail.com

Envoyé le : 20-09-2023

Révisé le : 15- 10-2023

Accepté le :17-10-2023

Le résumé:

Cet article s'intéresse à la construction d'un espace politique et de l'autorité de la chefferie walèbo sur un territoire déjà peuplé .L'étude vise à faire ressortir les stratégies d'appropriation et de consolidation d'un territoire par les Walèbo ainsi que leur influence politique dans l'Angonda. Les informations collectées ont été soumises à la critique historique, au recoupement des faits selon une approche à la fois descriptive et comparative. À l'issue des recherches effectuées, il apparaît clairement que les stratégies utilisées furent fonction des circonstances. D'abord, les Walèbo s'installèrent sur des espaces inoccupés. Ensuite, ils fondèrent des villages en négociant avec leurs hôtes. Cependant, pour consolider leur territoire, ils recoururent à la guerre, d'une part, et aux alliances, d'autre part. Pendant la colonisation, la chefferie de Toumodi se lia d'amitié avec les colonisateurs. Sa loyauté et son dévouement à l'égard des Français contribua à asseoir leur autorité politique sur des sous-groupes voisins.

Mots clefs : Alliance, Angonda, autorité, espace politique, Walèbo. .

The abstract:

This article looks at the construction of a political space and the authority of the Walèbo chieftaincy in an already populated territory. The aim of the study is to highlight the strategies used by the Walèbo to appropriate and consolidate a territory, as well as their political influence in Angonda. The information gathered was subjected to historical criticism and cross-checking of facts, using both a descriptive and comparative approach. From the research carried out, it is clear that the strategies used depended on the circumstances. Firstly, the Walèbo settled in unoccupied areas. Then they founded villages by negotiating with their hosts. However, to consolidate their territory, they resorted to war on the one hand, and alliances on the other. During colonisation, the Toumodi chieftaincy befriended the colonisers. Their loyalty and devotion to the French helped establish their political authority over neighbouring sub-groups.

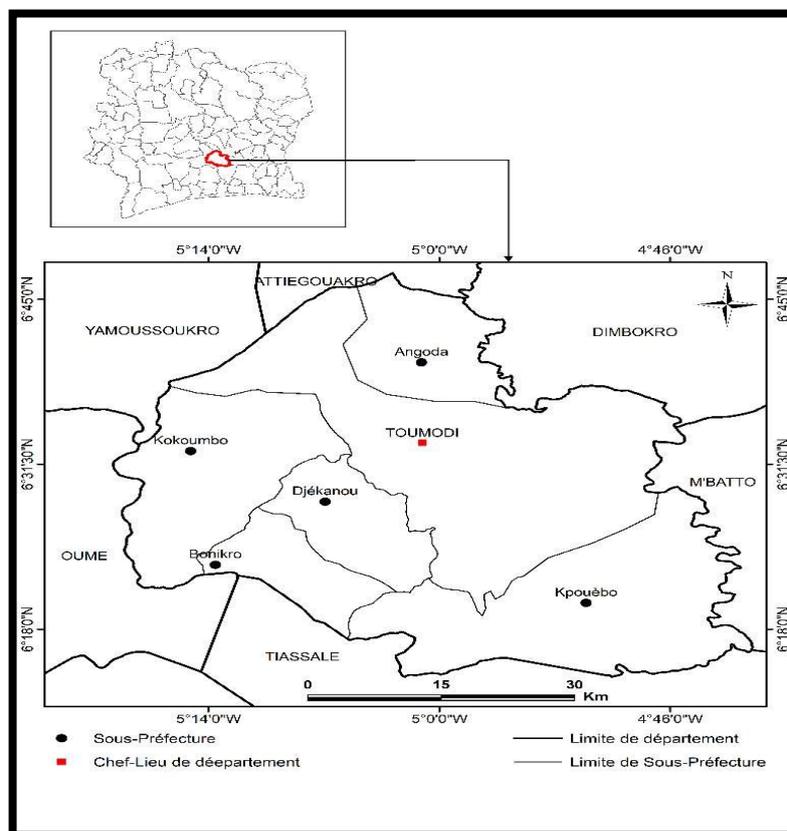
Key words : Alliance, Angonda, political space, Walèbo.

[E-mail du correspondance: kkdie2021@gmail.com](mailto:kkdie2021@gmail.com)

Introduction :

Défini par les géographes comme une portion de la surface de la terre, l'espace est un produit des groupes humains. Son organisation et sa mise en valeur sont régulées par des acteurs politiques locaux qui en font un espace politique. Celui-ci renvoie à la fois à la mobilité des personnes, au territoire et à l'exercice du pouvoir. L'histoire des sous-groupes baoulé de l'Angonda reste très peu explorée. Elle l'est encore moins pour les Walèbo de la région. Cependant, il a été donné de constater de nombreux points d'ombre qui méritent un éclairage scientifique. L'Angonda est une région correspondant à l'actuel département de Toumodi comme l'indique la carte.

Carte 1 : La région de l'Angonda et ses limites géographiques



Source : F. TANOHI-NIANGOIN, 2013, *Toumodi : Hier et aujourd'hui*, Éditions Niangoïn, p.6.

Elle s'étend sur une superficie totale de 2837 Km². Elle est limitée au nord par Yamoussoukro et Dimbokro, à l'est par Bongouanou, au sud par Tyasalé et à l'ouest par Oumé. C'est sur ce territoire que les Walèbo construisirent leur espace politique. En 1820, Kouamé Toto, roi de Sakassou, ordonna une expédition punitive contre les Swamlin coupables de confiscation de marchandises appartenant à des Walèbo. Après leur mission victorieuse, les guerriers walèbo fondèrent Lomo. En

1957, Yao Kpli Kouadio-Tiacoh¹, usant de son autorité de chef de canton, réussit à faire modifier le projet de construction de la route Abidjan-Bouaké. En effet, les travaux de construction de la route Abidjan-Bouaké prévoyaient la destruction de la forêt sacrée de Toumodi. Suite à ses courriers de protestation adressés au commandant du cercle de Dimbokro et au Président de l'Assemblée Territoriale, le tracé de la route fut modifié.

Au moment de leur installation, les Walèbotrouvèrent dans la région des terres déjà occupées par des groupements politiques baoulé. Ils parvinrent, tout de même, à constituer un espace politique incluant des sous-groupes voisins. Comment les Walèbo, dont l'installation dans la région fut postérieure à celle de la plupart des autres sous-groupes baoulé, réussirent-ils à s'approprier un territoire et à affirmer leur autorité politique dans l'Angonda entre 1820 et 1957? L'étude vise à faire ressortir les stratégies d'appropriation et de consolidation d'un territoire par les Walèbo ainsi que leur influence politique dans l'Angonda.

Les écrits sur la question peu nombreux. CHAUVEAU (1979) a consacré une partie de son étude sur *Kokumbo et sa région* au peuplement et aux conflits dans l'Angonda. La Thèse de Doctorat Unique de KOUADIO (2015), intitulé *Le Baoulé sud face à la présence française* aborde l'histoire coloniale des sous-groupes baoulé de Toumodi. DUBRESSON (1991) s'intéresse au processus d'urbanisation de la préfecture de Toumodi. Dans un essai de monographie de la commune de Toumodi, KOUADIO-TIACOH (1983) retrace l'évolution de l'histoire des Walèbo. La recherche documentaire a permis la collecte d'archives, d'ouvrages et d'articles de revues scientifiques. Face à la faiblesse de la documentation, une enquête très accrue sur le terrain s'est avérée nécessaire. Toutes les informations recueillies ont été passées au crible de la critique historique, de la confrontation et du recoupement des faits. D'une part, l'approche descriptive a permis de retracer les étapes de l'affirmation de l'autorité politique des Walèbo dans l'Angonda. D'autre part, l'approche comparative a consisté à comparer les stratégies des Walèbo à celles d'autres sociétés dans leurs relations avec des voisins. De la démarche méthodologique découle un plan à trois parties. La première partie examine l'appropriation d'un territoire par les Walèbo. La deuxième partie met en évidence la consolidation du territoire. La troisième partie s'intéresse à l'amitié et à l'autorité politique des Walèbo dans l'Angonda.

1. L'appropriation d'un territoire par les Walèbo (1820-1840):

Le territoire, en tant que portion de l'espace terrestre, implique une appropriation de l'espace par la société qui l'occupe. À leur arrivée dans l'Angonda, les Walèbo trouvèrent des territoires déjà constitués par des sous-groupes précédemment installés. Pour se constituer un territoire, ils occupèrent des terres inhabitées ou négocièrent leur installation.

¹ Yao Kpli Kouadio-Tiacoh a exercé la fonction de chef du canton Walèbo de 1944 à 1963.

1.1.L'installation sur de terres vacantes:

De leur vrai nom, les *Agwa*, les Walèbo furent considérés comme les descendants directs d'Abla Pokou. À la mort de la reine, ils quittèrent Niamonou pour se fixer près de la rivière Loka (ALLOU, 2000 : 740). Ils s'installèrent au pied de l'arbre *Walè* ou Néré dans la région de Sakassou. Au XIX^e siècle, des hommes, en quête de fortune, se rendirent partout en pays baoulé en vue de participer au commerce (ALLOU, 2000 : 754). Des Walèbo en provenance de Tyasalé furent victimes de confiscation de leurs marchandises en territoire swamlin. Suite à leurs plaintes, Kouamé Toto, roi de Sakassou ordonna une expédition punitive contre les Swamlin (FRIDE, 1963 : 43). Après leur victoire, les guerriers walèbo s'établirent dans l'Angonda. Leur installation eut lieu au début du règne de Kouamé Toto¹. Celui-ci succéda à son oncle, Kouakou Dié, en 1820 (Anonyme, 1953 : 68).

Jusqu'au XIX^e siècle, les terres entre Yamoussoukro et Tyasalé restèrent vacantes. Elles furent convoitées aussi bien par les Agni que par les Baoulé. À la recherche de gîtes aurifères, les Agni s'emparèrent peu à peu de la zone comprise entre le N'Zi et les collines de Toumodi. Ils furent convaincus de trouver de l'or dans le lit du fleuve et dans le sol latéritique de la savane (KOUADIO, 2022 : 317). Pourtant, la région fut un point de passage vers Tyasalé pour les commerçants occasionnels du Baoulé nord. En plus d'occuper les terres vacantes de l'Angonda, les Agni pillèrent Tyasalé. Tyasalé procura aux sous-groupes du Baoulé nord des produits essentiels comme le fer, le sel, la poudre à canon et les armes à feu. Craignant d'être coupés de leur centre d'approvisionnement, les Baoulé envahirent le territoire des Agni Morofwè. Victorieux, ils essaimèrent progressivement dans l'Angonda. Les premiers, à s'y établir, furent les Ngban. Toutefois, jusqu'en 1820, l'occupation de la région resta marginale. Le gué du Bandama fut choisi pour abriter le premier village walèbo.

Originaires de Lomo-Soukpèbo et de Lomo-Pô-Kouassikro, les guerriers walèbo fondèrent un village. Ils lui donnèrent le nom de Lomo² en souvenir de leurs villages d'origine. Au moment de la fondation de Lomo, les Ngban n'occupèrent pas encore le sud de leur territoire. Oussou, le village le plus méridional des Ngban, fut fondé par Akaffou. Avant de créer Oussou, celui-ci séjourna durant quelques années à Moronou et à Ahérérou (KOFFI, 2015 : 132). Pour les Walèbo, Lomo joua un double rôle. En premier lieu, il assura la sécurité des commerçants occasionnels du royaume de Sakassou. En deuxième lieu, il servit de relais dans les échanges entre le royaume et Tyasalé. En effet, la distance à parcourir par les Baoulé jusqu'à Tyasalé fut considérable (KOFFI, 2015 : 121).

Entretien public le 02 février 2023 à Lomo de 17h à 18h 34mn.¹

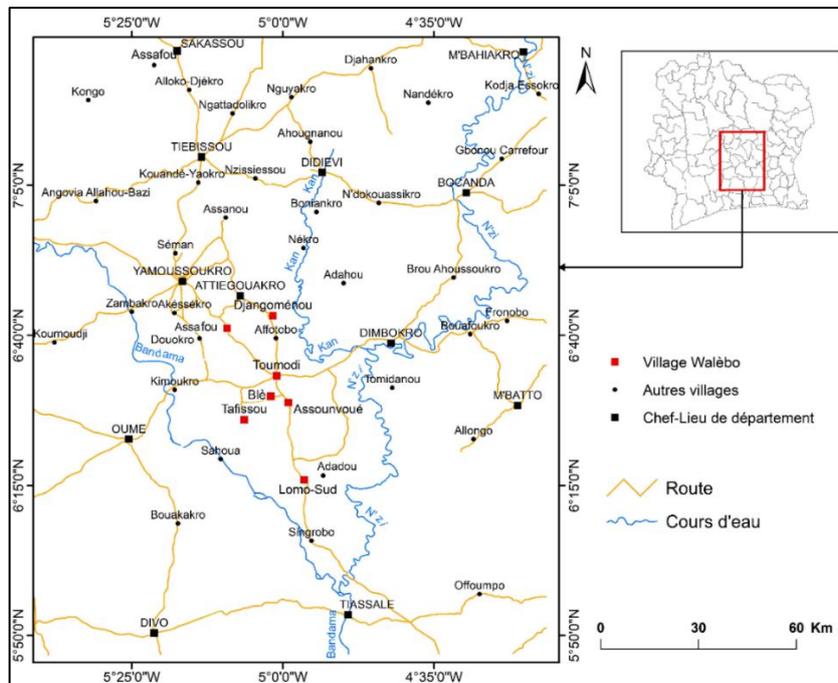
Entretien avec Nanan Konan N'Guessan, 78 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 16h 22mn.²

Face à cette situation, la création de relais dans l'Angonda s'avéra nécessaire. Au lendemain de la fondation de Lomo, d'autres Walèbo s'établirent à leur tour dans la région. Contrairement, aux fondateurs de Lomo, les nouveaux arrivants durent négocier leur installation.

1.2. La fondation de nouveaux villages au moyen de la négociation:

Au fil des années, les Walèbo essaimèrent dans la région. À leur arrivée, ils trouvèrent sur place des Baoulé issus de divers sous-groupes. Il s'agit en effet, des Ngban, des Aïtou, des Saafwè, des Wamla et des Faafwè. Ils créèrent six nouveaux villages à proximité des villages déjà existants. Au nombre de sept, leurs villages n'occupèrent pas un territoire homogène comme l'indique la carte ci-dessous.

Carte 2 : Les villages Walèbo dans la région de l'Angonda (Toumodi)



Source :KOUADIO-TIACOH, 1983 : 23

Tous les villages walèbo sont représentés en rouge. Au nombre de six, les nouveaux villages furent fondés sous le règne de Kouamé Toto (CHAUVEAU, 1978 : 32), principalement entre 1821 et 1840. Dans le nord de l'Angonda, les Walèbo possédèrent deux villages. Djangomenou, le plus ancien, dut sa création Boni Kyim¹. Boni Akléo, un Nanafwè, chef de Kétékré Bonikro, menaça de confisquer toutes marchandises destinées à Boni Kyim via son village (KOUADIO-TIACOH,

¹ Boni Kyimkro fut fondé par Boni Kyim, le commandant de l'expédition punitive contre les Swamlin. Pendant la colonisation, il prend le nom d'Attiegouakro.

1983 : 26). N'Dou Pokou¹ fut dépêché N'Gbèdjo pour tenir en respect le chef de Kétékré Bonikro. Avec ses hommes, il installa son campement au sud des Nanafwè. Le campement prit alors le nom de Djangoménu en référence à la proximité de la palmeraie d'un nommé Django. Bôkli Kouamé, un Walèbo du groupement Assabou (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 26), s'établit à quelques kilomètres au sud de Djangoménu. Son village prit alors le nom d'Assafou, éponyme de son village d'origine.

Dans le centre de la région, l'on compta quatre villages walèbo. Considéré comme l'un des plus anciens villages, Assounvouè fut fondé par Pokou Govalon (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 26). Pokou Govalon fut originaire du village éponyme issu du groupement assaboudans la région de Sakassou (Anonyme, 1953 : 70). Pour sa part, Assui Singouan, venu de Tafissou, s'installa à proximité des Faafwè et des Aïtou². Il baptisa son village Tafissou. Dépêchez les Nanafwè pour participer aux obsèques et ramener une partie des répliques de Boni Kyim, Koua Kouassi Nanglé eut une aventure avec l'une des veuves³ (TANOHI-NIANGOIN, 2019 : 8). Chassé, il prit le chemin de l'exil. Parti à sa recherche, Koua Niangoin, son frère aîné, le retrouva à Blè. Accueillis à Wawakro, ils bénéficièrent d'une parcelle de terre où ils fixèrent leur village Toumodi (TANOHI-NIANGOIN, 2019 : 8). Envoyé à la suite de Koua Kouassi Nanglé, Kouakou Soignins' accaparades biens de Boni Kyimet retourna plus à Sakassou (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 28). Il fonda le village Blè.

Les fondateurs des nouveaux villages trouvèrent dans l'Angonda des terres déjà occupées. Pour leur installation, ils disposèrent de deux options : l'usage de la force ou la négociation. Les Elomwen de Tyasalé furent confrontés à cette situation à leur arrivée dans le Bas-Bandama. Ils optèrent pour la guerre contre les Dida ; à l'égard des Asrin et des Agni Alangwa, ils conclurent un modus vivendi (KOUADIO, 2022 : 319). À la différence des Elomwen, les Walèbo constituèrent leur espace politique grâce à des négociations avec les Aïtou et les Ngban. Les Aïtou autorisèrent la création d'Assafou, de Djangoménu, de Tafissou et de Toumodi sur leurs terres (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 24-27). Assakra, village ngban, installa les habitants d'Assounvouè et Blè (KOFFI, 2015 : 138-139). Le choix de la négociation s'explique, d'une part, par la postérité des Walèbo dans la région. Au moment de la fondation des six villages, la quasi-totalité des villages aïtou et ngban existèrent déjà. D'autre part, l'arrivée par petits groupes et à des dates différentes ne favorisa pas une action militaire coordonnée. Toutefois, pour consolider leur territoire, ils recoururent à la guerre et à l'alliance.

2. La consolidation de l'espace politique par la guerre et les alliances (1840-1893):

¹ N'Dou Pokou était le gendre du chef de N'Gbèdjo.

²² Entretien avec N'Gotta Kouassi, 79 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 9h 47mn.

³ Après la période de veuvage, l'une des femmes de Boni Kyim fut en grossesse. Elle désigna Koua Kouassi Nanglé comme l'auteur de la grosse. Les Nanafwè refusèrent de lui confier les biens de Boni Tchinn. Il fut alors sommé de quitter le village.

L'occupation d'un territoire impliqua la sécurisation des biens et des personnes. Les Walèbo comprirent le comprirent très tôt. Ils menèrent des guerres de défense du territoire ou d'appropriation de richesses. Cependant avec leurs voisins saafwè et n'zikpli, ils nouèrent des alliances pour garantir leur sécurité.

2.1. La guerre, un moyen de défense du territoire et d'appropriation de richesses

S'étant appropriés un territoire, les Walèbo s'organisèrent politiquement. Lomo fut choisi pour assurer la chefferie ancestrale. Dans la tradition baoulé, le siège ancestral échut toujours au village le plus ancien (KOUADIO, 2019 : 295). La survie des chefferies walèbo dans la région dépendit des ressources économiques. Ne disposant pas de gîtes aurifères, les Walèbo s'insérèrent donc dans les échanges avec Tyasalé. Cela leur permit de se procurer des armes à feu. Celles-ci furent utilisées pour la défense de leur territoire.

Le rassemblement de populations en un espace créa d'emblée un problème d'usage et de gestion territorial (MESSU, 2021 :7). Les Walèbo participèrent à plusieurs conflits pour consolider leur espace politique. D'après CHAUVEAU (1979 :170), une guerre les opposa aux Aïtou en 1885. Les sources orales recueillies à Toumodi¹ et KOUADIO-TIACOH (1983 : 37) la situent à la fin du règne de Koua Niangoin. Il est plus prudent de situer le conflit contre les Aïtou entre 1860 et 1865. En effet, au cours de la guerre, les Walèbo se défendirent seuls. À l'évidence, le conflit fut antérieur à l'alliance Walèbo-Saafwè conclue sous la chefferie de Niangoin Kouassi. En tant qu'alliés, les Saafwè furent dans l'obligation de soutenir militairement les Walèbo. Pourtant, après l'alliance avec les Walèbo, ils participèrent à la guerre contre les Wamla (CHAUVEAU, 1979 : 170). En plus des Aïtou et des Wamla, les Walèbo menèrent des guerres contre les Faafwè.

Au sujet, des motifs de la guerre Walèbo-Aïtou, KOUADIO-TIACOH (1983 : 37) hésite entre une affaire dette impayée et une affaire d'adultère. Il n'est pas douteux qu'une dette impayée provoqua la guerre. Cependant, l'adultère constitua un motif suffisant pour entrer en guerre. Dans l'antiquité, l'adultère de Paris avec Hélène provoqua l'invasion de Troie par les Grecs. Il fut toujours perçu comme un déshonneur pour l'époux cocu. Les attaques des Aïtou contre Lomo, Assounvouè, Blè et Toumodi indique qu'un problème plus profond opposa les deux sous-groupes. C'est l'avis de N'Gotta Kodjo Stanislas² qui avance la thèse d'un litige foncier. Le même motif fut à l'origine des affrontements avec les Wamla³. Cependant, une tentative d'appropriation de gîtes aurifères expliqua les guerres incessantes contre les Faafwè (CHAUVEAU, 1979 : 169). Les gîtes aurifères découvertes par les Faafwè furent convoités par les Walèbo. Leurs voisins saafwè et n'zikpli eurent les mêmes intentions. La convergence de leurs ambitions conduisit à une alliance militaire.

¹Entretien avec Nanan Konan N'Guessan, 78 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 16h 22mn.

Entretien avec N'Gotta Kodjo Stanislas, 79 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 9h 47mn.

²Entretien avec N'Gotta Kodjo Stanislas N'Gotta, 79 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 9h 47mn.

³ Entretien avec N'Gotta Kodjo Stanislas N'Gotta, 79 ans, le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 9h 47mn.

2.2. L'alliance avec les Saafwè et les N'Zikpli:

L'alliance entre les Walèbo, les Saafwè et les Nzikpli ne fut pas le premier dans l'Angonda. Les Faafwè et les Akwè de Duokro scellèrent l'une des alliances les plus suivies. Au nom de cette alliance, Duokro intervint quelques fois aux côtés des Faafwè à l'occasion des conflits (CHAUVEAU, 1979 : 60). Plus tard, les Saafwè tentèrent de s'appropriier par la force les gîtes aurifères de leurs voisins faafwè. Mais, ils furent vaincus (Chauveau, 1979 : 169). Au lendemain de la guerre, les Saafwè manifestèrent le désir de s'allier aux Walèbo. Ils envoyèrent une délégation, dirigée par Assoua Aka, à Toumodi¹. Koua Kouadio-Tiacoh représenta les Walèbo. Les deux parties scellèrent un pacte à serment en jurant sur leurs divinités tutélaires respectives². En vertu de cette alliance, les Saafwè apportèrent leur soutien aux Walèbo en guerre contre les Mamla. Pour leur part, les Walèbo agirent comme alliés des Saafwè dans le conflit qui les opposa aux Faafwè de Kplessou.

Peu après 1870, deux villages n'zikpli, notamment Akakro-N'Zikpli et Kouamé Bonou, entrèrent en conflit armée (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 39). L'intervention des Walèbo permit de ramener la paix. Eu égard à cette intervention salutaire, les N'Zikpli décidèrent de rejoindre l'alliance Walèbo-Saafwè. L'alliance fut scellée à Kouamé Bonou et à Akakro. Car les systèmes d'alliance constituèrent des institutions à la disposition des personnes, des peuples entre lesquels le conflit ne saurait avoir droit de citer (N'DA, 2018 : 21). Les alliances favorisèrent le rapprochement de sous-groupes potentiellement adversaires. Elles garantissent en même temps l'absence de guerre et l'entraide entre les parties contractantes. Dans le Bas-Bandama, les Elomwen nouèrent une alliance quasi-similaire avec les Agni Alangwa. Au nom de celle-ci, ils bénéficièrent du soutien de leurs alliés dans la guerre contre les Dida (KOUADIO, 2022 : 321).

Tout territoire fut d'emblée à concevoir comme l'espace d'exercice d'une autorité (MESSU, 2021 : 7). En 1893, avec l'intrusion française dans la vie politique de l'Angonda, les Walèbo adoptèrent une posture de collaborateurs. Une amitié naquit entre eux et les Français. En guise de reconnaissance, les colonisateurs français permirent aux Walèbo d'asseoir leur autorité politique sur plusieurs sous-groupes.

3. L'amitié avec les Français et l'autorité politique des Walèbo (1893-1957):

En 1893, toutes les chefferies passèrent sous l'autorité des colonisateurs français. Les chefs de Toumodi collaborèrent avec eux. Avec l'aide des Français, l'autorité politique des Walèbo s'étendit aux Faafwè, aux N'Zikpli et aux Saafwè passèrent sous leur autorité politique.

¹ Assoua Aka fut le fils de Kimou Assoua, fondateur d'Assouakro.

² Entretien avec Aka Zogbé Amani Noël, 68 ans, le 29 janvier 2023 à Assouakro à 16h 32mn.

3.1. L'amitié des chefs de Toumodi avec les Français:

À son arrivée en Côte d'Ivoire, Marchand reçut pour mission de rechercher une voie commerciale reliant l'océan au Soudan. Tyasalé constitua un verrou à lever pour progresser vers l'intérieur. Il fut conquis en 1893. La prise de Tyasalé ouvrit la voie à l'exploration de l'Angonda par les Français. Il poursuivit sa route en direction de Toumodi où il fut accueilli et hébergé par Niangoin Kouassi en personne (KOUADIO, 2015 : 156). Menacé de mort par les Walèbo, il dut son salut à l'hôte. Celui-ci refusa de le livrer prétextant la tradition baoulé liée à la protection des étrangers. En effet, à l'instar de la plupart des sociétés africaines, les règles coutumières recommandèrent l'accès de l'étranger au gîte, couverts et protection par l'hôte. Pour faciliter le passage de son hôte en territoire saafwè et les n'zikpli, Niangoin Kouassi fit accompagner Marchand de son neveu Koua Kouadio-Tiacoh (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 53-54). Koua Kouadio-Tiacoh fut bien connu des N'Zikpli et des Saafwè pour avoir été un acteur de l'alliance Walèbo-Saafwè.

La bonne disposition de Niangoin Kouassi à l'égard du capitaine apparut comme le signe d'une amitié aux yeux des colonisateurs. En guise de reconnaissance, les Français érigèrent Toumodi en chef-lieu de cercle du Baoulé en 1896 puis de cercle du Baoulé sud en 1901 (KOUADIO, 2015 : 164-167). Les exemples de reconnaissance au dévouement des chefs collaborateurs ne manquèrent pas en Côte d'Ivoire. NtakpéSoboa¹, qui se rallia aux Français contre les Abbey en 1910, fut nommé chef suprême des Abbey en 1911 (MIRAN-GUYON, 2018 : 231). Chez les Akwè, Kouassi Ngo obtint la même distinction pour son soutien à l'armée coloniale en 1909².

En 1895, Niangoin Kouadio succéda à Niangoin Kouassi à la tête de la chefferie villageoise de Toumodi (TANOHI-NIANGOIN, 2019 : 33). Il fut le fils de Koua Niangoin et le frère cadet de son prédécesseur. Contrairement aux deux premiers chefs, il eut un règne éphémère. KOUADIO-TIACOH (1983 : 58) attribua ses actions au précédent chef. En 1899, il donna aux colonisateurs une nouvelle preuve d'amitié des chefs de Toumodi. À cette date, une coalition de guerriers walèbo et ngban assiégea le poste de Toumodi auquel elle mit le feu. Le domicile de Niangoin Kouadio servit de refuge à l'administrateur Maurice Delafosse jusqu'à l'arrivée des renforts. Tout comme son frère, il apporta son aide à un colonisateur français. Son acte lui coûta la vie. Sa mort douteuse en 1900 fut attribuée à des représailles menées par des groupes résistants. Toutefois, la chefferie traditionnelle de Toumodi en tira profit. En 1934, l'administration coloniale leur octroya une

¹NtakpéSoboa fut le leader de la résistance armée abbey en 1905 avant de se rallier à la cause française en 1910.

²ANS, 5G52 (144), Correspondance du lieutenant-gouverneur au gouverneur général, Bingerville le 27 juillet 1909.

chefferie cantonale. L'institution du canton en Côte d'ivoire permit aux Walèbo d'étendre leur autorité politique à des sous-groupes voisins.

3.2. L'autorité politique des Walèbodans l'Angonda:

L'arrêté n°3206 du 10 octobre 1934¹, instituant le canton, bouleversa la structure politique préétablie. Dès son institution, Koua Kouadio-Tiacoh exerça les fonctions de chef de canton. Selon l'arrêté du 1^{er} octobre 1934, le chef de canton fut choisi parmi les descendants de la lignée des chefs désignés par la tradition. À cet égard, la désignation de Koua Kouadio-Tiacoh respecta l'esprit et la lettre de l'arrêté. En effet, Koua Kouadio-Tiacoh fut le petit-fils de Koua Koko, sœur de Koua Niangoïn et de Koua Kouassi Nanglé. La création du canton walèbo eut une incidence sur certains sous-groupes comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau : Les villages du canton walèbo à partir de 1934

Chef-lieu	Sous-groupe	Villages
Toumodi	Faafwè	N'Doukahakro
	Nzikpli	Akakro-Nzikpli, Anikro, Dougba, Kadiokro, Kouamé-Bonou, Toto Kouassikro, Zahakro
	Saafwè	Ahouékro, Assouakro, Bonikro, Kahankro, Mougnan, N'Guessanbakro, Yobouekro
	Walèbo	Assafou, Assounvouè, Blè, Djangoméno, Lomo, Tafissou, Toumodi

Source : ANCI, Sans série, Cercle de Dimbokro, Subdivision de Toumodi, Rapport politique du chef de subdivision Raymond Samson, année 1953, Annexe II, Toumodi le 8 février 1954.

L'observation du tableau permet de se rendre compte que le canton regroupe l'ensemble des villages walèbo, nzikpli, saafwè et un village faafwè. L'intégration des Nzikpli et des Saafwè tint compte de l'alliance scellée par ces sous-groupes et les Walèbo. La présence du seul village faafwè s'expliqua par la configuration du village. En réalité, fondé par les Faafwè, le village compta des Nzikpli (KOUADIO-TIACOH, 1983 : 3). Dans l'Angonda, l'organisation politique précoloniale fut territoriale. L'échelon politique le plus élevé s'arrêta à la chefferie ancestrale. La chefferie villageoise constitua l'entité politique dominante du pays baoulé (KOUADIO, 2019 : 296).

La division du territoire en cantons renforça certaines chefferies aux dépens d'autres (GOEH-AKUE, 1999 : 47). Dans l'Angonda, l'autorité politique des Walèbo s'en trouva plus étendue. Car, les N'Zikpli, les Saafwè et des Faafwè passèrent sous l'autorité des Walèbo. Dans le domaine administratif, le chef de canton constitua un relais de l'administration coloniale. À ce titre, il apparut comme le représentant du chef de subdivision dans sa circonscription.

¹ ANS, 5G11 (17), Réorganisation indigène en Côte d'Ivoire, Arrêt n°3206 portant création du canton, 10 octobre 1934.

Devenu chef de canton en 1944, Lambert Yao Kpli Kouadio-Tiacoh affirma son autorité. Cumulant les postes de président du Syndicat Agricole Africain et de secrétaire général du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à Toumodi, il n'hésita pas à défier l'autorité de l'administration coloniale. En 1948, l'administration coloniale fixa le prix du cacao à 53,24F le kilogramme pour la campagne 1948-1949 (KOUADIO, 2015 : 341). Conformément au mot d'ordre de son parti, il organisa le boycott des produits européens à Toumodi. Malgré les injonctions de l'administration coloniale, il maintint le boycott. En 1953, il contesta le projet de construction de la voie Abidjan-Bouaké. En effet, le plan de lotissement de Toumodi prévit le contournement du centre-ville par la route Abidjan-Bouaké et la destruction de la forêt sacrée. Dans un courrier en date du 25 octobre 1955, adressé au commandant du Cercle de Dimbokro, il proposa deux modifications au plan : le maintien de la forêt sacrée et la traversée de la ville par la voie principale (DUBRESSON, 1991 : 41). En 1957, les propositions du chef de canton l'emportèrent sur le projet de lotissement initial.

Conclusion:

Au terme de la réflexion, il convient de retenir que les Walèbo dont l'installation dans l'Angonda fut postérieure à celle des autres sous-groupes baoulé, réussirent à s'appropriier un territoire par une installation pacifique, par la défense de leurs terres et par des alliances. Par ailleurs, ils affirment leur autorité politique en se liant d'amitié avec les colonisateurs français.

L'étude a fait ressortir les stratégies d'appropriation et de consolidation d'un territoire par les Walèbo ainsi que leur influence politique dans l'Angonda. Pour s'appropriier un territoire, les Walèbo eurent recours à une installation sur des terres vacantes et à des négociations avec les populations déjà installés. Les guerres contre les Aïtou et les Wamla et les alliances scellées avec les Saafwè et les N'Zikpli leur permirent de consolider leur territoire. Elles contribuèrent aussi à asseoir leur influence politique. Celle-ci s'exerça directement sur les chefferies saafwè et n'zikpli, mais indirectement aux autres chefferies de l'Angonda.

Au cours de la recherche, il a été donné de constater que la succession à la tête de la chefferie traditionnelle walèbo de Toumodi se fit en ligne patrilinéaire directe ou latérale. Cette pratique, existant uniquement chez les Kodê et chez les Gblo, ouvre des pistes de recherche sur la question des règles successorales en pays baoulé.

Les archives:

1. ANCI, Sans série, Cercle de Dimbokro, Subdivision de Toumodi, Rapport politique du chef de subdivision Raymond Samson, année 1953, Annexe II, Toumodi le 8 février 1954.
2. ANS, 5G11 (17), Arrêté n°3206/BP du 10 octobre 1934, portant sur l'Administration indigène en Côte d'Ivoire.

3. ANS, 5G52 (144), Correspondance du lieutenant-gouverneur au gouverneur général, Bingerville le 27 juillet 1909.

Les entretiens:

Nom et prénoms	Age	Fonction	Date, heure et lieu d'entretien	Thème d'entretien
Aka Zogbé Amani Noël	68 ans	Porte-parole du chef de village	Le 29 janvier 2023 à Assouakro de 16h 32mn à 18h 05mn.	L'alliance entre les Saafwè et les Walèbo
Nanan Konan N'Guessan	78 ans	Chef de village	Le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 16h 22mn	Histoire de Toumodi
N'Gotta Kodjo Stanislas	79 ans	Notable	Le 28 janvier 2023 à Toumodikro à 9h 47mn.	La guerre entre les Walèbo les Aïtou
Entretien public à Lomo			02 février 2023 à Lomo de 17h à 18h 34mn	La mission punitive contre les Swamlin et la fondation de Lomo

Les Sources écrites :

1. Anonyme, (1953), *Dépouillement des archives de Bouaké*. Abidjan : ORSTOM.
2. TANOI-NIANGOIN, F. (2019), *Gouvernance Traditionnelle du village de Toumodi : Les fondements de la dynastie des descendants de Koua-Niangoin*. Toumodi.

Les études:

1. ALLOU, K. R. (2003). Confusion dans l'histoire des Baoulé, à propos de deux reines. Abraha Pokou et Akoua Boni. *Journal des Africanistes*, 73 (1), 137-143.
2. ALLOU, K. R. (2000). *Histoire des peuples de civilisation akan. Des origines à 1784*. (Thèse de Doctorat d'État). Université de Cocody.
3. CHAUVEAU, J-P. (1979), *Notes sur l'histoire économique et sociale de Kokumbo et sa région (Baoulé-Sud, Côte d'Ivoire)*. Abidjan : ORSTOM.

4. DUBRESSON, A.(1991).*Les politiques locales de la ville. Loin d'Abidjan : les cadres, urbanistes de l'intérieur. La préfecture de Toumodi : Sociologie et Géographie politiques de la production de l'espace habité.* Abidjan : ORSTOM.
5. FRIDE, B.(1963).*Étude régionale de Bouaké, Tome1 : Le peuplement.* Abidjan : Ministère du plan.
6. GOEH-AKUE, A. N. (1999). Relations entre autorités traditionnelles et pouvoir public moderne au Togo : repères, atouts et limites au développement local. *Revue CAMES – Série B*, (1), 45-51.
7. KOFFI, K. S.(2015).Les Ngban de l'Ano et du Baoulé : Implantation, évolution et réaction à la conquête coloniale(1734-1920).(Thèse de Doctorat Unique). Université Félix Houphouët-Boigny – Abidjan.
8. KOUADIO, K. D. (2022). Implication de la localité de Tyasalé dans les relations Agni-Baoulé au lendemain de leurs migrations (1733-1780). *Nzassa*, 2 (9), 315-326.
9. KOUADIO, K. D.(2019). Les Français et la structure du pouvoir politique ngban de 1893 à 1950. *Les Cahiers de l'IGRAC*, 1 (16), 289-313.
10. KOUADIO, K. D.(2015).Le Baoulé Sud face à la présence française de 1891 à 1953, (Thèse de Doctorat Unique). Université Alassane Ouattara – Bouaké.
11. KOUADIO-TIACOH, G.(1983).*Dans le pays baoulé : Monographie de la commune de Toumodi, origine et histoire.* Abidjan : sans maison d'Édition.
12. MESSU, M. (2021). Le territoire ou l'espace du politique. *Canadian Journal of Regional Science*, 44 (2), 5-11.
13. MIRAN-GUYON, M. (2018). ObodjiSoboa, chef supérieur des Abbey en Côte d'Ivoire coloniale. La mémoire oubliée d'un homme puissant. *Afrique contemporaine*, 3 (267-268), 221-249.
14. N'DA, P.(2018).*Alliances à plaisanterie, proverbes et contes en Afrique de la tradition : Pour une société d'entraide et de justice.*Paris :L'Harmattan.

اصلاحات شارل جونار بالجزائر 04 فيفري 1919

The reforms of Charles Junar in Algeria 04 February 1919

أ.د احمد مسعود سيد علي

قسم التاريخ جامعة محمد بوضياف المسيلة

البريد الالكتروني

ahmedmessoud.sidali@univ-msila.dz

ت. الإرسال: 2023 - 10 - 10	ت. المراجعة: 2023-11-17	ت. القبول: 2023-11-18
----------------------------	-------------------------	-----------------------

الملخص:

تنشد هذه الدراسة محاولة لإعادة رصد روح التشريعات الفرنسية الاستعمارية وتعاطيها مع المسألة الجزائرية تشريعات انتقينا منها إصلاحات شارل جونار في فيفري 1919، بما شكلته من سابقة فريدة من نوعها أقدمت عليها إدارة الاحتلال الفرنسية مقارنة بحزمة القوانين الاستثنائية التي كانت تسن في تسيير شؤون الجزائريين ، وفي قمة هرم هاته القوانين قانون الأهالي ومنه ارتأينا الوقوف عند السياق العام لصدور هذه الإصلاحات وارتباطاتها بحركة التطور التي شهدتها النظام الاستعماري الفرنسي في تسيير قضايا مستعمراته على شاكلة المستعمرات الانجليزية (ظهور نظام الدومنيوم..الكومنويلث...) دواعيها الآنية أي دوافع هذه الإصلاحات الذاتية والموضوعية. هذا وقد اعتمدنا في هذه الدراسة بدرجة رئيسة على الجريدة الرسمية للجمهورية الفرنسية، فضلا عن بعض الصحف العربية والفرنسية.

الكلمات المفتاحية: المسألة الجزائرية، الاستعمار الفرنسي، النخبة الجزائرية، الاصلاحات الفرنسية، إصلاحات شارل جونار

Abstract

This study attempts to recapture the spirit of the French Colonial legislation, and its handling of the Algerian issue. From this legislation, we have selected, the reforms of Charles Junar in February, 1919 as they constituted a unique precedent, set by the French Occupation Administration, compared to a list of exceptional laws that were legislated in conducting the matters of the indigenus. Hence; we decided to stand at the first and the most important law (The indigenus law) and from it, to look at the general context of the issuance of these reforms and their connection with the development movement witnessed by the colonial system in dealing with its colonies (in the manner of the English colonies in particular, with the appearance of the Dominion...the Commonwealth...) or the ideas which came from the east. In this study we relied on the official journal of the republicans well as some Arabic and French newspapers.

Keywords: French Occupation, The indigenus law, French reforms, the reforms of Charles Junar

E-mail de correspondance : sidali_280@yahoo.fr

مقدمة:

شكلت مشاركة الجزائريين في الحرب العالمية الأولى عبر إقحامهم من قبل إدارة الاحتلال الفرنسي ضربة أخرى من الضربات الموجعة التي تلقاها الشعب الجزائري مع مطلع العشرين بعد أن غدا درعا بشريا ومخزونا ماديا يسخر قسراً في الجبهات الأمامية للقتال ويُلبي مطامع قوى الاستعمار والامبريالية التي أجبرته عن الدفاع عن أراضيها المتنازع عليها أوروبا، فضلاً عن مبدأ لا مساواة الذي عانوا منه خلال الخدمة العسكرية الإجبارية مقارنة بالفرنسيين في الحقوق. عبر هذا كله لاحت لديهم أفقا واعدة تبلور خلالها وعيهم التحرري بما رأوه في أوروبا من حريات كان يتمتع بها الفرد وتعلقوا بعود كانت إدارة الاحتلال قد وعدت بها حركة الشبان الجزائريين (محمد بن رحال، بوضربة...) الذين طالبوا بها خلال صدور قانون التجنيد الإجباري 1912 وعود تتعلق بالمواطنة مقابل المشاركة في الحرب.

في هذا السياق جاءت إصلاحات فيفري 1919 مستوحاة من الإصلاحات التي انطلقت في خلال الحرب العالمية الأولى، بدءا بمرسوم 13 جانفي 1914 الذي رفع من عدد المستشارين العامين المسلمين في البلديات من الربع إلى الثلث، فضلاً عن السماح للشبان الجزائريين الذين خدموا في الجيش الفرنسي أن يصوتوا في الانتخابات المحلية، و مشاريع إصلاحية أخرى من أجل حل المسألة الأهلية كتلك التي عرضت أمام غرفة النواب الفرنسية-خمسة مشاريع قوانين خلال الحرب- حول تخفيف شروط الحصول على المواطنة الفرنسية بالنسبة للمجندين.

والظاهر أن هذه المشاريع قدر لها أن ترى النور بعد أن توفرت لها جملة من العوامل والظروف كان على رأسها إقحام الجزائريين في الحرب العالمية الأولى وتجنيدهم فيها قسراً استجابة لنضال النخبة الجزائرية التي كانت ترفع باسم الشعب الجزائري .

وعليه جاءت هذه الدراسة ضمن محاولة لإعادة رصد إصلاحات شارل جونار في فيفري 1919 في الجزائر واستجلاء سياقاتها ضمن حركة تطور الاستعمار بالجزائر، هل جاءت كاستجابة آنية قدمتها سلطات الاحتلال؟ أم جاءت جراء ضغط قامت به النخبة الجزائرية؟ او بسبب حركات تمرد (ثورات بني شقران، عين بسام، ثورة الاوراس، الهقار...) التي أخذت تلوح في الأفق وتندر بانفجار الأوضاع؟ أم ان هذه الإصلاحات جاءت ضمن السياق العام لتطور الحركة الاستعمارية مع نهاية ق 19 ومطلع ق 20 بسبب تنامي سياسة التكالب الاستعماري بين القوى الكبرى؟.

1-السياق العام لظهور قانون 04 فيفري 1919 م :

لم يقدر لقانون شارل جونار أو سلسلة الإصلاحات أن ترى النور الا إثر مشاورات طويلة بين الحاكم العام في الجزائر شارل سيليتي جونار و رئيس الحكومة الفرنسي جورج كليمنصو، و كذلك التعديلات التي أدخلها مجلس الشيوخ تم التصويت على القانون الذي سوف يعرف بقانون 04 فيفري 1919 بتصويت 166 عضو مؤيد للقانون مقابل 53 صوت معارضا له (أجرون، 2007: 869).

حينها كتبت بعض الصحف الفرنسية أن اصدار هذا القانون و التصويت عليه بأغلبية هو نصر لليبيراليين، و أن هذا القانون جاء كخاتمة لمرحلة بدأت منذ بداية الحرب العالمية الأولى. و قد جاء القانون نتيجة لتضافر جملة من العوامل الخارجية والداخلية نذكر منها:

1.1/ عوامل خارجية:

لعبت أفكار الجامعة الإسلامية التي كان يروج لها العالم جمال الدين الافغاني عبر مجلة العروة الوثقى والمنار رفقة الشيخ عبده إثر زيارته للجزائر سنة 1903 دور رئيس في انبعاث حركة الإسلام السياسي بكل ما تحمله الكلمة من معنى بحيث بدأت تتراجع في الجزائر القوى التقليدية الاسمية التي كانت تحدر الشعب وتنشر في الأفكار القدرية التي تخدم الاستعمار عبر الطرق الصوفية المبتدعة وبداية ظهور تيار إصلاحى إسلامي استلهم أفكاره من المشرق العربي - الشيخ بن باديس - تيار سرعان ما هيكل نفسه ضمن إطار جمعوي ساهم مساهمة كبرى في إعطاء بعداً فعالاً للإسلام السياسي الذي استلهم من أفكار الجامعة الإسلامية بالجزائر مع مطلع القرن العشرين.

كان للدعاية الألمانية في صفوف المجندين العرب والتي امتد وقعها لدى الجزائريين المجندين في الحرب وضمن الجبهات القتالية وقد ساهمت جريدة الجهاد التي كانت تصدر ببرلين سنة 1916، مساهمة فعالة في تأثر الجزائريين بذلك، وقد عاد هؤلاء في فترة ما بعد وخلال الحرب بعد فترة تجنيدهم الى ديارهم بالجزائر وذكروا لذويهم مأساتهم في جبهات القتال وكيف استعملوا كدروع بشرية ووصفوا جن الجنود الفرنسيين أمام الجنود الالمان، كما روى بعض من أسر منهم لدى الالمان كيف كان الجنود الالمان يعاملونهم معاملة حسنة خلافاً للجنود الأسرى الفرنسيين، حتى أن بعضهم نظم أشعار في هذ الصدد أشاد بها بشجاعة الجنود الأمان أمام جن الجنود الفرنسيين، وقد خلد هاته البطولات التي ساهمت بقدر كبير في تخلص الجزائريين من عقدة الخوف من المستعمر

وأسطورة التفوق ضمن قصيدة شعر شعبي لازالت تتداول بعض أبياتها عند فئات جد قليلة من كبار السن.

بالإضافة إلى ذلك كان قيام الثورة العربية بقيادة شريف حسين في أراضي الجزيرة العربية سنة 1916 ضد التيار التوراتي التركي وبداية انتشار أفكار التحرر و الاستقلال العربي، صدى لم يظهر وقعه الا عبر ركب الحج و لأجل ذلك راحت فرنسا او إدارة الاحتلال تصدر قانون منع الحج مبكر سن 1908.

كما كان لمبادئ ويلسن الأربعة عشرة خاصة البند المتعلق بحق تقرير المصير لشعوب المستعمرات خاصة الفئات التي شاركت قسرا في جبهات القتال بحيث نملت من الأفكار التي كان يتداولها الجنود الأوربيون في خنادق القتال. زد على ذلك، انتصار الثورة الشيوعية في روسيا في أكتوبر 1917، وما خلفته من بداية فعلية لتقهقر صرح الإمبريالية العالمية بازدياد الوعي العمالي البروليتاري و ظهور الأحزاب الشيوعية بحيث ظهر الحزب الشيوعي في فرنسا سنة 1922، وساهم ظهوره في انخراط فئة العمال الجزائريين في الجمعيات والنقابات التابعة له، انخراط أسهم مساهمة كبرى في اكتساب الجزائريين أساليب جديدة في النضال مثل التظاهر والتجمع والإضرابات. كل ذلك جعل الجزائري يتخلى عن أسلوبه التقليدي في النضال ضد الاستعمار من سياق القبيلة الى الحزب فغدا بذلك ولاؤه إلى الحزب بعد أن كان للقبيلة والعرش ومنه فلا غرابة أن نرى أنه بظهور حركة النجم الشمال الافريقي في مارس 1926 بدأت جحافل الجماهير التي أنهكها الفقر والجوع والأمية في الريف الجزائري تنتقل الى المدينة أملا في الحصول على عمل، وهناك غدت هاته الفئات تؤطر ضمن التنظيمات التي أخذ يستحدثها حزب الشعب أو جمعية العلماء المسلمين واتحاد الشعب الإسلامي بقيادة فرحات عباس قبل الحرب العالمية الثانية(زوزو، 1985:57).

2.1. العوامل داخلية

ارتبط إصدار قانون فيفري 1919 بعوامل أخرى داخلية لا تقل أهمية عن العوامل الخارجية إذ أنه ومع مطلع القرن العشرين اتخذ الجزائريون أساليب جديدة في النضال مما ساعد في انبعاث الحركة الوطنية الجزائرية في ثوبها الجديد الذي تميز بالسلمية المطلبية والذي تجلّى من خلال تلك الوفود الاهلية التي قدمت ما بين 1900-1914م عديد من المطالب للسلطات الفرنسية في باريس كعلامة ثقة وكانت تلك المطالب تركز على إلغاء قانون الأهالي البغيض الذي كان يشكل مطلب لجميع تيارات الحركة الوطنية الى غاية الغائه سنة 1947 بالإضافة إلى تخفيض الضرائب و إلغاء المحاكم الرادعة و زيادة فاعلية التمثيل النيابي و تحسين التعليم(سعدالله، 1992: 258)

كما أن تفعيل فرنسا لقانون منع الحج الذي جاء جراء الهجرات الكبرى التي أعقبت قانون التجنيد الاجباري سنة 1912 ، كهجرة ساكنة تلمسان إلى المشرق العربي. (جونسون، : 72) دور كبير في سن القانون الذي جاء كذلك بعد ازدياد حجم الاعتداءات على الأشخاص الأوربيين (377 هجوم سنة 1916) و ضد أملاكهم (1144 هجوم) (المدني، 1971: 161). حتى أن بعض تقارير الشرطة الفرنسية في مدن الشرق الجزائري استيقظت ذات يوم من أوت 1914 على ملصقات وكتابات جدارية وعلى أشجار جاء فيها "لقد جاء اليوم الذي سيطرد فيه الرومي بن رومي الى ما وراء البحر" (حربي، 1984:44)

ضف إلى ذلك، عرفت تلك الفترة بداية تشكل رأي عام فرنسي ليبرالي جاء نتيجة بروز بعض الشخصيات الليبرالية المتعاطفة مع الجزائريين الذين كانوا يلحون من أجل اصلاح الأحوال في الجزائر و من بين هؤلاء نذكر: روزي، ليغ، ميللي، موتي، فيري، بورد، جوريس. هذا الرأي أخذ يحمل أفكار ليبرالية في تعاطيه مع مسائل المستعمرات الفرنسية والجزائر كانت احدها، وقد عبر هؤلاء عن رأيهم من خلال صحفهم مثل مجلة باريس التي نادى بضرورة إحداث إصلاحات تخدم مصلحة الأهالي وقد كتبت في هذا الصدد "اننا لا نكتفي بأن نطلب منهم الرضوخ لنا ... لكننا في وطيس الحرب نخطب ودهم و نستدعيهم للجيش" (دياكوف، 2015: 188). و في مطلع سنة 1916 انضمت جمعيات الحلف الفرنكو-إسلامي، رابطة حقوق الانسان، و لجنة شمال افريقيا للعمل الفرنكو-إسلامي لهاته الفئة الليبرالية وتبنت مطالب الموالين الجزائريين في البرلمان الفرنسي. (سعدالله، 1992: 259) و(دياكوف، 2015: 190) .

وفي الأخير نجد الإشارة إلى ظهور سلسلة من المشاريع الإصلاحية التي تقدمت بها الحكومة الفرنسية الى البرلمان الفرنسي ونواب من هذه الهيئة كجورج ليق، دوازي، ألين روزي، بوسونو، بليسين، أوتراي، فيوليت لاقروسيلير لحل المسألة الاهلية، بحيث عرضت أمام غرفة النواب خمسة مشاريع قوانين تضمنت محاولة محتشمة خوفا من اللوبي الكولونيالي لتخفيف شروط الحصول على المواطنة الفرنسية بالنسبة للمجندين و المتقاعدين المسلمين في الجيش (دياكوف، 2015: 188-189).

2. محتوى القانون وإجراءاته التنظيمية:

في الرابع من شهر فيفري 1919م أصدر البرلمان الفرنسي نص قانون خاص بالجزائريين دخل ضمن سلسلة الإصلاحات التي تقدم بها البرلمان الفرنسي منذ 1914، وقد ضم هذا القانون قسما سنتناول القسم الأول و بعض مواده الا تي تخص شروط حصول الأهالي الجزائريين على حق المواطنة:¹

المادة الأولى: يحق للأهالي الجزائريين الحصول على صفة المواطن الفرنسي بموجب أحكام قانون السيناتوس كونسولت لعام 1865م وبموجب هذا القانون.

المادة الثانية: كل جزائري اهلي يتمكن وفق او بناء على طلبه على صفة المواطن الفرنسي إذا استوفى الشروط التالية :

- أ. لم يسبق له ان أدين من الطرف المحاكم الفرنسية الردعية او المدنية بجناية او جنحة تنتهي به الى فقدانه الحقوق السياسية لم يصدر في حقه عقوبة تأديبية سوأءا بسبب اعمال عدائية ضد السيادة الفرنسية، او القيام بأعمال تحريضية سياسية او دينية، او سلوك من المحتمل ان يقوض الامن العام.
- ب. ان يكون قد مكث دون انقطاع لمدة عامين متتاليين في نفس البلدية سوأءا في فرنسا او الجزائر او في الدائرة الإدارية الاستعمارية او في محمية فرنسية، علاوة عن ان يكون قد أدى الخدمة العسكرية في الجيوش البرية او البحرية الفرنسية، مع مبرر حسن السيرة و السلوك بشهادة من القيادة العسكرية، أن يكون موظفا في منصب عام انتخابي وأن يكون حاصل على وسام فرنسي أو وسام فخري ممنوح من الحكومة الفرنسية وأن يكون مولوداً من أمتجنسا بالجنسية الفرنسية، وأن كون عمره 21 سنة.

المادة الثالثة: الأهلي المسلم الجزائري الذي يرغب في التجنس بالجنسية الفرنسية التامة طبق هذا القانون يجب أن يخاطب قاضي الصلح او السلطة التي تحل محله بطلب من نسختين.

المادة الرابعة: في غضون الشهر التالي لتسجيل الطلب في مكتب قاضي الصلح. يستدعي قاضي الصلح مقدم الطلب، يتحقق مما إذا كان يستوفي الشروط اللازمة ويبلغ الشخص المعني بنتائج هذا الفحص لرئيس البلدية أو

¹. Jounal Officiel de la République Française, 1919

المسؤول عن بلدية محل إقامته. و إلى وكيل الجمهورية أو إلى الحاكم العام الذي في غضون خمسة عشر يوماً يقر بالاستلام وتقديم الملاحظات التي يرونها مفيدة..

المادة السادسة: يتم الإعلان عن قبول أو رفض طلب المتقدم للحصول على المواطنة خلال شهرين من تسجيل الطلب لدى كاتب المحكمة المدنية. في جلسة الاستماع العامة الأولى يصرح بأن مقدم الطلب يستوفي الشروط التي يحددها القانون ويتم قبوله في صفة المواطن الفرنسي أو رفضه.

المادة السابعة: في حالة الرفض سواء من قبل الحاكم العام أو من قبل المدعي العام يتم إخطار المعني.

المادة الثامنة: تجديد طلب الحصول على المواطنة لا يكون بعد الرفض الا بعد خمس سنوات من تقديم الطلب الأول المرفوض .

المادة التاسعة: يحق للطالب أن يتقدم بالنقض على مستوى المحكمة الابتدائية فقط.

المادة الحادية عشر: آثار القرارات الصادرة تنفيذاً للمادتين 6.7 و 9 أعلاه، هي تلك التي أحقها قانون السيناتوس كونسولت لعام 1865 بقبول مكانة المواطن الفرنسي.

3. قراءة في روح القانون:

خلال وقوفنا على مجمل التدابير التي جاء بها قانون فيفري 1919، يتبين أنه وسع مجالس الهيئة الناخبة التي كانت تضم 15 ألف إلى 425 ألف (أجرون، 2007: 888)، لاختيار ممثليهم في المجالس البلدية و سمح كذلك من جهة لبعض الجزائريين لانتخاب ممثليهم في المجالس العامة لكنه قيد هذا الحق بأن لا يتجاوز عدد المنتخبين الربع و من جهة أخرى أعاد العمل بنظام الجماعة أي نظام العرش . القانون سمح كذلك بمضاعفة عدد المستشرين المسلمين في المجالس البلدية إلى 04 مستشرين لكل بلدية كانت تضم بين 100-1000 نسمة، في ظل عدم تجاوز عدد المستشرين المسلمين الثلث. (إسماعيل، 2020: 135). كما نص القانون على المساواة في الحصول على مناصب العمل - عدا المناصب السيادية- وفتح المجال حق الأهالي الجزائريين في الحصول على المناصب العمومية وخفف نسبيا العبء على الأهالي في مجال بعض الضرائب وألجم نسبيا الإجراءات القمعية لقانون الأهالي.

اصلاحات شارل جونار بالجزائر 04 فيفري 1919

وعلى الرغم من هذه الإصلاحات التي جاء بها القانون الا انه لم ينظر البتة في روح المطالب التي كانت تتقدم بها حتى النخبة الاندماجية من الأهالي الجزائريين والمتمثلة في المساواة في عدد أعضاء المجالس المنتخبة بين الجزائريين و الفرنسيين، مسألة التجنيس و المساواة بين الكولون و الأهالي حيث أبقى هذا القانون شرط التخلي عن الأحوال الشخصية مقابل المواطنة لمن طالب بحق التجنيس من الأهالي الجزائريين كما تجاهل القانون روح الإصلاحات التي جاء بها حق التمثيل النيابي للجزائريين في الهيئات الانتخابية الفرنسية بباريس (بوحوش، 1997: 218). وشكل شرط الإقامة لسنتين متتاليتين للأهالي الجزائريين كشرط مسبق للحصول على حق المواطنة عقبة في وجه الجزائريين إذ أن غالبيتهم كان عليهم التنقل بحثاً عن العمل مما جعلهم سلفاً يفقدون الأمل في الحصول على هذا الحق. وشكل شرط شهادة حسن السيرة و السلوك حرمان قبلي للطالب بهذا الحق من الأهالي الجزائريين لأن إدارة الاحتلال لن تمنحها الا لأبناء الباشوات والقياد. وعليه فقد تجنس بين (1919 و 1938) 2131 أهلي فقط من الجزائريين كما يوضحه الجدول التالي: (إسماعيل، 2020: 134)

شكل 01: جدول يوضح تجنس الجزائريين ما بين 1919 و

السنوات	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
المتجنسون وفق قانون 4 فيفري 1919	13	39	55	67	28	96	55	62	121	87	153
السنوات	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	المجموع	
المتجنسون وفق قانون 4 فيفري 1919	152	120	127	161	147	116	146	148	190	2131	

من خلال الجدول نلاحظ تطور عدد المتجنسين من الأهالي المسلمين بالجنسية الفرنسية، حيث كان عددهم 13 متجنسا سنة 1919 ليرتفع الى 121 سنة 1927 م ليستمر الارتفاع في منحنى تصاعدي ليبلغ 190

متجنس سنة 1938، وقد يرجع ذلك الى بعض التسهيلات التي منحتها السلطات الاستعمارية فيما يخص التجنيس للبعض .

4. قانون 04 فيفري 1919 وردود الأفعال الوطنيين الجزائريين والأوروبيين المستوطنين:

1.4. موقف المستوطنون من إصلاحات جوناو:

لقد اعتبر المستوطنون الأوروبيون الإصلاحات التي جاء بها قانون فيفري 1919 نافذة لا محالة سيستغلها التيار المتطرف من الوطنيين لتهديد الوجود الفرنسي بالجزائر، في حال تساوا معه في الحقوق وأصبح لديهم تمثيل نيابي ما من شك سيهدد مصالحهم خاصة في مجال توزيع الميزانية والحصول على القروض الفلاحية ...

لأجل ذلك شن المستوطنون حملة شرسة قبل و بعد صدور القانون واعتبروه فاتحة للأهالي ومطية سيتخذونها لا محال للاختباء وراء القوانين الفرنسية وركوب موجات التطرف البلشفي، الوطني والإسلامي على حد سواء² وبالرغم من التطمينات التي حاول تقديمها الحاكم العام جوناو خلال تصريح أدلى به لصحيفة برقية الجزائر والتي أكد فيها ان روح الإصلاحات في حقيقة الأمر ما هي إلا نسبية ولن تفتح الباب للأهالي لتحقيق الغلبة في صناديق الاقتراع، فضلا عن إنها لا تشمل إلا أولئك الذين دانوا لفرنسا بالولاء خلال الحرب بالإضافة إلى القيود التي اشترطها القانون للحصول على المواطنة³

على الرغم من ذلك فإن المستوطنين عارضوا هذا القانون قبل ميلاده واعتبروه دعامة للأهالي و لذلك ثارت نائرتهم، فعارضوا بكل شدة كل توسيع في الحقوق السياسية لفائدة الأهالي، مدعين على حد زعمهم بأن التوسيع في الحقوق السياسية للأهالي يترتب عنه انقلاب عظيم ينذر بتحطيم صرح السيادة الفرنسية بالجزائر. و قد بذلوا كل ما يملكون من أجل إبطال هذا القانون واتخذوا من المنابر الصحفية واجهات إعلامية اثارة الرأي العام الأوربي من المستوطنين مثل صحيفة الرسالة (messenger) التي كانت تؤكد " من المحال أن نوافق على هذا القانون الذي سيزرع البلبل و الفوضى " و صحيفة (l'Echo d'Alger) التي كتب رئيس تحريرها محتج على الإصلاحات على حد قوله " لقد ضربونا غدرا " ثم قال " ...إن المستوطنين الجزائريين الواعين بالخطر المحدق بهم سيتمكنون

². Ikdamé , 10/11/1920

³ . La Dépêche Algérienne , 13/4/1919

من تجميع قواهم حول فكرة واحدة هي أن الجزائر فرنسية⁴ و في 17 أوت عبرت نفس الصحيفة عن امتعاضها وسخطها من هذه الإصلاحات، ووجهت دعوة للرئيس الجديد للإدارة الجزائرية أي الحاكم العام "ابيل" Abbel لوضع حد لكل رغبة في الاستقلال أي استقلال الجزائريين فحين أن جل مطالبهم حينها لم تعبر صراحة عن المطلب الاستقلالي بل كانت تؤكد على المساواة لذلك دعتهم الى وضع حد وسد هاته الأبواب قبل فوات الأوان⁵

و في أثناء انعقاد مؤتمر رؤساء البلديات الجزائر في الجزائر العاصمة بتاريخ 27 ماي 1920م طالب رؤساء البلديات بالعودة إلى سياسة أهلية أكثر عقلانية و أكثر انسجاما مع متطلبات أمن السكان في المناطق الداخلية كما دعا المؤتمر الإدارة الفرنسية إلى ضرورة تعديل قانون جونار وعدم فتح باب التمثيل النيابي للأهالي بما يسمح لتسليق الجناح المتطرف من الحركة المعتدلة في النخبة الجزائرية وبالتالي المساس بسيادة فرنسا على الجزائر⁶ وهو ما يفسر تخوف هؤلاء أي رؤساء البلديات من حتى أولئك الجزائريين المعتدلين من أمثال بن حيبلس وغيرهم الذين في نظره لا مجال سيتسلقون منابر الهيئات الانتخابية عبر هذا القانون وسيصعدون من مطالبهم التي ستنتهي الى المطالبة بالاستقلال ويكفي الوقوف هنا عند الاستشهاد برأي رئيس بلدية وهران M Gasser الذي حذر فيه بعض النواب والشخصيات الفكرية الأوربيين الذي تبناوا الإصلاحات واعتبروها مجد وإحقاق لرسالة فرنسا الحضارية ، حذرهم أن هذه الإصلاحات ستفتح الباب للمتطرف الإسلامي لا مجال⁷، كما طالب رؤساء البلديات أيضا في مؤتمرهم السالف الذكر بتقوية ودعم السلطة النظامية للمسؤولين الإداريين في البلديات المختلطة ومضاعفة الإجراءات التنظيمية لنظام الاحتجاز السري الذي كانت تشرف عليه المحاكم الابتدائية كما طالبوا وبكل قوة منع مشاركة الجزائريين في انتخاب رؤساء البلديات (سعدالله، 1992، ص. 279).

أما ممثلي الكولون في المجلس المالي الجزائري فقد احتجوا على القانون و نادوا بالعودة الى العمل بقانون 15 جويلية 1914م بشأن الإصلاحات التأديبية للإداريين، و قد كانوا دهاة في الضغط على السلطات الفرنسية بما يقوض روح إصلاحات قانون فيفري 1919، بحيث ركزوا على ضرورة العودة الى العمل بإصلاحات جويليه 1915، التي أبقت على القبضة الحديدية لقانون الأهالي البغيض، وهو ما تمكنوا من تحقيقه في 4 اوت 1920م

4. l'Echo d'Alger, 10/02/1919.

5. l'Echo d'Alger, 17/08/1920

6. l'Echo d'Alger, 28/5/1920

7. El Akhebar, 13-04-1920.

بعد أن جددت السلطات الاستعمارية العمل بقانون الأهالي كما حدده قانون 15 جويلية 1914 (Nouschi, 1994 : 56)

علاوة على ذلك فقد شكل المستوطنون وفداً مكوناً من 246 عضو من رؤساء البلديات وتوجهوا الى باريس من أجل مقابلة رئيس الوزراء و إبلاغه أن قانون فيفري 1919 يعرقل مسيرة المبادئ الكبرى للسياسة الفرنسية بالجزائر القائمة على اعتبار الجزائر فرنسية، (أجرون، 2007: 869-870) كما قامت فيديرالية الفلاحين بتنظيم مظاهرة على ما أسموه بالامتيازات التي منحت للأهالي (بوحوش، 1979:100)

2.4 / موقف النخبة الفرنسية:

لقد تحكمت جملة من الخلفيات في مواقف النخب الفرنسية من قانون فيفري 1919، ونذكر منها السياق العام لظهوره بحيث أثر في تصورهم لهذا القانون. فاليساريون منهم اعتبروه يجسد مطامح فئة اقطاعية ونخبة عسكرية قدمت ولاءها للإدارة الفرنسية والجيش الاستعماري وهو ما عبّر عنه المؤرخ الفرنسي أندري نوشي بحيث رأى فيه منحة قدمت للجنود السابقين ذوي الأوسمة، و لكبار الملاك ، و للذين ترى فيهم الإدارة الفرنسية مواقف مؤيدة لها و بالتالي فان هذا القانون لم يحوي شيء يمكن أن يثير التساؤل بجديّة عن الهيمنة السياسية الأوربية (Nouschi, 1994 : 54).

وقد اعتبره كذلك المؤرخ روبرت غوتيه الذي استنكر مضمون القانون لاشتراطه على الجزائريين التخلي عن أحوالهم الشخصية الإسلامية قبل أن يسمح لهم بالحصول على المواطنة الفرنسية ، كما اعتبره خاويًا من أي اثر للإصلاحات حيث أبقى على قانون الأهالي و غيره من الإجراءات الاستثنائية كالمحاكم الرادعة و على القسمين الانتخابيين منفصلين و منع الجزائريين من التمثيل النيابي في المجلس الوطني الفرنسي، و اعتبره أهمل عمداً المجال القضائي الذي يحكم بها الأهالي الجزائريون وهو بالتالي لن يحقق إدماج الجزائر في فرنسا (سعدالله، 1992: 277) في حين اعتبرته بعض النخب الليبرالية من بين أهم الإصلاحات التي طالت المنظومة الاستعمارية الفرنسية في حكم مستعمراتها منذ القرن العشرين و من بينهم الكاتب بيرنارد و هو أحد المؤيدين البارزين للحكم الفرنسي في الجزائر الذي اعتبر هاته الإصلاحات مظهر حضاري ساهم في تكوين الجزائريين سياسيا ومدنيا (مدور، 2018: 164)، أما المؤرخ شارل اندري جوليان على الرغم من أنه انتقد بشدة العوائق التي حالت دون حصول الجزائريين الأهالي

حق المواطنة إلا أنه اعتبر إصلاحات قانون فيفري 1919 أهم تشريع فرنسي وضع للجزائريين قبل صدور دستور 1947 (مدور، 2018: 164)

3.4. موقف الوطنيين الجزائريين:

لقد جاءت الإجراءات التنظيمية التي جاءت بها إصلاحات شارل جونار فيفري 1919 محيبة لآمال النخبة الجزائرية فلا هي حققت آمالهم رغم ما قدموه من تنازلات، و ما قدموه من خدمات في الجيش بالمشاركة في الحرب و الانخراط في المجال الإداري مع القياد والباشغات... فقد كانوا يرومون تحقيق حق المواطنة و بذلك تمنحهم كامل الحقوق السياسية و المدنية كمواطنين فرنسيين في إطار القانون الإسلامي دون التخلي عن حقهم في قانون أحوالهم الشخصية، ولا هي عبرت عن طموح الفئات الواسعة من جماهير الشعب الجزائري التي لم تطلها قط إجراءاته، لقد تجاهلت فرنسا مطلب النخبة في التجنيس الجماعي فكيف بحق الفئات الواسعة من الأهالي التي لم يكن يسمع لأنين أوجاعها تحت ضربات الفقر والحرمان والأمية (سعدالله، 1992: 278).

لقد عارض فرحات عباس الإصلاحات التي جاء بها جونار واعتبرها: «لا محالة واهية، و لا تستطيع أنتكون أساسا لتشييد بناء اجتماعي صحيح و صرح محكم"، و يضيف "لم تغير من حالتنا، بل بقينا رعايا من اهل الذمة إن صح هذا التعبير، و بقيت القوانين تقوم حاجزا بين العربي و الفرنسي" (عباس، 2005: 86) كانت دلالة واضحة على أن الإصلاحات كانت في عمقها جد هزيلة لم تعالج البتة المسألة الاهلية.

أوضح فرحات عباس أيضا في كتابه الشاب الجزائري موقفه بدقة من إصلاحات فيفري 1919: «لم تستفد الجزائر المسلمة، من الإصلاحات التي جاءت بها الإدارة الفرنسية سنة 1919 حتى بعشر التضحيات التي قدمتها لأجل فرنسا من حقها أن يكون لها على الأقل حرية التعريف بمشاعرها و الدفاع عن مصالحها... اذ الظاهر أن مجرد الأنين و الصراخ هو من وجهة نظرها دليل على أسوء أنواع الجحود" (عباس، 2007: 124)

لقد عمقت هذه الإصلاحات الهوة بين الأهالي و المستوطنين و ضاعفت من اتساع حدة الصراع بين المجتمعين الأوربي والأهلي الجزائري، بل وقد قسمت هذه الإصلاحات و كيفية الاستفادة منها خصوصا فيما تعلق بالتجنيس النخبة الجزائرية التي تشكلت مع مطلع القرن العشرين إلى فئتين.

فئة مشجعة و مؤيدة للقانون سواء كان التجنيس فرديا او جماعيا و مستعدة لقبوله مع التخلي عن قانون أحوالهم الشخصية و كانت ترى في منفذ للحصول على المواطنة و منها الحصول على جميع الحقوق السياسية و الاجتماعية، و تولي المسؤوليات على قدم المساوات مع الأوربيين .

وكان لسان حال هذه الفئة جريدة التقدم من أمثال الدكتور ابن التهامي، بلقاسم إبيعزيزن، الشريف بن حبيلس، رابح زناقي، محمد بن العربي الشرشالي، الطيب ولد مرسللي، إسماعيل حامت، سعيد الفاسي، عمر بوضربة، محمد الصالح بن جلول و غيرهم(سعيدوني، 2021: 98-99).

أما الفئة الثانية و التي كان على يتزعمها الأمير خالد و قايد حمود فقد رفضت هذه الإصلاحات، جملة وتفصيل واعتبرت شرط التخلي عن قانون الأحوال الشخصية ضرب من ضروب طمس الهوية الدينية للشعب الجزائري ويفسر الأمير خالد هذ الرفض لسببين هما: أن الأهالي يرفضون مبدأ التجنيس كما جاء في قانون فيفري 1919 واستحالة صدور قرار فرنسي بتجنيس جماعي خوفا من ضياع الأقلية الأوربية في بحر الملايين من الأهالي(زوزو، 2012: 149-150).

خاتمة:

وعليه يمكننا أن نستخلص أن إصلاحات فيفري 1919 شكلت رغم عقمها أول محاولة جادة من إدارة الاحتلال الفرنسي للتعاطي مع المسألة الاهلية وفق أطر قانونية و تحضيرا لقانون أساسي للجزائريين المسلمين لن يرى النور إلا سنة 1947. كما ساهمت المستجدات التي جاءت بها الحرب العالمية الأولى و الدعاية الألمانية وما خلفته في صفوف الأسرى العرب على العموم والجزائريين على الخصوص الذين أقحموا في جبهات القتال في انتزاع عقدة الخوق التي علقت في قلوب الجزائريين. ولعبت أفكار الجامعة الإسلامية دور رئيس في إعادة ارتباط الوطنية الجزائرية في بعدها الحضاري الإسلامي مما جعل المعمرون المتطرفون ينظرون في الحركات الإصلاحيات التي ظهرت بالجزائر عشية الحرب العالمية الأولى وبعدها أنها ما هي إلا نواة لحركات إسلامية متطرفة ستعمل على تقوية العداء لفرنسا كما فعلت مع المقاومات الأولى. و رغم تخلي النخبة الاندماجية الفرنسية على أحوالها الشخصية بغية الحصول على حق المواطنة الا أنه لم يتحصل على هذا الحق الا فئة قليلة. وقد فتحت إصلاحات فيفري 1919 أفقا واعدة للحركة الوطنية الجزائرية التي راحت تنخرط في العملية السياسية التي انجرت عنها الإجراءات التنظيمية لهذا القانون

وتمكنت من الفوز في الانتخابات وتحقيق التمثيل النيابي للجزائريين، ثم وسعت من نشاطها السياسي عبر قواعدها بإنشاء تنظيمات جماهيرية شكلت منابع للحركة الوطنية أسهمت مساهمة كبرى في صنع ملحمة ماي 1945..

البيبلوغرافيا

باللغة الفرنسية

المراجع (كتب و مقالات)

1. Nouschi, A. (1994). Dans la naissance de nationalisme algérien 1914-1954 (pp. 55-56). paris: les Edition de minuit.

الصحافة

1. l'écho d'Alger. 17/08/1920.10/02/1919. 28/5/1920,
2. EL Akhbar . (13/04/1920).
3. IKdame . (10/11/1920).
4. J.O.R.F. (1919) LOIS ET DECRETS. *Journal officiel de la République française*(36).
5. La Dépêche Algérienne . (13/4/1919).

باللغة العربية:

المراجع (كتب و مقالات)

1. أبو القاسم سعدالله. (1992). تأليف 4 (المحرر)، الحركة الوطنية الجزائرية 1900-1930 (المجلد 2، صفحة 258). بيروت: دار الغرب الاسلامي.
2. الخطيب. أ. (1986). تأليف حزب الشعب الجزائري (المجلد 1، الصفحات 48-49). الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب.
3. المدني. أ. ت. (1971). تأليف هذه هي الجزائر (صفحة 161). القاهرة: مكتبة النهضة المصرية.
4. إسماعيل. ال. (ديسمبر، 2020). سياسة التجنيس بالجنسية الفرنسية في الجزائر فيما بين 1919-1939 و تأثيراتها على الحياة السياسية -قانون 04 فيفري 1919 امودجا. دورية كان التاريخية(50)، صفحة 135.
5. بوحوش. ع(1979). تأليف 2 (المحرر)، العمال الجزائريون في فرنسا دراسة تحليلية (صفحة 100). الجزائر: الشركة الوطنية للنشر والتوزيع.
6. بوحوش. ع(1997). تأليف 2 (المحرر)، التاريخ السياسي للجزائر من البداية و لغاية 1962 (صفحة 218). بيروت: دار الغرب الاسلامي.
7. جونسون. ك و ج(2014). تأليف الجزائر خارجة عن القانون (محمد معراجي، المترجمون، صفحة 72). ثالة للنشر.

8. دياكوف.ن (2015). تأليف حركة الفتیان الجزائريين في مطلع القرن العشرين (عبد العزيز بوباكير، المترجمون، صفحة 188). الجزائر: امدوكال للنشر.
9. رويير ش. اجرون. (2007). تأليف المسلمون الجزائريون وفرنسا 1871/1919. الجزائر: دار الرائد للكتاب.
10. زوزو.ع. (1985). تأليف المهجرة و دورها في الحركة الوطنية الجزائرية بين الحربين 1919-1939م (صفحة 57). الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب.
11. زوزو.ع. (2012). الفكر السياسي للحركة الوطنية و الثورة التحريرية. الجزائر: دار هومة للنشر.
12. سعيدوني.ن (2021). تأليف المسألة الثقافية في الجزائر النخب - الهوية - اللغة (الصفحات 98-99). قطر: المركز العربي للأبحاث و دراسة السياسات.
13. عباس. ف (2005). تأليف ليل الاستعمار (ابو بكر رحال، المترجمون، صفحة 86). الجزائر: دار القصبية للنشر.
14. عباس. ف (2007). تأليف الجزائر من المستعمرة الى المقاطعة الشاب الجزائري (احمد منور، المترجمون، صفحة 124). الجزائر: منشورات المركز الوطني للدراسات و البحث في الحركة الوطنية و ثورة اول نوفمبر 1954.
15. قنان. ج. (1994). تأليف قضايا و دراسات في تاريخ الجزائر الحديث و المعاصر (الصفحات 180-181). الجزائر: منشورات المتحف الوطني للمجاهد.
16. لونيسي ر. وآخرون. (2010). تأليف تاريخ الجزائر المعاصر 1830-1989م (المجلد 1، صفحة 206). الجزائر: دار المعرفة.
17. مدور. خ. (2018). الجزائريون المسلمون و المواطنة الفرنسية في الجزائر المستعمرة 1865-1962م.

المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية Commercial exchanges between the Almohad state and Italian cities

د. جمال رداحي

جامعة ابن طفيل.

raddahi.jamal@gmail.com

ت. الإرسال: 2023-10-01	ت. المراجعة: 2023-11-05	ت. القبول: 2023-11-10
------------------------	-------------------------	-----------------------

الملخص:

تسعى هذه الدراسة إلى تحديد بنية المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية، والوقوف على طبيعة هذه المبادلات، خصوصا إذا علمنا من خلال استقراء المصادر التاريخية والجغرافية، أن هذه المبادلات متنوعة ومتعددة؛ إذ همت أساسا مواد ذات قيمة كبيرة جدا خلال تلك الفترة، سواء على مستوى الصادرات أو الواردات. ومن أهم هذه المواد، نجد المعادن، والجلود، والصوف، والمواد الغذائية، والتوابل، والخشب، والمصنوعات النسيجية، والأحجار الكريمة، والجواهر ثم العبيد. ويرجع ازدهار المبادلات التجارية بين المغرب وبلدان جنوب أوروبا، خاصة المدن الإيطالية، إلى عوامل متعددة؛ منها القرب الجغرافي بين الطرفين، وكذلك انتماءهم لحوض البحر المتوسط، وانفتاحهم على البحر الذي يمكن اعتباره عاملا مهما في تواصلهم وتبادلهم التجاري. كل هذه العوامل فرضت على الجمهوريات الإيطالية العمل على ربط علاقات مع الدولة الموحدية بمجموعة من المعاهدات والاتفاقيات التي تمكنها من الحصول على بعض الامتيازات الاقتصادية بصفة عامة، والتجارية على الخصوص، هذا الأمر هو الذي خلق نوعا من المنافسة الشديدة سواء ما بين المدن الإيطالية، أو بينها وبين الممالك النصرانية في جنوب أوروبا من أجل التحكم في التجارة الغرب الإسلامي.

الكلمات المفتاحية: الدولة الموحدية، المدن الإيطالية، الصادرات، الواردات.

Abstract:

This study seeks to clarify the structure of trade exchanges between the Almohad state and Italian cities and to determine the nature of these exchanges, especially if we know through extrapolation of historical and geographical sources that these exchanges are diverse and numerous, as they mainly concerned materials of very great value during that period, whether at the level of exports or imports, and among the most important of these materials we find metals, leather, wool, foodstuffs, spices, wood, textile products, precious stones and gems, and then slaves. The prosperity of trade exchanges between Morocco and the countries of southern Europe, especially the Italian cities, is due to multiple factors, including the geographical proximity between the two parties, as well as their affiliation to the Mediterranean basin and their openness to the sea, which can be considered an important factor in their communication and trade; All of these factors forced the Italian republics to work on linking relations with the Almohad state with a set of treaties and agreements that would enable them to obtain some economic privileges in general, and commercial privileges in particular. This matter is what created a kind of intense competition, whether between Italian cities or between them and Christian kingdoms in southern Europe in order to control trade in the Islamic West.

Key words: The Almohad state, Italian cities, Exports, Imports.

E-mail de correspondance : raddahi.jamal@gmail.com

مقدمة:

تعتبر التجارة من الأنشطة التي عرفت رواجاً خلال العصر الوسيط بالمغرب؛ وذلك راجع لمجموعة من الأسباب، أولها الموقع الذي يتوفر عليه المغرب؛ فهو يعتبر همزة وصل بين بلاد السودان الغربي والبلدان الأوربية، وكذلك بين هذه الكيانات والشرق الإسلامي، الشيء الذي جعل بلاد المغرب ترتبط بعلاقات تجارية مع الكيانات السياسية المجاورة له.

ترجع العلاقات الاقتصادية عامة، والتجارية على الخصوص بين ضفتي البحر المتوسط إلى فترات زمنية ضاربة في التاريخ. ولم ترتبط بفترة ما بعد الفتح الإسلامي لبلاد المغرب، بل تعود إلى ما قبل ذلك، خاصة خلال فترة الرومان والبيزنطيين. واستمرت مع الفتح الإسلامي خلال القرنين السابع والثامن الميلاديين؛ إذ تشير الكثير من النصوص اللاتينية إلى ارتياد الكثير من تجار البندقية موانئ الشمال الإفريقي خلال القرن الثامن الميلادي، كما تدل على ارتياد بعض التجار المسلمين على صقلية لتوفير حاجياتهم المختلفة. واستمرت العلاقات والروابط الاقتصادية بين البلاد الإسلامية وبين البلدان غير الإسلامية من خلال تشجيع الأنشطة التجارية، وإنشاء المؤسسات المحفزة على التجارة الخارجية كالفنادق واستقبال التجار الأجانب المسيحيين وغيرهم فيها.

إذا كانت العلاقات التجارية الخارجية للبلدان الأوربية مع الدول الإسلامية علاقات متذبذبة، فإننا خلال هذه الفترة نجد العلاقات بين المدن الإيطالية والغرب الإسلامي من بين أكثر العلاقات التجارية نشاطاً ووثوقاً؛ إذ ازدهرت العلاقات المغربية الإيطالية خلال القرنين الثاني عشر والثالث عشر الميلاديين، وذلك نتيجة مجموعة من الظروف، منها الاقتصادية، والسياسية، والاجتماعية، والجغرافية... التي تضافرت ونتج عنها تطور المبادلات التجارية. ومن أهم الظروف التي ساهمت في تطور العلاقات التجارية بين المغرب في الفترة الموحدية هو قرب المدن الإيطالية من سواحل الدولة الموحدية، وكذلك ارتباط مدن جنوب إيطاليا كالبنديقية بالإمبراطورية البيزنطية، وبالتالي تمتعها بكثير من الحرية والاستقلالية الشيء الذي منحها الفرصة للاحتكاك بالموانئ الإسلامية، وإقامة علاقات تجارية تمثلت في جلب السلع من البلاد الإسلامية وتسويقها إلى مناطق الوسط والشمال الأوربي، ومن ثمة تصدير المنتجات الأوربية إلى البلاد الإسلامية، بالإضافة إلى ذلك التطور الذي عرفه بلاد المغرب في مختلف القطاعات الاقتصادية حيث انتعشت الزراعة والصناعة، التي نجم عنها ازدهار التجارة الخارجية، مما انعكس إيجاباً على تطور نشاط التجارة الخارجية بشكل هام؛ إذ تضاعفت الاتصالات، وفتحت الكثير من الموانئ التجارية، وأصبح المغرب

المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية

يمثل بشكل إجباري، الوسيط التجاري بين أوروبا وبلاد السودان، الأمر الذي ساهم في تطوير العلاقات التجارية خاصة بين بلاد المغرب والمدن الإيطالية.

من هنا سنحاول، من خلال هذه الدراسة، تعيين جوانب من بنية المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية.

1. الصادرات

1.1. المعادن:

توفر الغرب الإسلامي، خلال فترة حكم الدولة الموحدية، على معادن غنية ومتنوعة. يأتي في مقدمتها الذهب؛ الذي كثر تدفقه على الغرب الإسلامي بعد سيطرة المسلمين على طرق القوافل التجارية الرابطة بين الشمال والجنوب، خاصة في عصر المرابطين والموحدين، حتى أصبحت بلاد المغرب تنعت ببلاد الذهب. فمثلا يقول البكري: "ومن الغراب عندهم أن الذهب جزافا عدد بلا وزن (البكري، د ت، ص 151)، أي أنهم أصبحوا يتعاملون بالذهب بشكل كبير جدا، ومن هنا استفادت الجمهوريات الإيطالية من قيمة الذهب عبر طرق الأندلس المرابطية والموحدية الذي كان يصلها على شكل سبائك وعملات التي كانت تتم عبر المعاملات التجارية بين مختلف دول أوروبا (باقة، 2006-2007، 324)، وهذا يدل على أن الذهب كان يصل إلى أوروبا بكميات كبيرة جدا.

لقد كان الذهب السوداني ينتقل إلى البلدان الأوربية عبر المغرب والأندلس، خلال فترة حكم الموحدين، على شكل سبائك وعملات، وأحيانا على شكل تبر أي تربة، وكانت هذه الكميات التي تصل إلى المناطق الأوربية، خاصة المدن الإيطالية تحول إلى سبائك وعملات وأسلاك ذهبية، ليتم بعد ذلك توزيعها إلى وسط وشمال أوروبا لاستعمالها في شراء سلع أخرى (باقة، 2006-2007، 324).

لم يكن الذهب المعدن الوحيد المتوفر في الغرب الإسلامي، بل هناك معادن أخرى قاربت قيمة الذهب في تداولها كالنحاس الذي يتم تصديره إلى السودان، والزئبق الذي يصدر إلى عدة أقطار منها أوروبا، كما كانت منطقة برقة وطرابلس غنية بالكبريت وبلاد فزان التي اشتهرت بالحديد والفضة في جبل جرجيس، ومدينة بجاية (أبو ضيف، 1982، ص 326).

د. جمال رداحي

كل هذه المعادن (الذهب، الحديد، الرصاص، الزئبق، النحاس...) كانت تصدر إلى أوروبا خاصة المدن الإيطالية، وهناك العديد من المعاهدات التي سمحت بتكثيف نقل الذهب والفضة نحو الضفة الشمالية رغم تنبيه الفقهاء إلى استنزاف الأموال والذهب الموجود في البلاد الإسلامية (غربي، 2015-2015، ص 208).

2.1. الجلود والصوف:

عرف الغرب الإسلامي خلال الفترة المدروسة بتربية المواشي، مما وفر إمكانيات مهمة للصوف والجلود، التي تعتبر مادة مهمة في الصادرات الموحدية إلى المدن الإيطالية، وقد اشتهرت مناطق عديدة في الغرب الإسلامي بإنتاج هذه المادة أو تصنيعها أو كلاهما معا، كما هو الحال بالنسبة لمدينة تلمسان (غربي، 2015-2015، ص 208)، كما أن الكثير من المدن الإيطالية التي ارتبطت بعلاقات اقتصادية مع الموحديين مثل جنوة، لا تملك الأراضي الكافية لتربية الماشية والحيوانات التي توفر لها هذه المادة الأولية، لذلك اعتمدت على تحصيل هذه المواد من الواردات الموحدية إليها (غربي، 2015-2015، ص 208).

كانت المدن الإيطالية تستورد هذه المواد من بلاد المغرب، خاصة سبتة وطرابلس وتونس وبجاية وتلمسان، ثم تقوم بتوزيعها على الأقطار الأوربية، حيث كانت بيزة وجنوة أهم مصدر لهذه المواد إلى البلدان الأوربية (جيهال، 1997، ص 114). تشير أحد العقود التي حررها "جيوفاني بونو"، الذي انتقل سنة 1164م إلى بجاية للعمل ككاتب للجمارك هناك، استيراد شركة تجارية بالشراكة مع "بلانكرودا" ما قيمته 107 قنطار انت، وثلاثي من الشب وجلود الأبقار والماعز من بجاية بقيمة 19 ليرة و8 أفلس، وبلغ رأس المال المشترك بينهما 200 ليرة. كما تشير كذلك هذه العقود أن أهم السلع التي كانت تستوردها بيزة من تونس تتمثل في مختلف أنواع الجلود؛ فقد باع "مناد" "لبشي" 1324 قطعة من الجلود، كما تم بيع في حالتين 800 و750 قطعة من الجلود (نشاط، 2005، ص 74).

حسب العقود التجارية مع المدن الإيطالية، فإن الجلود المشهورة المسماة Guadameci نسبة إلى مدينة غدامس، و Cordebisos نسبة إلى قرطبة و Shatibi نسبة إلى شاطبة (نشاط، 2005، ص 59).

3.1. العبيد

شكل العبيد عنصرا أساسيا في المجتمعات الوسيطة نظرا لدورهم في الحياة الاقتصادية، لذلك نشطت تجارة الرقيق خلال هذه المرحلة؛ حيث خصصت لها أسواق خاصة سميت بأسواق النخاسة، كسوق البركة في تونس (بن ساعو، 2013-2014، ص 166)، وأصبحت تجارة الرقيق، خلال هذه المرحلة، موردا لجني الثروات الكبيرة، إلى درجة أن وصل ثمن الأمة السوداء بالمغرب ألف دينار وأكثر، كما كانت أكثر ربحا ورواجا عند الغربيين وأكثر ما كانوا يبحثون عنه في الشرق (غربي، 2015-2015، ص 211).

كانت المدن الإيطالية خاصة جنوة، تحصل على الرقيق السود من بلاد المغرب والأندلس، خاصة من أفريقية الموحدة والحفصية، ثم يعملون على بيعه في أوروبا وخاصة في صقلية، التي كانت تستخدمه عادة في الأعمال الزراعية. ولم يتوقف نشاط جنوة في المتاجرة بالعبيد الأفارقة إلا بعد منتصف القرن الخامس عشر الميلادي، أي بعد تحويل البرتغاليين للطريق التجاري البحري عبر المحيط الأطلسي، للوصول إلى موريطانيا والسنغال (باقة، 2006-2007، ص 328)، وبالتالي فالمغرب الإسلامي لعب دور الوسيط في نقل العبيد من السودان إلى الموانئ المغربية، مروراً بطرق القوافل المعروفة، ومن تم يقوم المغاربة بتصديره إلى الضفة الشمالية (باقة، 2006-2007، ص 328).

4.1. المواد الغذائية:

من أهم المواد الغذائية التي كانت تصدر من المغرب إلى أوروبا، عامة، والمدن الإيطالية على الخصوص، والتي شكلت عنصرا أساسيا في مجال المبادلات التجارية، نجد القمح والشعير، حيث اشتهرت زراعة الحبوب في هذه الفترة على طول السواحل الأطلنتية، والمتوسطية، ومختلف مناطق المغرب (بن عاسو، 2013-2014، ص 161). وكانت المدن الإيطالية تستورد القمح المغربي؛ باعتباره العنصر الأهم، والأكثر طلبا في المبادلات التجارية؛ إذ كانت الجمهوريات الإيطالية تسعى دائما إلى جلب الحبوب من بلاد المغرب بواسطة السفن الجنوبية والبندقية نحو أوروبا (ريغي، 2018-2019، ص 90)، كما كانت الزيوت والعسل من الصادرات المغربية في هذه الفترة، حيث اشتهرت مدينة فاس ومكناس بغراسة الزيتون. يقول البكري: "ومن زيتها يمتار أهل مصر وأهل المغرب وصقلية والروم" (البكري، د ت، ص 20).

د. جمال رداحي

كما كان يصدر السكر إلى أوروبا (ريغي، 2018-2019، ص 87)، حيث كان سوس الأقصى مصدرا للسكر الذي تميز بنوعيته الجيدة، كما استوردت إيطاليا العسل المغربي خلال هذه الفترة (ريغي، 2018-2019، ص 87). واستوردت المدن الإيطالية الملح من بلاد المغرب، حيث كان البنادقة يتكفون بتصدير الملح الموجه إلى أوروبا، وحاولوا احتكار تجارته في هذه الفترة (ريغي، 2018-2019، ص 87)؛ فقد ذكر البكري أن الملح المستخرج من لمطة لا يفوقه ملح في الجودة، ومنها يحمل ويصدر إلى سائر البلاد (البكري، د ت، ص 84)، بالإضافة إلى الزعفران والتمر السوسي الذي كان يصل إلى أوروبا، إضافة إلى الأعشاب الطبية والأسماك المجففة، حيث تم تصديرها، وأسمك التونة من سوسة وقام الجنويون باحتكار تجارتها، وتم تصدير البلح من طرابلس إلى بيزة والبنديقية (ريغي، 2018-2019، ص 87).

2. الواردات

لم تختلف الواردات المغربية من أوروبا عن الصادرات، فقد تنوعت المواد ومنها:

1.2. التوابل والعطور:

كانت الدولة الموحدية، خلال هذه المرحلة، تستورد التوابل من أوروبا، خاصة من المدن الإيطالية، التي تتعامل معها. ويمكن إجمال هذه التوابل في الفلفل والكافور والزنجبيل والزعفران من جنوة، إضافة إلى القرنفل (بن ساعو، 2013-2014، ص 161). وهذا ما أورده مصطفى نشاط حسب "شوب" حيث يقول: "إذا كانت بجاية قد شكلت وجهة مباشرة للسفن الجنوبية العائدة من الإسكندرية وسوريا فإنها كانت تستقبل التوابل المجلوبة من المشرق إلى جنوة، ومنها إلى بجاية، ولا تمدنا الوثائق بمعلومات كثيرة عن طبيعة تجارة الوساطة التي قام بها الجنويون ما بين المشرق والمغرب، وتشير أن يابسة Ibiza كانت المحطة الأساسية في هذه التجارة (نشاط، 2005، ص 59-60).

تشير العقود الجنوبية إلى استثمار كاتب الجمارك ببجاية "جيوفاني بونو" في البهار؛ إذ توصل من "فنتو" ب 6 سنتينار و 85 أوقية من البهار لبيعها في بجاية. وتوجد إشارة أخرى للبهار ضمن قراض باتجاه بجاية قيمته 25 ليرة و 11 أفلس. وبالقرض نفسه إشارة أخرى إلى بعض التوابل الأخرى (نشاط، 2005، ص 58).

المبادلات التجارية بين الدولة الموحدة والمدن الإيطالية

. كما استوردت كذلك بلاد المغرب نباتات الصباغة والملونات، إضافة إلى العديد من العطور كالبخور والعنبر؛ إذ كانت تصل هذه السلع إليها عن طريق البحر من خلال الموانئ الإيطالية أو عن طريق مارسيليا (ريغي، 2018-2019، ص 93).

2.2. المعادن والخشب:

رغم توفر بلاد المغرب على معادن ثمينة تعتمد على تصديرها، كما تعرفنا على ذلك سابقا، إلا أنها كانت تلجأ إلى استيراد بعض المعادن كالحديد لاستخدامه في صناعة الأواني، والآلات الحربية، والسيوف، والخنجر، وبعض الآلات الفلاحية، كآلات الحرث وغيرها، بالإضافة إلى المسامير التي كانت تستخدم في صناعة السفن. كما استورد الحديد كمواد مصنعة وعلى رأسها السيوف التي كان يجلبها التجار من منطقة بيزة (غربي، 2014-2015، ص 116).

كما استورد المغرب في العهد الموحد النحاس، بعد أن كان يستخرج من منجم تمبكتو بكميات كبيرة، حيث كانت كل من بيزة وجنوة تصدره بكميات كبيرة، كما كان يصدر إلى بلاد السودان (غربي، 2014-2015، ص 116).

وهنا تشير الوثائق أنه في تاريخ 28 ماي 1222م، باع محمد بن المعلم وهو أحد تجار سبتة للجنوبي "Beccorosse Vicecomes" سلعا بقيمة 350 ليرة جنوبية، ويتعلق الأمر ب 105 قنطار من النحاس و سلع أخرى. ويبدو أن هذه المادة قد نقلت من اسبانيا أو من منطقة أوربية أخرى، وليس من بلاد المغرب (باقعة، 2006-2007، ص 320).

في النصف الثاني من القرن السادس الهجري، ازدادت حاجة الدولة الموحدة إلى مادة الخشب وذلك لاستخدامها في صناعة السفن وتصليحها، ومن هنا أصبحت هذه المادة من أهم المستوردات من جنوب إيطاليا نحو المغرب، فكان خشب الصنوبر يأتي عن طريق ميناء امالفي والبندقية من الغرب المسيحي، كما لا يستبعد استيراده من بيزة نظرا لتوفرها على كميات هائلة من هذه المادة (غربي، 2014-2015، ص 217).

3.2. المصنوعات النسيجية:

استورد الموحدون من أوروبا أنواعا عديدة من المصنوعات النسيجية، ومن بينها القطن، والكتان، والقماش الإسباني، والحرير، والأجواخ من مختلف الأنواع كالطاقيات الكبيرة، والأقمشة ذات اللونين والأقمشة المصنوع نصفها من الصوف، والنصف الآخر من مواد أخرى، والأقمشة الملفوفة والأقمشة المخططة (غربي، 2014-2015، ص 218).

أصبحت المدن الإيطالية، خاصة جنوة المون الرئيسي لبلاد المغرب من هذه السلع، حيث مثلت وارداته من هذه المادة ما يعادل نسبة 36 بالمائة من مجموع 95 عقد تخصص صادرات جنوة الخارجية (باقفة، 2007-2007، ص 320).

تعتبر البلاد الإسلامية من أهم الأقطار المصدرة لهذه المواد في البحر المتوسط، لكن مع الحروب الصليبية تراجع هذا الدور، وتمكن الأوربيون من أخذ تقنيات هذه الصناعات من بلاد الشام وغيرها من البلاد الإسلامية، لتصبح بعد ذلك المدن الإيطالية وخاصة جنوة، المون الرئيسي للغرب الإسلامي لهذه السلع، كما لعبت جنوة دور الوسيط في نقل القماش الإسباني إلى بلاد المغرب، خلال هذه الفترة، حيث نجد في مجموعة من الوثائق الجنوية عقدا مؤرخ في 16 أبريل من سنة 1161م يتحدث عن تسليم تاجر اسمه "ملونوس" لكاتب الجمارك ببجاية "جيوفاي بونو" عشر قطع من القماش الإسباني طولها 43 درعا، بالإضافة إلى كمية من الحرير تقدر ب 94 أوقية بقيمة 32 ليرة جنوية، وذلك من أجل نقلها إلى بجاية (نشاط، 2005، ص 58).

هناك أيضا وثائق تؤكد على تصدير الجنويين لمادة القطن، خاصة المجلوبة من صقلية والمتوجهة إلى بجاية، حيث ورد عند شوب، حسب نشاط أنه في حريف 1158م توصل "بالنو" ب 53 ليرة وربع ليرة جنوية من شريكه "روفنو" لاستثمارها في تجارة القطن باتجاه بجاية، وفي الفترة نفسها حصل "ريمندو" من "نوفي" على 13 كيسا من القطن إلى بجاية (نشاط، 2005، ص 58)، ونفس الأمر يقال عن مادة الكتان، حيث تم حمل كميات كبيرة إلى مدينة بجاية (نشاط، 2005، ص 58). يتضح أن المبادلات التجارية في المصنوعات النسيجية كانت رائجة بين الطرفين، كما عرفت تنوعا على مستوى المواد.

4.2. الجواهر والأحجار الكريمة:

شكلت المصنوعات الثمينة من الياقوت والأصداف والزمرد، والماس، واللؤلؤ أهم المواد التي تتم بها المبادلات التجارية بين المغرب وبلدان جنوب أوروبا، حيث كانت هذه البلدان تجلب هذه المواد من المشرق التي تصلها من بلاد الصين والهند، ثم تقوم ببيعها للأقطار الموجودة في الغرب الإسلامي، كما كانت تتم المبادلات التجارية في المواد المرتبطة بالأواني الزجاجية والحلي المصنعة من الذهب والفضة (غربي، 2014-2015، ص 220).

عموماً، إن العلاقات التجارية بين الدولة الموحدية وبلدان أوروبا خلال العصر الوسيط، تماشت مع طبيعة العلاقات السياسية بين الطرفين. وهنا يمكن أن نتحدث عن علاقيتين: الأولى بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية؛ حيث تميزت بازدهار المبادلات التجارية، وأصبحت علاقات مقننة بعهود ووثائق واتفاقيات يغلب عليها الطابع الرسمي؛ وهذا راجع إلى التطور الذي عرفته المدن الإيطالية، خاصة على المستوى الاقتصادي، منذ نهاية القرن الخامس الهجري، مما أهلها لفرض نفسها كوسيط تجاري في البحر المتوسط، ونفس الأمر مع الدولة الموحدية التي عرفت انتعاشاً على المستوى البحري، وفرضت هي الأخرى مكانتها في المنطقة.

من بين المدن الإيطالية التي تصدرت المبادلات التجارية مع الموحدين نجد جنوة، التي تركزت تجارتها في القسم الغربي من الساحل الإفريقي؛ أي مع سبتة والمغرب الأقصى، ثم مدينة بيزة التي تعتبر من أقدم العلاقات التجارية، والتي حظيت بمجموعة من الامتيازات، وتركز نشاطها في المنطقة الشرقية من الغرب الإسلامي في بجاية والمهدية وتونس، ثم هناك مدينتين هما صقلية والبندقية بدرجة أقل، لأن كل من الجنويون والبيزيون كانوا يعملون كوسيط نقل منتجات صقلية لبلاد المغرب خاصة القمح.

أما الطرف الثاني فهي الممالك النصرانية، خاصة في إسبانيا، فهذه الممالك ظلت مبادلاتها التجارية مع الدولة الموحدية محتشمة، ويغلب عليها الإطار غير القانوني، وهذا راجع بالأساس لطبيعة التوترات السياسية المرتبطة بالأندلس، حيث حاول الموحدون المحافظة على ممتلكاتهم هناك، في حين انصاري الإسبان كثفوا من حركة الاسترداد، وما زاد من ضعف تعاملاتهم التجارية، هو التحريم الذي كانت تفرضه سواء الكنيسة بالنسبة للممالك النصرانية، أو الفقهاء بالنسبة للموحديين.

ما يمكن استخلاصه من خلال ما سبق، هو أن العلاقات التجارية التي جمعت بين المغرب وأوروبا خلال العصر الوسيط، خاصة مع المدن الإيطالية لها جذور تاريخية قديمة جدا وليست وليدة العصر الوسيط، غير أنها عرفت خلال هذه الفترة ازدهارا كبيرا لكن بنسب متفاوتة؛ إذ نجد مدينة جنوة في مرتبة جد مهمة على مستوى المبادلات التجارية مع الدولة الموحدية. أما على مستوى طبيعة هذه المبادلات فهي متنوعة ومتعددة؛ إذ همت أساسا مواد ذات قيمة كبيرة جدا خلال تلك الفترة، سواء على مستوى الصادرات أو الواردات. ومن أهم هذه المواد نجد المعادن، والجلود، والصوف، والمواد الغذائية، والتوابل والخشب، والمصنوعات النسيجية، والأحجار الكريمة، والجواهر ثم العبيد. ويرجع ازدهار المبادلات التجارية بين المغرب وبلدان جنوب أوروبا، خاصة المدن الإيطالية، إلى عوامل متعددة، منها القرب الجغرافي بين الطرفين، وكذلك انفتاحهم على البحر المتوسط.

البيبلوغرافيا:

المراجع (كتب و مقالات)

1. البكري(د.ت.): المغرب في ذكر بلاد افريقية والمغرب، دار الكتاب الإسلامي، القاهرة .
2. أبو ضيف م. (1982): أثر القبائل العربية في الحياة المغربية خلال عصري الموحدين وبنو مرين (524-876هـ/ 1130-1472م)، مطبعة دار النشر المعرفة، الدار البيضاء، المغرب.
3. باقة ر. (2006-2007): نشاط جنوة الصليبي والتجاري في سواحل بلاد المغرب، أطروحة دكتوراه في التاريخ، جامعة الأمير عبد القادر، قسنطينة.
4. بغداد غ. (2014-2015): العلاقات التجارية للدولة الموحدية، إشراف محمد بن معمر، رسالة دكتوراه، جامعة وهران.
5. جورج ج. (1997): جنوة وبلاد المغرب في العصر الوسيط، ترجمة محمد الشريف، مجلة كلية الآداب ، العدد 8، تطوان، المغرب.
6. بن ساعو م. (2013-2014): التجارة والتجار في المغرب الإسلامي القرن 07-10هـ/ 13-15م، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في التاريخ الوسيط، إشراف مسعود مزهودي، كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية، جامعة الحاج لخضر باتنة، الجزائر.

المبادلات التجارية بين الدولة الموحدية والمدن الإيطالية

7. ريغي م. (2018-2019): العلاقات التجارية بين بلاد المغرب والمدن الإيطالية في العهد الموحدى القرن 6-7هـ/12-13م، بحث ماستر، جامعة محمد خيضر، بسكرة، الجزائر.
8. نشاط م. (2005): نصوص مترجمة ودراسات عن العلاقات الإيطالية المغربية في العصر الوسيط، مكتبة الطالب، وجدة، ط 1.